



CELLES QUI COMPTENT

Reconnaître la contribution considérable des femmes à l'économie pour combattre les inégalités

Les inégalités économiques échappent à tout contrôle. En 2019, les milliardaires du monde entier, c'est à dire seulement 2 153 personnes, se partageaient plus de richesses que 4,6 milliards de personnes. Ce clivage profond s'appuie sur un système économique sexiste et injuste qui valorise davantage la richesse d'une minorité privilégiée, constituée d'hommes principalement, plutôt que les milliards d'heures de travail de soin - non rémunéré ou peu rémunéré - des femmes et des filles dans le monde. Prendre soin des autres, cuisiner, nettoyer, aller chercher de l'eau et du bois de chauffage sont des tâches essentielles au bien-être des sociétés et des communautés ainsi qu'au bon fonctionnement d'une économie. La responsabilité lourde et inégale du travail de soin perpétue les inégalités économiques et de genre.

Il est temps que cela change. Les gouvernements du monde entier doivent agir maintenant afin de construire une économie centrée sur l'humain qui défend des valeurs féministes et valorise ce qui est réellement important pour la société, plutôt que d'alimenter une course sans fin au profit et à la richesse. Des solutions existent et il y a urgence à les mettre en place : investir dans des systèmes de soin afin de répartir plus équitablement le travail de soin effectué aujourd'hui par les femmes et les filles et mettre en place une fiscalité plus juste et progressive qui taxe davantage les grandes fortunes et qui favorise les aidant-e-s.

© Oxfam International, janvier 2020

Ce document d'information a été rédigé par Clare Coffey, Patricia Espinoza Revollo, Rowan Harvey, Max Lawson, Anam Parvez Butt, Kim Piaget, Diana Sarosi et Julie Thekkudan.

Les auteur-e-s remercient les différent-e-s expert-e-s ayant généreusement apporté leur contribution : le Women's Budget Group, Corina Rodriguez et Florencia Partenio du réseau mondial Development Alternatives with Women for a New Era (DAWN), Salimah Valiani, Femnet, Danny Dorling, Christoph Lakner, Jonathan Ostry et Branko Milanovic.

Oxfam remercie Charlotte Becker, Ranu Bhogal, Kira Boe, Rosa Maria Cañete, Rukia Cornelius, Anna Coryndon, Katha Down, Ellen Ehmke, Patricia Espinoza Revollo, Tim Gore, Irene Guijt, Victoria Harnett, Emma Holten, Didier Jacobs, Anthony Kamande, Thalia Kidder, Inigo Macias Aymar, Franziska Mager, Jessica McQuail, Alex Maitland, Katie Malouf Bous, Liliana Marcos Barba, Valentina Montanaro, Joab Okanda, Quentin Parrinello, Oliver Pearce, Lucy Peers, Kimberly Pfeifer, Angela Picciariello, Anna Ratcliffe, Lucia Rost, Susana Ruiz, Alberto Sanz Martins, Emma Seery, Rocio Stevens Villalvazo, Annie Thériault, David Wilson et Deepak Xavier pour leur participation. Ce document fait partie d'une série de textes écrits pour contribuer au débat public sur des problématiques relatives au développement et aux politiques humanitaires.

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter :
advocacy@oxfaminternational.org

Ce document est protégé par droits d'auteur, mais peut être utilisé librement à des fins de plaidoyer, de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. Envoyez un e-mail à policyandpractice@oxfam.org.uk.

Les informations contenues dans ce document sont exactes à la date de mise sous presse.

Publié par Oxfam GB pour Oxfam International sous l'ISBN 978-1-78748-544-0 en janvier 2020. DOI: 10.21201/2020.5419
Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni.

Traduit de l'anglais par eXceLingua (Pierre Legrand ; Jérôme Richard) et relu par Pauline Leclère et Barbara Scottu.

Photo de couverture : Clarice Akinyifait la lessive dans le village de Mashimoni, à Nairobi, au Kenya. Elle se dit fière d'être une travailleuse domestique mais se sent très frustrée et en colère à cause du mauvais traitement que lui ont réservé ses employeurs. Clarice est désormais membre active du projet Wezesha Jamii, dans lequel les femmes collaborent afin de s'entraider et d'améliorer les conditions de vie de leur communauté.
Photo : Katie G. Nelson/Oxfam (2017)

AVANT-PROPOS



Je m'appelle Rowena et je suis employée de garderie dans la ville de Salcedo, aux Philippines.

Avant, dans ma communauté, les femmes ne travaillaient qu'au sein de leur propre foyer, s'occupant des repas, du nettoyage et de la garde d'enfants. Elles étaient aussi en charge de la collecte d'eau. Les hommes avaient plus d'opportunités que les femmes. Avec toutes ces tâches qui incombaient aux femmes, il nous était impossible de rattraper notre retard sur les hommes dans notre communauté. Le fossé entre les femmes et les hommes ne pouvait pas être comblé, entre les revenus touchés, l'éducation reçue et le temps à disposition pour vaquer à d'autres occupations en dehors du foyer.

Voilà dix ans que je suis employée de garderie dans une école. Et je m'occupe aussi du foyer. Cela me prend un temps fou. Je croule sous les tâches que je n'arrive pas à finir. La collecte d'eau est la plus exigeante. Il faut compter trois à quatre heures au total, car la source d'eau est loin. Nous marchons jusqu'à la rivière et portons nous-mêmes nos jerricans d'eau.

Avant, mon mari n'assurait aucune tâche ménagère. Cela faisait beaucoup en plus de mon travail à l'école, mais personne chez nous ne remettait cette situation en question. Les choses ont commencé à changer suite à notre participation à des formations et à des séminaires sur le travail de soin non rémunéré. Désormais mon mari m'aide systématiquement à la maison. Il m'aide dans les tâches ménagères, pour la cuisine, la lessive et le nettoyage, surtout quand je travaille à l'école.

Grâce à Oxfam et SIKAT*, nous avons accès également à des citernes. Nous avons enfin des tuyaux et des robinets, ce qui nous déleste de nos jerricans et de nos seaux. La collecte d'eau prend nettement moins de temps. Pendant que nos jerricans et nos barils se remplissent, nous pouvons nous concentrer sur d'autres tâches.

Le fait de ne plus assumer toutes ces tâches toute seule et de ne plus avoir à parcourir de longues distances pour chercher de l'eau m'a transformée. J'ai plus de temps pour aider dans la communauté. Nous avons créé un groupe d'entraide avec les femmes du voisinage. Nous participons aux opérations de nettoyage dans le *barangay* (village) et à d'autres activités impliquant les femmes dans la communauté. Cela nous permet par ailleurs d'obtenir les fonds nécessaires pour nos moyens de subsistance, les frais de scolarité de nos enfants et les situations d'urgence.

Les femmes doivent encore lutter dans de nombreuses communautés. Je suis heureuse qu'il y ait maintenant cette égalité entre les femmes et les hommes dans la nôtre. Les femmes gagnent en autonomie. J'espère que ces améliorations ne se cantonneront pas à Salcedo, mais qu'elles s'étendront un jour à l'ensemble des Philippines.

Rowena Abeo, employée de garderie, ville de Salcedo, Samar Oriental, Philippines

* SIKAT – Sentro para sa Ikauunlad ng Katutubong Agham at Teknolohiya – est une organisation caritative et non gouvernementale des Philippines. Elle soutient des communautés côtières autonomes, durables et résilientes qui demandent au gouvernement de faire preuve de

transparence et de redevabilité dans des programmes et procédures participatives et réactives. À travers son programme WE-Care, SIKAT collabore avec des groupes d'entraide dirigés par des femmes et avec des hommes afin de mobiliser les membres de la communauté dans le cadre de la préparation aux urgences et de l'autonomisation économique.



Il est largement reconnu que la main-d'œuvre féminine est un pilier pour les familles qui dépendent de l'emploi informel. Pourtant, ce sont bien ces femmes qui sont parmi les personnes les plus pauvres au monde. La SEWA (Self-Employed Women's Association), dont je fais partie, est le plus gros syndicat pour les femmes pauvres travaillant dans le secteur informel en Inde, avec plus d'1,9 million d'adhérentes. Pour la SEWA, il ne fait aucun doute que la pauvreté est la pire forme de violence perpétrée avec le consentement de la société. Seuls le travail, une source d'emplois régulière et la

propriété d'actifs peuvent atténuer cette violence.

D'après l'expérience de SEWA auprès des femmes pauvres travaillant dans le secteur informel, nous avons appris que pour ces femmes, l'accès à des services de soins est un droit élémentaire. Sans accès à des services abordables, ce sont elles qui assument ces responsabilités pour leur famille, devant alors réduire leur nombre d'heures de travail et donc leur revenu ou déléguer cette charge aux aîné-e-s, compromettant de fait leur éducation. Selon notre fondatrice Ela Bhatt : « Les femmes devraient être payées à temps plein, même si elles travaillent à temps partiel. » C'est à cette seule condition qu'il sera possible de briser la spirale de la pauvreté pour les femmes.

Notre expérience nous indique que les femmes pauvres contribuent non seulement à l'économie familiale et nationale, mais également à l'écologie. Par conséquent, SEWA estime que le travail de soin doit être considéré comme un emploi qualifié et être rémunéré au même titre. Permettre à ces femmes de s'organiser, renforcer leurs capacités, élaborer des programmes et des formations pour améliorer la qualité de leurs services et définir des certifications et des politiques qui leur sont favorables seraient autant de mesures contribuant à la dignité et au respect de soi de ces travailleuses et établiraient de nouveaux standards dans le secteur du soin. Cela ne doit pas venir du haut de la pyramide, mais des travailleuses.

Cependant, nous pensons également que les services de soin ne doivent pas remplacer les soins familiaux, en particulier dans le secteur informel. En effet, les travailleurs et travailleuses du secteur informel travaillent souvent en tant que famille. La famille et les soins ne peuvent donc pas être complètement séparés. Il faut établir un équilibre subtil.

Nous bénéficions d'une occasion unique de reconnaître et de valoriser le travail de soin de millions de personnes dans l'économie conventionnelle, qu'elle soit formelle ou informelle. Le rapport « Celles qui comptent » d'Oxfam nous montre la nature et l'étendue de cette opportunité. Si nous la saisissons, nous nous rapprocherons toutes et tous de ce que nous appelons à SEWA « l'édification d'une économie nourricière », dans une société où la croissance économique est non-violente.

Reema Nanavaty, directrice générale, Self-Employed Women's Association (SEWA)



On me désigne parfois comme un multi-millionnaire qui a réussi par ses propres moyens. Rien n'est moins vrai. J'ai certes travaillé dur toute ma vie, et je suis fier de tout ce que j'ai accompli. Mais pour être honnête, rien de tout cela n'aurait été possible sans l'aide apportée par le système d'aide sociale danois et les impôts payés par les contribuables pour créer cette société égalitaire et épanouie.

Je suis né en 1961 à Téhéran, en Iran. Ma famille s'est installée au Danemark quand j'étais enfant après une série d'incidents ayant incité ma famille à partir : plusieurs demandes d'immigration rejetées, des séparations forcées et des turbulences dans mon pays natal. J'ai terminé mes études ici, j'ai épousé une Danoise, je suis le père de deux enfants formidables, et j'ai bâti ma fortune en qualité d'entrepreneur indépendant.

J'attribue ma bonne fortune au Danemark et à son système social robuste et inclusif qui valorise l'égalité et offre des opportunités à chacun. Mon pays a adopté un système fiscal à vocation sociale avancé, où les recettes fiscales sont investies dans l'intérêt général des citoyennes et des citoyens du Danemark. Nos recettes fiscales permettent d'offrir à chacune et chacun des soins de santé, une éducation et un solide système d'aide sociale, avec notamment une prestation universelle pour la garde d'enfants.

C'est plutôt simple. Si nous voulons des sociétés plus justes, plus équitables et plus épanouies, alors les plus riches doivent s'acquitter de leur juste part d'impôts. Lorsqu'un milliardaire est soumis à un taux d'imposition plus faible que sa secrétaire, cela montre à quel point la société est malade.

Ce n'est pas étonnant que certaines personnes militent pour qu'il ne puisse plus y avoir de milliardaires. Selon ces mêmes personnes, les très grandes fortunes suivraient leurs propres règles tout en considérant que d'autres règles s'appliquent pour les gens ordinaires.

Il faut taxer correctement la fortune. Les riches doivent payer leur juste part d'impôts. Par exemple, une fiscalité de seulement 1 % sur la fortune des milliardaires engendrerait des milliards de recettes pour lutter contre la pauvreté dans le monde et réduire les inégalités.

Sommes-nous prêts à construire une société juste où les richesses et le pouvoir, y compris le pouvoir politique, sont répartis de façon homogène ? Sommes-nous prêts à contester le mythe selon lequel la pauvreté serait un phénomène naturel, qui perdurera peu importe ce que nous mettons en place pour lutter contre ?

Telles sont les questions cruciales de notre époque. Le rapport « Celles qui comptent » d'Oxfam répond à ces questions et démontre qu'avec les bonnes décisions politiques, il est possible de s'attaquer à la pauvreté et aux inégalités dans le monde. Nous devons lutter ensemble contre les inégalités économiques, la violence structurelle, les discriminations et l'exclusion, la destruction de l'environnement et toute idéologie despotique pour construire un meilleur avenir pour toutes et tous. Le temps presse : il faut agir de toute urgence.

Djaffar Shalchi, fondateur et président, Human Act Foundation

CONTENTS

Avant-propos	4
Résumé	9
1 L'histoire de deux extrêmes.....	22
Toujours aucune solution à la crise des inégalités	22
Vue d'en haut : de l'argent qui coule à flots sans le moindre effort	23
Vue d'en bas : beaucoup d'efforts pour presque rien	26
L'exploitation des filles et des femmes alimente les inégalités économiques	28
Bâtir une économie centrée sur l'humain	29
2 Qui assume le travail de soin ?.....	31
La valeur du travail de soin	33
Un travail de soin lourd et inégal : le piège qui enlise les femmes dans la pauvreté ...	36
L'exploitation des travailleuses et des travailleurs rémunéré-e-s pour leurs activités de soin	39
3 Le prix de l'inaction : la crise croissante des inégalités et du soin	43
La réalité du vieillissement et des mouvements de populations.....	44
Coupes dans les dépenses publiques et déficit en travailleuses et travailleurs du soin.	45
Une catastrophe climatique imminente.....	47
4 Un avenir qui prend soin de toutes et tous.....	49
Des mouvements pour le changement : des messages d'espoir	49
Visibiliser et valoriser le soin : les 4R	51
Impôts et services publics : lutter contre les inégalités et les crises du secteur du soin.	54
Des solutions concrètes à un problème d'origine humaine.....	56
Notes	58

CELLES QUI COMPTENT

En 2019, les milliardaires du monde entier, au nombre de seulement **2 153 PERSONNES**, se partageaient plus de richesses que **4,6 MILLIARDS DE PERSONNES**.



La richesse combinée des 22 hommes les plus fortunés au monde est supérieure à celle de l'ensemble de la population féminine d'Afrique.



Si vous aviez mis de côté 10 000 dollars par jour depuis l'édification des pyramides, vous auriez cumulé seulement un cinquième de la fortune moyenne des cinq milliardaires les plus riches.

Les richesses des **1 % LES PLUS RICHES** de la planète correspondent à plus du double des richesses cumulées de **6,9 MILLIARDS DE PERSONNES**.



La valeur monétaire du **TRAVAIL DE SOIN NON RÉMUNÉRÉ** assuré par les femmes âgées de 15 ans ou plus est d'au moins 10 800 milliards de dollars chaque année, soit trois fois la valeur du **SECTEUR DES TECHNOLOGIES** à l'échelle mondiale.



Une imposition de 0,5 % supplémentaire sur la fortune des 1 % les plus riches sur une période de 10 ans permettrait de collecter autant que les investissements requis pour créer :



117 MILLIONS D'EMPLOIS

dans l'éducation, la santé et l'accompagnement des seniors, entre autres secteurs, et comblerait la carence dans ces domaines.

Pour de plus amples informations sur les sources et la méthodologie relatives à ces données, veuillez consulter P. Espinoza Revollo (2020), *Celles qui comptent* : Note méthodologique. Oxfam. <http://dx.doi.org/10.21201/2020.5419> La source des données sur les milliardaires est l'édition 2019 de la liste Forbes des milliardaires <https://www.forbes.com/billionaires/#b91420e251c7> et celle des données sur les écarts de richesse est le Rapport annuel du Credit Suisse (2018). <https://www.credit-suisse.com/about-us/en/reports-research/annual-reports.html>

RÉSUMÉ



Une femme traverse en scooter le quartier à faible revenu de la banlieue de Ho Chi Minh, au Vietnam, entouré d'immeubles luxueux. Photo : Sam Tarling/Oxfam (2017)

L'HISTOIRE DE DEUX EXTRÊMES

Les inégalités économiques échappent à tout contrôle. En 2019, les milliardaires du monde entier, au nombre de seulement 2 153 personnes, se partageaient plus de richesses que 4,6 milliards de personnes¹. Les 22 hommes les plus fortunés au monde possèdent plus de richesses que l'ensemble de la population féminine d'Afrique². Ces richesses extrêmes côtoient une très grande pauvreté. D'après de nouvelles estimations de la Banque mondiale, près de la moitié de la population mondiale vivrait avec moins de 5,50 dollars par jour, et le rythme de réduction de la pauvreté a ralenti de moitié depuis 2013³.

Ce clivage profond s'appuie sur un système économique sexiste et injuste. Ce modèle économique défaillant a mis un pouvoir et des richesses considérables entre les mains d'une élite fortunée, notamment en exploitant le travail des filles et des femmes et en violant leurs droits de façon systématique.

Au sommet de l'économie mondiale se trouve une minorité de personnes incroyablement riches. Leur fortune augmente de façon exponentielle au fil du temps, sans trop d'efforts et indépendamment de la valeur apportée à la société.

Dans le même temps, à la base de l'économie, des filles et des femmes (surtout celles vivant dans la pauvreté et issues de groupes marginalisés) assument chaque jour l'équivalent de 12,5 milliards d'heures de travail de soin non rémunéré⁴ et bien davantage encore pour des salaires de misère. Leur travail est pourtant essentiel dans nos communautés. Il est le gage de familles épanouies et d'une main-d'œuvre productive et en bonne santé. Selon les calculs d'Oxfam, la valeur de ce travail pour l'économie serait d'au moins 10 800 milliards de dollars⁵. Ce chiffre, bien qu'effarant, reste sous-estimé, la véritable valeur étant nettement supérieure. Pourtant, les avantages financiers reviennent principalement aux plus riches, dont la majorité sont des hommes. Ce système injuste exploite et marginalise les filles et les femmes les plus pauvres tout en augmentant les richesses et le pouvoir d'une élite fortunée.

Sans mesures déterminantes, la situation ne peut qu'empirer. Le vieillissement de la population, les coupes dans les dépenses sociales et les changements climatiques menacent d'exacerber encore les inégalités économiques et entre les genres, et d'accentuer toujours plus la crise qui frappe le travail de soin et les aidant-e-s. Si l'élite riche et puissante parviendra sans doute à se relever de la pire de ces crises, ce ne sera pas le cas des personnes les plus vulnérables.

Les gouvernements doivent prendre des mesures déterminantes et audacieuses pour construire une nouvelle économie centrée sur l'humain, au service de toutes et tous et pas seulement d'une élite fortunée, et qui valorise les services de soin et le bien-être avant les profits et les richesses.

AMPLEUR ACTUELLE DU FOSSÉ ENTRE LES RICHES ET LES PAUVRES

Le fossé entre les très grandes fortunes et le reste de la société est insondable⁶.

- En 2019, les milliardaires du monde entier, au nombre de seulement 2153 personnes, se partageaient plus de richesses que 4,6 milliards de personnes.
- Les 22 hommes les plus fortunés au monde possèdent plus que l'ensemble de la population féminine d'Afrique.
- Les richesses des 1 % les plus riches de la planète correspondent à plus du double des richesses cumulées de 6,9 milliards de personnes.
- Si vous aviez mis de côté 10 000 dollars par jour depuis l'édification des pyramides en Égypte, vous auriez cumulé seulement un cinquième de la fortune moyenne des cinq milliardaires les plus riches.
- Si chaque personne s'asseyait sur ses richesses sous la forme de billets de 100 dollars empilés les uns sur les autres, la plus grande partie de l'humanité serait assise sur le sol. Une personne de la classe moyenne vivant dans un pays riche serait assise à la hauteur d'une chaise. Les deux hommes les plus riches au monde se retrouveraient dans l'espace.
- La valeur monétaire du travail de soin non rémunéré assuré par les femmes âgées de 15 ans ou plus est d'au moins 10 800 milliards de dollars chaque année, soit trois fois la valeur du secteur des technologies à l'échelle mondiale.
- Une imposition de 0,5 % supplémentaire sur la fortune des 1 % les plus riches sur une période de 10 ans permettrait de collecter autant que les investissements requis pour créer 117 millions d'emplois dans l'éducation, la santé et l'accompagnement des seniors, entre autres secteurs, et comblerait la carence dans ces domaines.

Encadré 1. Mesure des inégalités de richesses dans le monde

Pour souligner l'ampleur des inégalités économiques dans le monde, Oxfam a examiné en priorité les inégalités de richesses, car elles sont directement liées aux phénomènes de confiscation du pouvoir et participent à la reproduction des inégalités d'une génération à l'autre.

En compilant les données sur les inégalités économiques utilisées pour nos rapports annuels⁷, l'examen des richesses mené par Oxfam s'appuie sur le Global Wealth Report du Credit Suisse, qui est la base de données la plus complète sur la répartition des richesses dans le monde⁸. Néanmoins, le recueil des données sur les richesses reste très complexe en raison d'un grand nombre de données manquantes. De l'avis général, les données utilisées par le Credit Suisse et d'autres pour estimer les richesses sous-évaluent systématiquement la véritable ampleur des richesses⁹.

Il est urgent d'investir bien davantage dans le recueil des données sur les richesses et les inégalités de richesses, de sorte que chaque pays puisse appréhender le plus finement possible l'ampleur de la crise des inégalités et puisse mesurer les progrès réalisés pour s'y attaquer.

En l'absence de réponse de la part des dirigeant-e-s, la population descend dans la rue

Alors que les dirigeant-e-s mondiaux ne manquent pas de s'émouvoir dans leurs discours des effets dévastateurs des inégalités, la plupart continuent de mener des politiques qui creusent encore le fossé entre les très riches et les plus pauvres. Les cas du président Trump aux États-Unis et du président Bolsonaro au Brésil¹⁰ illustrent cette tendance à l'extrême. Leurs politiques accordent des allègements fiscaux massifs aux milliardaires¹¹, sapent les mesures mises en place pour lutter contre l'urgence climatique et alimentent le racisme¹², le sexisme¹³ et la haine à l'égard des minorités¹⁴.

Face à ce type de dirigeants, les citoyen-ne-s du monde entier se mobilisent pour dire « Ça suffit ! ». Du Chili à l'Allemagne, d'immenses cortèges défilent contre les inégalités et la crise climatique. Des millions de personnes descendent dans la rue et risquent leur vie pour demander l'éradication des inégalités extrêmes et exiger un monde plus juste et plus respectueux de l'environnement.

VUE D'EN HAUT : DE L'ARGENT QUI COULE À FLOTS SANS LE MOINDRE EFFORT

Le sommet de la pyramide économique concentre des milliers de milliards de dollars entre les mains d'une élite très minoritaire composée principalement d'hommes. Leurs richesses sont déjà démesurées et notre modèle économique défaillant renforce toujours plus cette concentration extrême.

Dernièrement, des voix se sont élevées pour demander s'il ne serait pas bénéfique « d'abolir les milliardaires »¹⁵, suggérant qu'ils sont davantage le signe d'un malaise économique que d'une économie en bonne santé. On estime qu'un tiers de la fortune des milliardaires est imputable à un héritage¹⁶. De tels niveaux d'héritage créent une nouvelle aristocratie qui sape la démocratie.

Une fois mises à l'abri, les fortunes des plus riches s'alimentent par elles-mêmes. Les plus riches peuvent ainsi se contenter de regarder croître leur fortune avec le temps, avec l'aide de comptables chèrement rémunéré-e-s qui leur ont concocté une rentabilité

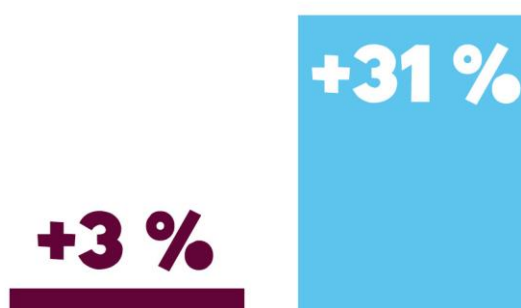
annuelle moyenne de 7,4 % sur leur fortune au cours des dix dernières années¹⁷. Malgré sa volonté louable de partager son argent, Bill Gates a aujourd'hui une fortune estimée à près de 100 milliards de dollars, soit deux fois plus que lorsqu'il était à la tête de Microsoft.

Ces retours démesurés s'expliquent en partie par une baisse de la fiscalité pour les grandes fortunes et les multinationales, avec des taux d'imposition en baisse et une volonté tenace d'échapper à l'impôt. Parallèlement, seulement 4 % de la fiscalité dans le monde proviennent de l'impôt sur la fortune¹⁸. D'après certaines études, les très grandes fortunes se déroberaient à leurs responsabilités fiscales à hauteur de 30 %¹⁹. Des taux d'imposition très faibles sur les sociétés leur permettent d'engranger des profits auprès des entreprises dont elles sont les principaux actionnaires. Entre 2011 et 2017, les salaires moyens dans les pays du G7 ont augmenté de 3 %, alors que les dividendes des riches actionnaires ont bondi de 31 %²⁰.

Graphique 2 : Les retours pour les riches actionnaires ont considérablement augmenté, tandis que les salaires réels ont à peine évolué.

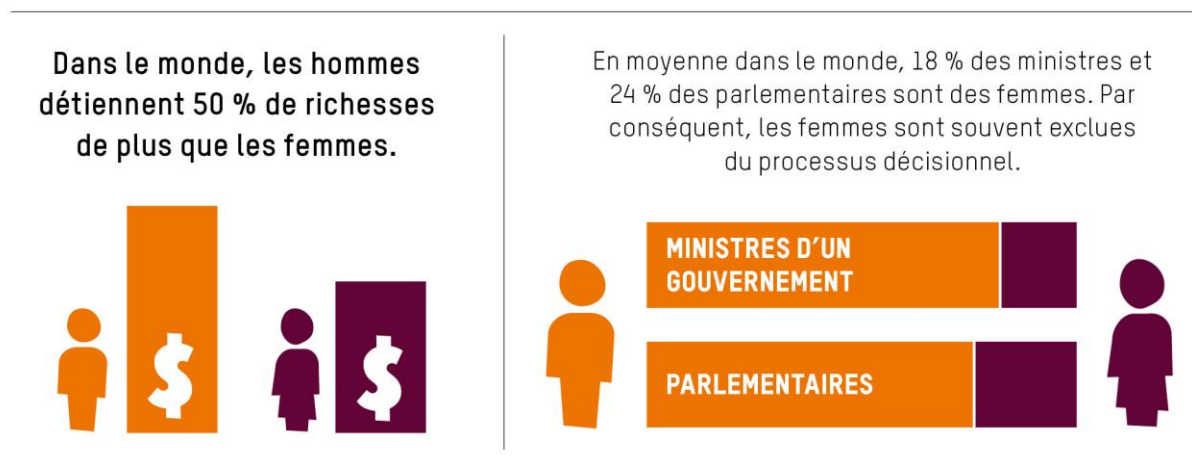
ENTRE 2011 ET 2017

- Salaires moyens dans les pays du G7
- Dividendes versés aux riches actionnaires



De nos jours, l'extrême richesse s'appuie également sur le sexisme. Notre système économique a été bâti par des hommes riches et puissants qui continuent de définir les règles et de se garder la part du lion. Dans le monde, les hommes détiennent 50 % de richesses de plus que les femmes²¹. Les hommes sont également majoritaires aux postes qui confèrent un pouvoir économique et politique. Seulement 18 % des ministres et 24 % des parlementaires dans le monde sont des femmes. On estime que les femmes occupent 34 % des postes à responsabilité dans les pays où des données sont disponibles²².

Graphique 3 : Les économies dans le monde rétribuent davantage les hommes que les femmes



Les femmes soutiennent l'économie en réalisant des tâches peu ou non rémunérées. Elles soutiennent également l'État en assurant le travail de soin qui devrait incomber au secteur public²³. D'après les calculs d'Oxfam, le travail de soin non rémunéré assuré par les femmes apporte une contribution considérable à l'économie à hauteur d'au moins 10 800 milliards de dollars chaque année, soit trois fois la valeur du secteur des technologies. Ce chiffre, déjà énorme, reste sous-estimé. Avec les données disponibles aujourd'hui, ce calcul repose sur le salaire minimum (et non sur un salaire décent) et ne tient compte ni de la valeur du travail de soin pour la société ni du fait que l'économie serait paralysée en l'absence d'un tel soutien. S'il était possible de chiffrer celui-ci, la valeur totale du travail de soin non rémunéré serait encore plus élevée. Ce travail non rémunéré alimente un système économique sexiste qui ponctionne l'argent auprès de la majorité pour le mettre dans les poches d'une minorité.

VUE D'EN BAS : BEAUCOUP D'EFFORTS POUR PRESQUE RIEN

D'après de nouvelles statistiques de la Banque mondiale, près de la moitié de la population mondiale essaie de survivre avec 5,50 dollars par jour (ou moins)²⁴. Pour de nombreuses personnes, il suffit d'une facture d'hôpital ou d'une mauvaise récolte pour basculer dans la misère. Cette situation s'explique en grande partie par les inégalités. Une part conséquente de la croissance des revenus dans le monde revient systématiquement aux plus riches, s'éloignant toujours plus du bas de la pyramide. Thomas Piketty et son équipe ont démontré qu'entre 1980 et 2016, les 1% les plus riches ont capté 27% de la croissance des revenus²⁵, alors que les 50% les plus pauvres se sont contentés de 12% de cette croissance^{26, 27}. Nous ne pourrions jamais éradiquer la pauvreté si le système économique continue de répartir les fruits de la croissance de manière aussi inégale²⁸. Ce modèle de croissance injuste est aussi intenable dans les limites environnementales de notre planète²⁹.

Les inégalités économiques s'appuient également sur les inégalités de genre, et la majorité des personnes qui se trouvent à la base de la pyramide économique sont des femmes. Les filles et les femmes sont majoritaires dans les emplois précaires et mal rémunérés, et ce sont elles qui assument la majeure partie du travail de soin peu ou non rémunéré³⁰. Le modèle dominant du capitalisme ignore la contribution économique des

femmes et des filles, et alimente des croyances sexistes qui entravent la pleine réalisation du potentiel de femmes et filles³¹, comptant sur elles pour réaliser ces tâches, mais refusant de les rétribuer.

QUI ASSUME LE TRAVAIL DE SOIN ?

Le travail de soin est indispensable pour nos sociétés et pour l'économie. Il regroupe des tâches diverses, de la garde d'enfants à l'accompagnement des personnes âgées et des personnes en situation de handicap ou atteintes d'une maladie physique ou mentale, en passant par tout un éventail de tâches domestiques quotidiennes (cuisine, ménage, lessive, raccommodage, gestion des factures, collecte d'eau et de bois de chauffage)³². Si personne n'investissait du temps, des efforts et des ressources dans ces tâches quotidiennes essentielles, les communautés, les entreprises et des pans entiers de l'économie seraient paralysés.

Partout dans le monde, le travail de soin peu ou non rémunéré est assuré de façon disproportionnée par des filles et des femmes pauvres, notamment celles vivant dans des groupes qui, en plus de la discrimination fondée sur le genre, sont confrontés à des discriminations fondées sur la couleur de peau, l'origine ethnique, la nationalité, l'orientation sexuelle et la caste³³. Les femmes réalisent plus des trois quarts du travail non rémunéré et représentent deux tiers de la main-d'œuvre assurant un travail de soin rémunéré³⁴.

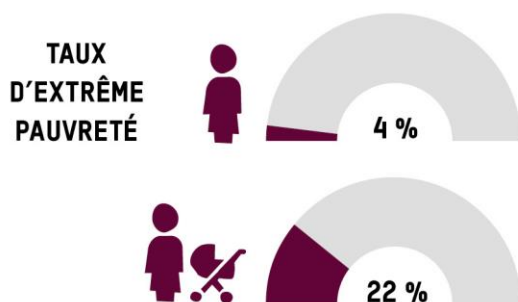


Shienna Cabus et sa fille collectent de l'eau à une source locale dans le Samar oriental, aux Philippines. Elles utilisent un chariot pour transporter la lourde charge jusqu'à chez elles. Shienna est membre de l'association d'entraide Bangon Pangdan. Photo : Aurélie Marrier d'Unienville/Oxfam (2017)

Graphique 4 : La lourde responsabilité du travail de soin non rémunéré est assumée de façon disproportionnée par les filles et les femmes

● Femmes ● Hommes

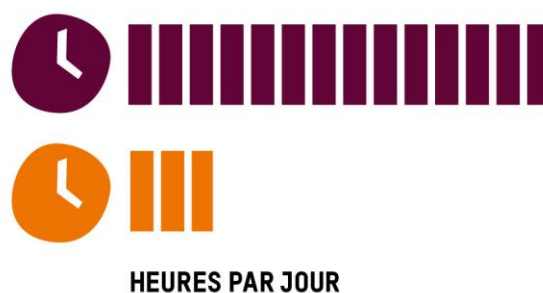
L'écart de revenu entre les femmes et les hommes augmente lorsque les femmes sont dans la période procréative et productive de leur vie. La « pauvreté en temps » accroît encore cet écart entre les femmes et les hommes.



Dans le monde, 42 % des femmes en âge de travailler n'occupent pas un emploi rémunéré (contre 6 % des hommes) du fait de leurs responsabilités en matière de travail de soin non rémunéré.



Dans les communautés rurales et dans les pays à bas revenus, les femmes consacrent jusqu'à 14 heures par jour au travail de soin non rémunéré, soit cinq fois plus que les hommes dans ces communautés.



Les filles qui assument une grande part du travail de soin non rémunéré fréquentent moins l'école que les autres filles.



En plus d'effectuer gratuitement le travail de soin dans leur foyer, de nombreuses femmes pauvres travaillent également au service d'autres personnes, par exemple en tant que travailleuses domestiques³⁵, l'un des secteurs où la main-d'œuvre est la plus exploitée dans le monde. Seulement 10 % de la main-d'œuvre domestique est couverte par le droit du travail au même titre que les autres travailleuses et travailleurs³⁶, et seulement près de la moitié bénéficie d'un salaire minimum³⁷. Pour plus de la moitié de la main-d'œuvre domestique, la législation nationale ne prévoit aucune limite d'heures de travail³⁸. Dans les cas les plus extrêmes de traite et de travail forcé, les travailleuses et les travailleurs domestiques se retrouvent littéralement piégés par leur employeur, où chaque aspect de leur vie est contrôlé, ce qui les rend invisibles et les prive de toute protection³⁹. On estime que les 3,4 millions de travailleuses et de travailleurs domestiques victimes de travail forcé à travers le monde sont spoliés de 8 milliards de dollars chaque année, ce qui équivaut à 60 % des salaires dus⁴⁰.

Graphique 5 : Main-d'œuvre domestique : parmi les travailleuses et les travailleurs les plus exploités au monde

Sur les quelque 67 millions de travailleuses et de travailleurs domestiques dans le monde, 80 % sont des femmes.



Seulement une travailleuse ou un travailleur domestique sur 10 jouit de la même protection que le reste de la main-d'œuvre en vertu du droit du travail.



Près de 50 % des travailleuses et des travailleurs domestiques ne bénéficient pas d'un salaire minimum et aucune limite légale sur le nombre d'heures de travail n'est définie pour plus de 50 % de ces personnes.

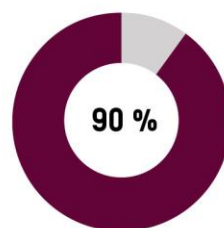


PAS DE SALAIRE MINIMUM



PAS DE LIMITE LÉGALE

On estime que 90 % de la main-d'œuvre domestique ne jouit d'aucun accès à un système de sécurité sociale (par ex., protection de la maternité et indemnités).



PAS DE SÉCURITÉ SOCIALE

Encadré 2. Une main-d'œuvre domestique maltraitée

« Regina » (le prénom a été changé) a fait l'objet d'une traite vers le Royaume-Uni pour travailler dans le logement privé de son riche employeur. À son arrivée à Londres, Regina était contrainte de travailler de 6 h 00 à 23 h 00 tous les jours dans l'appartement de standing de son employeur, dans le centre de Londres. Elle n'a jamais été payée pour son travail là-bas et n'avait pas l'autorisation de contacter sa famille ou de parler avec des personnes extérieures au foyer de son employeur. Elle dormait dans la buanderie et mangeait les restes. Son passeport lui avait été confisqué et elle raconte avoir souvent fait l'objet d'insultes de la part de ses employeurs, qui la qualifiaient de « stupide » et d'« inutile »⁴¹.

La responsabilité du travail de soin, aussi lourde qu'inégale, perpétue les inégalités de genre et économiques. Elle fragilise la santé et le bien-être des personnes assurant un travail de soin (majoritairement des femmes) et entrave leur prospérité économique en creusant les disparités entre les femmes et les hommes en matière d'emplois et de salaires. Elle prive également les filles et les femmes de temps, ce qui les empêche de répondre à leurs besoins essentiels et de participer à des activités politiques et sociales. Par exemple, en Bolivie, 42 % des femmes déclarent que le travail de soin est le principal obstacle à leur participation politique⁴².

Encadré 3. « La pauvreté en temps » en Inde : « Je n'ai pas de temps, pas même pour mourir »

Buchhu Devi se lève à 3 h 00 du matin pour cuisiner, faire le ménage et préparer le petit déjeuner et le déjeuner pour sa famille. Il y a un puits à proximité, mais elle n'y a pas accès du fait de son appartenance à la caste des intouchables. Elle doit donc parcourir 3 km pour collecter de l'eau. Ce qu'elle fait, trois fois par jour. Elle explique travailler sur un chantier de construction d'une route de 8 h 00 à 17 h 00, puis doit s'occuper des tâches ménagères du soir, à savoir collecter de l'eau et du bois de chauffage, faire des lessives, cuisiner, faire le ménage et aider les enfants avec leurs devoirs. Elle finit ses journées à minuit. Si elle n'a pas le temps de collecter du bois, sa famille ne mange pas et il n'est pas rare que son mari la batte pour la punir. « Je n'ai pas de temps, pas même pour mourir, sinon ils vont tous me maudire... Qui prendra soin d'eux et qui ramènera de l'argent dans la famille quand je serai partie ? »

Source : Dutta, Diya (2019), No Work is Easy! Notes from the Field on Unpaid Care Work for Women, *Mind the Gap: The State of Employment in India 2019*, Oxfam Inde. Disponible sur : <https://www.oxfamindia.org/Mind-Gap-State-of-Employment-in-India>

Alors même qu'il est le socle sur lequel repose une société prospère, le travail de soin peu ou non rémunéré est fondamentalement invisible. Il perpétue et est perpétué par les inégalités économiques et de genre. Le travail de soin est très largement sous-évalué et tenu pour acquis par les gouvernements et les entreprises. Il n'est souvent pas considéré comme un travail, et les sommes qui y sont consacrées sont traitées comme un coût et non un investissement, si bien qu'il devient invisible dans les mesures des progrès économiques et dans les agendas politiques.

La crise latente du travail de soin

Le monde fait face à une crise du travail de soin à cause de l'impact du vieillissement de la population, des coupes réalisées dans les services publics et les systèmes de protection sociale, et des effets des changements climatiques, qui menacent d'aggraver la situation et d'alourdir le fardeau pesant sur les aidant-e-s.

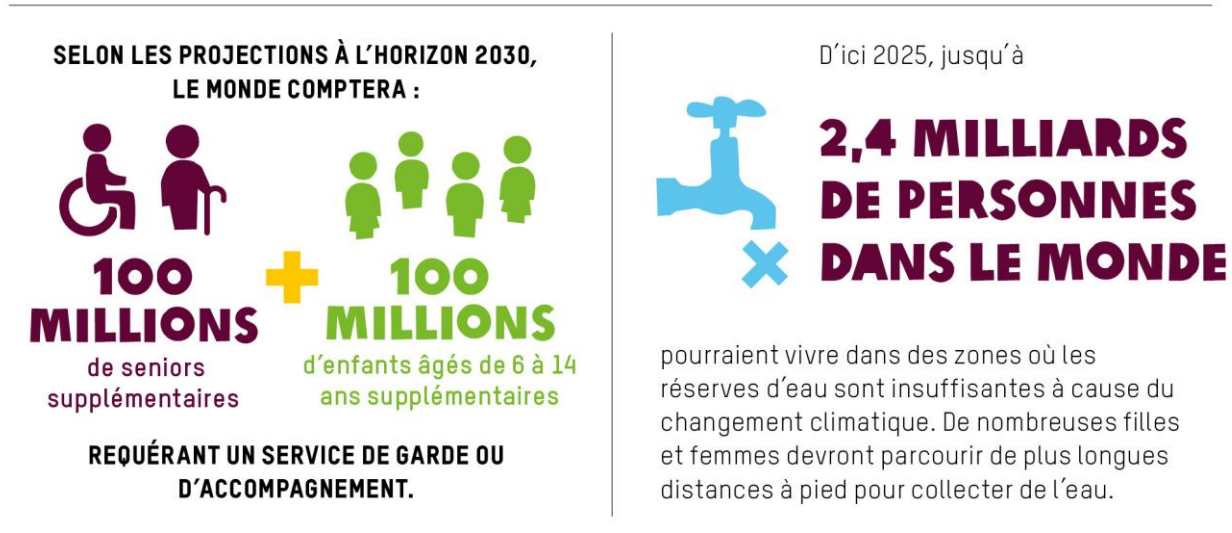
D'après l'Organisation internationale du Travail (OIT), il devrait y avoir 100 millions de seniors supplémentaires et 100 millions d'enfants âgés de 6 à 14 ans supplémentaires requérant un service de garde ou d'accompagnement dans le monde à l'horizon 2030⁴³. Les seniors auront besoin de soins plus intensifs et plus longs avec l'âge⁴⁴, avec des systèmes de soins de santé qui ne sont pas préparés pour les soutenir⁴⁵.



Ayan va collecter de l'eau dans un puits. Elle vit dans un camp de déplacés internes à Garadag, au Somaliland. En raison de la sécheresse prolongée dans la région, sa famille a perdu son troupeau, qui constituait son moyen de subsistance, et peine à trouver de l'eau et de quoi se nourrir.

Photo : Petterik Wiggers/Oxfam (2017)

Graphique 6 : La crise latente du secteur du soin



Plutôt que d'étoffer les programmes sociaux et les dépenses pour investir dans les services de soin et lutter contre les inégalités, les pays augmentent les impôts de la frange pauvre de la population, réduisent les dépenses publiques et privatisent l'éducation et la santé, en suivant souvent les recommandations d'institutions financières comme le Fonds monétaire international (FMI). Oxfam a récemment démontré comment les programmes du FMI adoptant cette approche en Tunisie, en Égypte et en Jordanie ont eu des répercussions négatives sur les femmes, menaçant d'exacerber les inégalités⁴⁶. Les gouvernements continuent de s'appuyer sur la TVA alors même qu'il s'agit d'un impôt régressif qui affecte le plus durement les plus pauvres⁴⁷ et fait peser une charge disproportionnée sur les aidantes⁴⁸.

Les coupes budgétaires effectuées par les gouvernements mettent également sous pression les organisations de défense des droits des femmes. En 2017, au Brésil, des coupes dans les dépenses sociales se sont traduites par une réduction de 66 % du financement fédéral destiné au budget initialement alloué en 2017 aux programmes sur les droits des femmes qui promeuvent l'égalité entre les genres⁴⁹.

La crise climatique alourdit d'ores et déjà le fardeau pesant sur les femmes. On estime qu'à l'horizon 2025, jusqu'à 2,4 milliards de personnes pourraient vivre dans des zones où les réserves d'eau sont insuffisantes. Les filles et les femmes devront donc parcourir à pied des distances toujours plus longues pour collecter de l'eau⁵⁰. Le changement climatique réduira également la quantité de denrées alimentaires produites et les maladies seront plus nombreuses, ce qui accentuera la pression et la somme de temps demandée aux filles et aux femmes, qui devront assurer la charge de travail supplémentaire et y consacrer encore plus d'heures dans leur journée.

UN MONDE PLUS JUSTE EST POSSIBLE

Les gouvernements du monde entier peuvent et doivent construire une économie plus humaine et féministe, qui bénéficie aux 99 % et non à seulement 1 % de la population. Dans ce monde, chacun-e aurait un emploi formel accompagné d'un salaire décent, personne ne vivrait dans la peur de tomber malade faute de moyens pour se soigner, et chaque enfant aurait l'occasion d'exprimer son plein potentiel. Dans ce monde, notre

économie prospérerait dans les limites de notre planète et transmettrait un monde meilleur aux générations futures.

Il est possible de s'attaquer à la fois au niveau spectaculaire des inégalités économiques et à la crise latente du secteur du soin, mais cela requerra des efforts concertés et des décisions politiques audacieuses pour réparer les dégâts et construire des systèmes économiques soucieux de l'ensemble des citoyen-ne-s. Pour y parvenir, il est indispensable de construire des systèmes nationaux de prise en charge avec la pleine participation de la société civile, notamment des groupes de défense des droits des femmes. De nouvelles mesures visant à redistribuer le travail de soin doivent s'inscrire dans une approche exhaustive de politiques redistributives pour combler le fossé entre riches et pauvres, à l'image d'une fiscalité progressive, de systèmes de protection sociale et de services publics gratuits, et de politiques pour limiter l'influence des entreprises et des grandes fortunes.

Une économie féministe et l'égalité entre les genres sont incontournables pour créer une économie centrée sur l'humain. L'une des composantes essentielles de cette nouvelle économie plus juste consiste à mieux prendre en compte le rôle du travail de soin peu ou non rémunéré. Nous pouvons bâtir un monde plus égalitaire à la seule condition de changer la façon dont ce travail est réalisé et comment il est valorisé.

Depuis des décennies, économistes féministes, société civile et défenseur-e-s du travail de soin proposent une série de solutions pour mettre le travail de soin au premier plan, sous la forme d'un cadre transformateur baptisé « 4R ». Ces principes doivent être pris en compte.

1. **Reconnaître** le travail de soin peu ou non rémunéré effectué principalement par les filles et les femmes comme une forme de travail ou de production apportant une vraie valeur.
2. **Réduire** le nombre total d'heures consacrées au travail de soin non rémunéré grâce à un meilleur accès à des équipements de qualité et synonymes de gain de temps, ainsi qu'à une infrastructure propice à la bonne réalisation de ce travail de soin.
3. **Répartir** plus équitablement le travail de soin non rémunéré au sein des ménages et transférer dans le même temps la responsabilité du travail de soin non rémunéré à l'État et au secteur privé.
4. **Représenter** les plus marginalisé-e-s parmi les aidant-e-s et veiller à ce que leurs voix soient entendues dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques, des services et des systèmes qui affectent leur vie.



Scène de liesse entre Naima Hammami, la première femme élue au conseil d'administration de l'Union Générale Tunisienne du Travail (UGTT), et ses collègues. La Commission des femmes de l'UGTT œuvre à la participation des femmes dans l'espace public et politique et défend les droits des femmes dans la région MENA. Photo : Ons Abid/Oxfam Novib (2017)

Un changement est possible. D'Engna Legna Besdet, qui mobilise la main-d'œuvre domestique éthiopienne au Liban, à la campagne Domestic Workers Rising en Afrique du Sud, les femmes demandent le changement et revendiquent leurs droits. Les gouvernements commencent par ailleurs à écouter. En Uruguay, le très novateur système national de soin intégré inscrit dans la loi le droit à donner des soins et à en bénéficier et entérine les droits des aidant-e-s. La Nouvelle-Zélande a pour sa part introduit un budget dédié au bien-être en 2019. D'autres mesures sont toutefois encore nécessaires.

Oxfam propose les six mesures suivantes pour faire valoir les droits des aidant-e-s et pour commencer à combler le fossé entre les personnes qui assurent le travail de soin peu ou non rémunéré et l'élite fortunée qui bénéficie le plus de leurs efforts.

RECOMMANDATIONS

1. Investir dans les services publics en charge pour rééquilibrer la responsabilité du travail de soin qui incombe de façon disproportionnée aux filles et aux femmes. Les gouvernements doivent investir dans des systèmes nationaux de prise en charge intergouvernementaux tout en investissant et en transformant les infrastructures et les services publics existants. Ces systèmes doivent inclure l'accès universel à de l'eau salubre, à un réseau d'assainissement et à des systèmes énergétiques nationaux, ainsi que des investissements pour proposer des services universels de garde d'enfants, d'accompagnement des seniors et de soins aux personnes handicapées. Ils doivent également inclure l'accès à une éducation et à des soins de santé de qualité, ainsi que la création d'un régime de protection sociale universelle (par ex. retraites, allocations pour les enfants). Dans le cadre de ces systèmes nationaux de prise en charge, les gouvernements doivent proposer au minimum 14 semaines de congé maternité payé et mettre progressivement en place une année de congé parental indemnisé, y compris un congé paternité qui se perd s'il n'est pas utilisé.

2. Mettre un terme à l'extrême richesse pour éradiquer l'extrême pauvreté. L'extrême richesse est symptomatique d'un système économique défaillant⁵¹. Les gouvernements doivent prendre des mesures pour combler radicalement le fossé entre les riches et le reste de la société et privilégier le bien-être de l'ensemble de leurs citoyen-ne-s au lieu d'encourager une croissance et des profits débridés. Cela permettra d'éviter un monde qui ne pourvoit qu'aux besoins d'une minorité de privilégiés et expose des millions de personnes à la pauvreté. Les gouvernements doivent prendre des mesures décisives et audacieuses en taxant la fortune et les hauts revenus et en sanctionnant l'évasion fiscale et les règles fiscales inadéquates au niveau mondial qui permettent aux multinationales et aux plus riches de se soustraire à leurs obligations fiscales.

3. Légiférer pour protéger les droits de l'ensemble des aidant-e-s et garantir des salaires décents pour les travailleuses et les travailleurs rémunérés pour leurs activités de soin. Dans le cadre de leur système national de prise en charge, les gouvernements doivent mettre en place et veiller à la mise en œuvre de politiques sur les plans juridiques, économiques et sur le marché du travail pour protéger les droits des aidant-e-s et des travailleuses et des travailleurs rémunérés pour leurs activités de soin, que ce soit dans le secteur formel ou informel. Cela implique notamment de ratifier la convention 189 de l'OIT sur les travailleuses et travailleurs domestiques, d'adopter des politiques garantissant que toutes les personnes aidantes reçoivent un salaire décent et d'œuvrer à éliminer les écarts salariaux entre les femmes et les hommes.

4. S'assurer que les aidant-e-s influent sur les processus décisionnels. Les gouvernements doivent faciliter la participation des aidant-e-s et des travailleuses et des travailleurs non rémunérés pour leurs activités de soin à l'élaboration des politiques et aux processus à tous les niveaux. Ils doivent également investir pour recueillir des données complètes susceptibles de mieux éclairer l'élaboration des politiques et de permettre l'évaluation de l'impact de ces politiques sur les aidant-e-s. Il convient en parallèle de consulter les groupes de défense des droits des femmes, les économistes féministes et des expert-e-s de la société civile sur les questions de soin, et d'accroître le financement octroyé aux mouvements et aux organisations de femmes cherchant à participer au processus décisionnel. Ces mesures sont des piliers importants des systèmes nationaux de prise en charge.

5. Remettre en question les normes nuisibles et les croyances sexistes. Les normes nuisibles et les croyances sexistes qui font endosser la responsabilité du travail de soin aux filles et aux femmes engendrent une répartition inégale et genrée du travail de soin et perpétuent les inégalités économiques et entre les femmes et les hommes. Dans le cadre de leur système national de prise en charge, les gouvernements doivent investir des ressources pour contester ces normes nuisibles et ces croyances sexistes, notamment par le biais de campagnes et de communications publiques, ainsi que par voie législative. Par ailleurs, les hommes doivent passer à la vitesse supérieure pour assumer leurs responsabilités en matière de travail de soin afin de rééquilibrer la part disproportionnée incombant actuellement aux femmes au sein des ménages et dans les communautés.

6. Valoriser le travail de soin dans les pratiques et les politiques commerciales. Les entreprises doivent reconnaître la valeur du travail de soin et participer au bien-être de la main-d'œuvre. En outre, elles doivent soutenir la redistribution du travail de soin en proposant des indemnisations et des services comme des crèches et des chèques-services pour la garde d'enfants, et proposer des salaires décents aux personnes assurant ce travail de soin⁵². Les entreprises et les sociétés doivent assumer leur responsabilité et contribuer à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) en s'acquittant de leur juste part d'impôts, en déployant des pratiques d'embauche qui tiennent compte des besoins des familles (souplesse au niveau des heures de travail, congé payé), en menant des campagnes de communication publique pour remettre en cause la répartition genrée du travail de soin.

1 L'HISTOIRE DE DEUX EXTRÊMES

Les inégalités économiques échappent à tout contrôle. En 2019, les milliardaires du monde entier, au nombre de seulement 2 153, se partageaient plus de richesses que 4,6 milliards de personnes⁵³. Au sommet de l'économie mondiale se trouvent des personnes, principalement des hommes, dont la fortune et le pouvoir augmentent au fil du temps sans aucune corrélation entre la valeur apportée à la société et les richesses accumulées. Parallèlement, au bas de l'échelle économique, des millions de filles et de femmes effectuent de nombreuses heures de travail de soin indispensable, mais peu ou non rémunérées, apportant une valeur inestimable à la société.

Ce système injuste exploite et marginalise les filles et les femmes les plus pauvres tout en remplissant les poches d'une minorité riche et puissante et en lui octroyant une influence injustifiée pour orienter les politiques économiques en sa faveur. Il est temps que cela change. Les gouvernements du monde entier doivent prendre des mesures immédiates pour construire une économie centrée sur l'humain qui suit des principes féministes et qui valorise ce qui importe vraiment dans la société plutôt que d'alimenter la quête insatiable de profit et de richesses. Pour cela, il est indispensable de lutter contre l'injustice du travail de soin peu ou non rémunéré dans le monde.

TOUJOURS AUCUNE SOLUTION À LA CRISE DES INÉGALITÉS

Sur les dix dernières années, d'éminent-e-s universitaires et même les institutions économiques dominantes comme le FMI ont apporté des preuves solides des effets corrosifs des inégalités. Les communautés affectées, les militant-e-s, les organisations de défense des droits des femmes et des leaders religieux se sont exprimés et ont fait campagne pour changer les choses dans le monde. Du Chili à l'Allemagne, d'immenses cortèges défilent contre les inégalités et le chaos climatique. Les inégalités économiques sont régulièrement à l'ordre du jour des grands rendez-vous économiques, comme ceux organisés par le FMI et le Forum économique mondial. Pourtant, aucune solution n'a encore été trouvée à la crise des inégalités.

Dans les faits, la plupart continuent d'appliquer des politiques qui creusent le fossé entre les très riches et les plus pauvres⁵⁴. C'est notamment le cas du président Trump aux États-Unis et du président Bolsonaro au Brésil, dont les politiques régressives incluent des allègements fiscaux pour les milliardaires⁵⁵, sapent les mesures mises en place pour lutter contre l'urgence climatique et alimentent le racisme⁵⁶, le sexisme⁵⁷ et la haine à l'égard des minorités⁵⁸.

Le système économique actuel est construit sur des principes sexistes. En haut de l'échelle, la fortune des milliardaires et des hommes très riches augmente de façon exponentielle, souvent sans trop d'effort et sans réelle valeur pour la société. Au bas de l'échelle, les femmes du monde entier assument chaque jour 12,5 milliards d'heures de travail sans rémunération ni reconnaissance⁵⁹, auxquelles s'ajoutent un nombre inestimable d'heures de travail de soin professionnel sous-rémunéré. Leur contribution est essentielle à nos sociétés et à nos économies. Les femmes s'occupent des enfants et des seniors et assurent la majeure partie des tâches domestiques, de la préparation des repas à la collecte d'eau et de bois de chauffage. Leur travail réunit par ailleurs les conditions pour que d'autres amassent des fortunes astronomiques et contribue à créer une immense

richesse économique. D'après un calcul d'Oxfam, la valeur monétaire du travail de soin non rémunéré des femmes représente au moins 10 800 milliards de dollars chaque année, soit trois fois la valeur du secteur des technologies à l'échelle mondiale⁶⁰.

Ce système économique sexiste et source d'exploitation spolie le plus grand nombre et favorise une minorité fortunée. Il engendre des niveaux inacceptables d'inégalités économiques et entre les genres.

VUE D'EN HAUT : DE L'ARGENT QUI COULE À FLOTS SANS LE MOINDRE EFFORT

Une crise des inégalités et des richesses extrêmes

Les inégalités ont indubitablement atteint des niveaux extrêmes. Nous vivons dans un monde où une grande pauvreté côtoie des fortunes colossales. Le nombre de milliardaires a doublé au cours des dix dernières années. Leur richesse a connu un léger recul l'année dernière, mais elle a récupéré depuis. L'accumulation de richesses aux mains d'une minorité est telle que certaines grandes fortunes ont un pouvoir économique supérieur à celui de certains pays. En 2019, les 2 153 milliardaires que comptait le monde se partageaient plus de richesses que 4,6 milliards de personnes⁶¹. La répartition des richesses en dit long sur l'ampleur des discriminations et des inégalités entre les genres. Dans le monde, les hommes détiennent 50 % plus de richesses que les femmes⁶² et la richesse combinée des 22 hommes les plus riches est supérieure à celle de l'ensemble de la population féminine d'Afrique⁶³. Les femmes vivant dans la pauvreté et issues de groupes marginalisés sont exploitées par un système qui concentre les richesses et le pouvoir entre les mains d'une minorité de personnes fortunées, principalement des hommes.

Encadré 4 : Mesure des inégalités de richesses dans le monde

Pour compiler les données sur les inégalités économiques utilisées pour nos rapports annuels⁶⁴, Oxfam s'appuie entre autres sur le Global Wealth Report du Credit Suisse⁶⁵.

1. Pourquoi Oxfam s'intéresse-t-elle aux inégalités de richesses ?

Pour présenter le niveau global des inégalités économiques, Oxfam a choisi de se concentrer en priorité sur les inégalités de richesses, car elles influent grandement sur la confiscation du pouvoir et des politiques. Les inégalités de richesses perpétuent les inégalités d'une génération à l'autre.

2. La difficulté à se procurer des données de qualité sur les richesses

Le rapport du Credit Suisse présente un ensemble de données sur la répartition des richesses dans le monde couvrant le plus grand nombre de pays. Ces données sont compilées d'après les bilans des ménages au niveau national, les données sur l'examen des richesses et le classement des milliardaires de Forbes pour évaluer plus précisément la fortune des personnes au sommet de la pyramide. Il est démontré que ces trois sources d'information utilisées par le Credit Suisse sous-estiment l'ampleur des richesses des personnes qui se trouvent en haut de la pyramide économique.

Il est nettement plus complexe d'obtenir des données précises et complètes sur les richesses que sur les revenus ou la consommation, si bien que cela impose une part considérable d'hypothèses. Le Credit Suisse estime que les données sont satisfaisantes pour environ 25 % des pays, soit l'équivalent d'environ 44 % de la population mondiale, mais de près de 93 % des richesses cumulées.

3. Affiner les données sur la répartition des richesses

Il est urgent d'investir bien davantage dans le recueil de données transparentes sur les richesses et les inégalités de richesses dans chaque pays pour donner une meilleure idée de l'ampleur de la crise des inégalités et mesurer les progrès réalisés pour la surmonter.

Milliardaires et extrême richesse : le signe d'un système économique défaillant

En février 2019, *The New York Times* a publié en première page une tribune au titre volontairement provocateur : « Abolish Billionaires » (Abolir les milliardaires)⁶⁶. Cet éditorial soulevait une question sérieuse : et si les milliardaires étaient le signe d'un système économique défaillant, plutôt que le reflet d'une réussite économique ? L'étude de l'origine des richesses des grandes fortunes et de la façon dont elles sont utilisées remet sérieusement en question la valeur apportée à notre économie et à notre société. Cela démontre également comment leur fortune s'appuie sur l'exploitation de milliards d'heures de travail de soin peu ou non rémunéré, un travail qui est surtout réalisé par des femmes et des personnes issues de minorités ethniques.

La vie et le style de vie des grandes fortunes dépendent de ce travail de soin, et la valeur économique créée par les aidant-e-s s'accumule en haut de la pyramide et remplit les comptes bancaires des plus riches. Pire encore : les droits humains des aidant-e-s sont régulièrement bafoués et leur sécurité personnelle est souvent compromise.

On estime que les deux tiers de la fortune des milliardaires proviennent d'héritages ou sont entachés de rapports de connivence avec le gouvernement⁶⁷. Un tel pouvoir risque de considérablement exacerber les inégalités économiques en concentrant les profits entre les mains d'une minorité. Par exemple, lorsque les milliardaires peuvent user de leur influence auprès du gouvernement afin de bénéficier de droits exclusifs pour la prestation de services, cette élite s'accapare des sommes monumentales aux dépens des client-e-s, y compris des personnes pauvres. Diverses études ont également révélé un lien potentiel entre croyances sexistes et plus grande tolérance à l'égard de la connivence et de la corruption⁶⁸.

Depuis quelques décennies, l'économie néolibérale dominante, qui prône la dérégulation et la réduction des dépenses publiques, ne cherche plus à démanteler les monopoles. De nombreux pans de l'économie mondiale se retrouvent ainsi aujourd'hui aux mains d'un monopole⁶⁹. Les secteurs alimentaire, pharmaceutique, financier et technologique sont tous dominés par une poignée de multinationales⁷⁰.

Ces monopoles et les riches actionnaires sur lequel-le-s ils s'appuient, accentuent les inégalités économiques. Ils permettent à ces entreprises et à leurs actionnaires fortuné-e-s d'engranger d'énormes profits sur le marché et de se les partager en cercle fermé. Cette situation alimente directement l'accumulation des richesses aux mains d'une minorité, aux dépens des citoyen-ne-s ordinaires, ce qui rend d'autant plus difficile la réduction de la pauvreté⁷¹. Une nouvelle analyse d'Oxfam démontre comment, notamment en raison de la montée en puissance des monopoles, la rentabilité pour les riches actionnaires a considérablement augmenté, tandis que les salaires réels ont à peine évolué. Entre 2011 et 2017, les salaires moyens ont augmenté de 3 % dans les pays du G7. Les dividendes empochés par les actionnaires ont quant à eux bondi de 31 %⁷². Derrière la puissance et les actions des entreprises se trouvent des actionnaires toujours plus fortuné-e-s et puissant-e-s⁷³.

Graphique 2 : Les retours pour les riches actionnaires ont considérablement augmenté, tandis que les salaires réels ont à peine évolué.

ENTRE 2011 ET 2017

- Salaires moyens dans les pays du G7
- Dividendes versés aux riches actionnaires



Environ un tiers de la fortune des milliardaires provient d'un héritage⁷⁴. Certaines personnes héritent de milliards de dollars, et d'autres, comme le président Trump, héritent de centaines de millions qui leur permettent de devenir milliardaires⁷⁵. Ce phénomène est à l'origine d'une aristocratie d'un genre nouveau, voyant certaines personnes hériter leur fortune de leurs parents. Le destin d'un homme riche qui hérite de plusieurs millions contraste vivement avec celui d'une fille née dans une famille pauvre et qui restera selon toute vraisemblance aussi pauvre que ses parents et devra assumer un nombre inestimable d'heures de travail de soin peu ou non rémunéré, tout comme sa mère. La fortune des milliardaires et l'ampleur de leur héritage sapent la redistribution qui pourrait contribuer à lutter de front contre les inégalités et freinent la mobilité sociale.

Qu'elle soit héritée ou obtenue d'une autre façon, l'extrême richesse acquiert une dynamique propre, au point de s'auto-alimenter. Les grandes fortunes peuvent regarder leur capital croître au fil du temps, car elles ont les moyens d'acheter les meilleurs conseils en matière d'investissements. Depuis 2009, la fortune des milliardaires a augmenté en moyenne de 7,4 % par an, un taux nettement supérieur à ce qu'un-e épargnant-e ordinaire pourrait obtenir⁷⁶. La fortune de Bill Gates s'élève actuellement à près de 100 milliards de dollars⁷⁷, soit deux fois plus que lorsqu'il a quitté la tête de Microsoft, et ce malgré sa volonté de partager son argent.

Les plus riches se servent également de leur fortune pour payer le moins d'impôts possible en contractant les services d'une armée de conseillères et de conseillers fiscaux, s'assurant ainsi une rentabilité annuelle moyenne de 7,4 % sur leur fortune⁷⁸. Parallèlement, avec la complicité des gouvernements, ils peuvent tirer parti d'un réseau mondial opaque de paradis fiscaux, comme l'ont révélé les Panama Papers et d'autres scandales⁷⁹. Certaines études ont démontré que les très grandes fortunes se déroberaient à leurs responsabilités fiscales à hauteur de 30 %, privant les gouvernements de milliards de dollars qui permettraient de financer des services réduisant les inégalités, comme la santé et l'éducation⁸⁰, et contribueraient à réduire les impacts pour les filles et les femmes assumant de manière disproportionnée et sans être valorisées le travail de soin non rémunéré. Par ailleurs, seulement 4 % des impôts prélevés dans le monde proviennent de l'impôt sur la fortune⁸¹. En tant qu'actionnaires principaux dans les entreprises, les grandes fortunes sont également au premier rang des bénéficiaires du rapide nivellement par le bas de l'impôt sur les sociétés. Les taux d'imposition sur les sociétés ne cessent de chuter dans le monde, et du fait de l'évasion fiscale orchestrée à un niveau industriel, de nombreuses entreprises paient peu d'impôts ou bien en-deçà des taux statutaires, voire un impôt sur les sociétés insignifiant dans

certains secteurs. Cette situation accroît les versements de dividendes pour les riches actionnaires et accentue encore leurs richesses déjà démesurées⁸².

Les milliardaires peuvent également acheter leur impunité auprès de la justice, influencer sur la sphère politique⁸³ ou sur un média accommodant⁸⁴ et même biaiser des processus démocratiques. Le recours à l'argent⁸⁵ pour influencer sur des élections et sur les politiques publiques est un problème de plus en plus répandu à travers le monde. Une récente étude d'Oxfam⁸⁶ révèle les multiples façons dont les grandes fortunes ont fait main basse sur la sphère politique et les médias en Amérique latine. L'extrême richesse peut influencer sur les politiques en instaurant des boucles de rétroaction renforcées : les grands gagnant-e-s sur l'échiquier économique engrangent ainsi des ressources qui leur permettent de gagner encore plus la prochaine fois. L'extrême richesse peut également être utilisée pour influencer les médias et le monde universitaire dans l'optique de promouvoir l'économie conventionnelle qui profite aux élites⁸⁷.

Pour toutes ces raisons, on peut légitimement avancer que, comme l'a récemment écrit un observateur, « chaque milliardaire est un échec politique »⁸⁸ : les richesses extrêmes ne sont pas un signe d'économie saine, mais d'un système économique très défaillant qu'il faut redresser au plus vite. Les immenses fortunes de quelques individus très riches, conjuguées au pouvoir que ces fortunes leur confèrent, entravent toute redistribution, pourtant nécessaire pour combler l'écart entre les riches et les pauvres. L'édification d'une société plus juste où la pauvreté extrême aurait disparu passe par l'éradication de l'extrême richesse.

VUE D'EN BAS : BEAUCOUP D'EFFORTS POUR PRESQUE RIEN

D'après la Banque mondiale, le rythme de réduction de l'extrême pauvreté (c'est-à-dire un revenu de 1,90 dollar par jour) a ralenti de moitié depuis 2013⁸⁹. Ce constat est très préoccupant et remet en question la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD).

Près de 735 millions de personnes vivent toujours dans l'extrême pauvreté. Pour un grand nombre de celles qui sont juste au-dessus du seuil d'extrême pauvreté (fixé à 1,90 dollar par jour), une facture d'hôpital ou une mauvaise récolte suffirait à les faire plonger dans l'extrême pauvreté. D'après les prévisions, des centaines de millions de personnes vivront toujours dans l'extrême pauvreté à l'horizon 2030⁹⁰. Il s'agira pour la plupart de filles et de femmes : avec des revenus bas et moins de ressources que les hommes, elles constituent la majorité des ménages les plus pauvres dans le monde, et cette proportion augmente⁹¹. Elles assument également le plus gros du travail de soin non rémunéré, qui, en plus de créer du bien-être, contribue à l'économie à hauteur d'au moins 10 800 milliards de dollars⁹².

Encadré 5 : Éradiquer l'extrême pauvreté – un défi à relever par tous les moyens

Le fait que le seuil actuellement fixé par la Banque mondiale à 1,90 dollar par jour pour définir l'extrême pauvreté est, à juste titre, remis en question car jugé trop bas et trop simpliste pour refléter la réalité ne fait que souligner l'urgence d'accélérer la réduction de la pauvreté. Ce montant est vraiment trop bas pour représenter le seuil d'extrême pauvreté.

Par exemple, les Nations unies estiment que 820 millions de personnes souffrent de la faim⁹³, mais seulement 735 millions de personnes vivraient dans l'extrême pauvreté selon la Banque mondiale⁹⁴. Cela voudrait dire que 85 millions de personnes dans le monde *ne sont pas* considérées comme extrêmement pauvres, alors qu'elles n'ont pas les moyens de se nourrir. En Inde, les personnes vivant avec 1,90 dollar par jour affichent un taux de mortalité trois fois supérieur à la moyenne, et cela se vérifie également dans de nombreux autres pays⁹⁵. Si cette somme est insuffisante pour répondre aux besoins nutritionnels de base ou pour permettre à un nourrisson de survivre à sa première année, elle ne devrait pas être présentée comme suffisante pour sortir de l'extrême pauvreté.

Face à ces critiques, la Banque mondiale a introduit en 2018 de nouvelles mesures de la pauvreté plus en phase avec la réalité des personnes parmi les plus pauvres au monde. La Banque mondiale a introduit de nouveaux seuils de pauvreté à 3,20 dollars par jour pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et à 5,50 dollars pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure⁹⁶. D'après ses calculs, 46 % de la population mondiale, soit 3,4 milliards de personnes, vivent avec moins de 5,50 dollars par jour⁹⁷. Si ces nouvelles références restent perfectibles, elles sont plus réalistes, car elles donnent au moins une indication claire de l'ampleur du défi à relever en matière de réduction de la pauvreté.

Les hauts niveaux de pauvreté s'expliquent en grande partie par les inégalités. Une énorme part de la croissance des revenus dans le monde revient aux plus riches, tandis que les plus pauvres sont laissé-e-s pour compte. C'est ce que démontrent les dernières statistiques sur les inégalités de revenus⁹⁸. D'après le Rapport sur les inégalités mondiales 2018, entre 1980 et 2016, les 1 % les plus riches se sont partagé 27 cents sur chaque dollar de croissance des revenus dans le monde, alors que les 50 % les plus pauvres se sont contentés de 12 % de cette croissance⁹⁹. Nous ne pourrions jamais éradiquer la pauvreté si le système économique continue de répartir les fruits de la croissance de manière aussi inégale¹⁰⁰. Une croissance débridée n'est pas tenable si l'objectif est d'éradiquer la pauvreté sans dépasser les limites environnementales¹⁰¹ de notre planète.

D'après une récente étude publiée par la Banque mondiale¹⁰², la réduction des inégalités contribue davantage à réduire la pauvreté extrême qu'une hausse de la croissance économique. Cette étude démontre que si les pays parvenaient à réduire les inégalités de revenus d'1 % chaque année, 100 millions de personnes sortiraient de l'extrême pauvreté d'ici 2030¹⁰³. Elle révèle également qu'une réduction des inégalités d'1 % chaque année a plus d'impact qu'une hausse de la croissance d'1 % au-dessus des prévisions.

À moins de combler le fossé entre les riches et les pauvres, il est peu probable d'atteindre l'objectif visant à éradiquer la pauvreté extrême. Ce n'est toutefois pas une fatalité : moyennant un engagement fort en faveur d'une économie davantage centrée sur l'humain et féministe, la pauvreté pourrait être éradiquée pour les générations actuelles et futures¹⁰⁴. Cela exige de remettre en cause l'économie sexiste actuelle.

L'EXPLOITATION DES FILLES ET DES FEMMES ALIMENTE LES INÉGALITÉS ÉCONOMIQUES

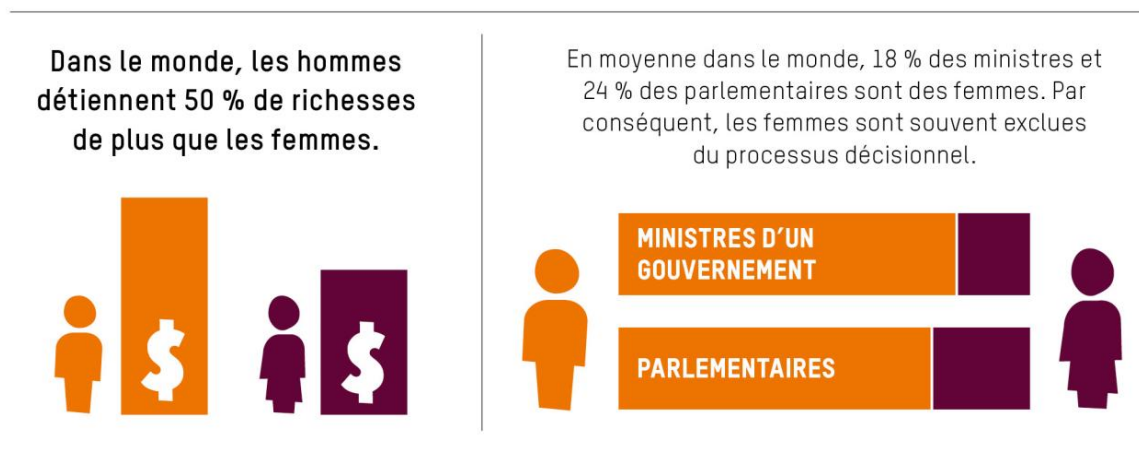
Dans nos économies, les inégalités entre les genres ne doivent rien au hasard et ne datent pas d'aujourd'hui : notre modèle économique a été construit par et pour des hommes riches et puissants. Le modèle dominant du capitalisme alimente et instrumentalise des croyances et des valeurs traditionnelles qui dépossèdent les femmes de tout pouvoir¹⁰⁵, notamment celles vivant dans la pauvreté ou issues de certains groupes ethniques ou religieux.

Encadré 6 : Oxfam reconnaît que nous ne vivons pas dans un monde binaire

Oxfam a bien conscience que les problématiques liées à l'orientation sexuelle et à l'identité du genre sont vastes, et imagine un monde où chaque individu peut faire valoir ses droits sexuels, car ils relèvent des droits humains. C'est pourquoi nous reconnaissons plusieurs identités de genre, y compris des identités non binaires. Dans de nombreux contextes, la non-conformité sexuelle et de genre peut être un frein à l'emploi, aux opportunités économiques, à l'acceptation sociale et à l'éducation. Le présent document porte sur la dynamique du travail de soin peu ou non rémunéré et dévolu aux filles et aux femmes. Les données indiquent que les femmes assument la majeure partie du travail de soin à travers le monde à cause de croyances et de comportements sexistes, ainsi que des identités de genre traditionnelles qui leur sont attribuées, indépendamment de leur identité sexuelle. Nous reconnaissons toutefois l'importance des spécificités du soin destiné aux personnes non binaires et la nécessité de leur apporter des réponses adaptées à leur contexte particulier.

Ce n'est pas un hasard si, sur les richesses mondiales totales, les hommes en détiennent 50 % de plus que les femmes¹⁰⁶, car les pratiques et les politiques économiques sont partout favorables aux hommes. Dans le monde, les hommes détiennent plus de terres, d'actions et autres capitaux que les femmes. Dans de nombreux pays, la loi interdit tout simplement aux femmes de posséder de tels actifs. Ces dernières décennies, les politiques économiques néolibérales ont structuré le système économique autour de principes sexistes. Elles ont initié un nivellement vers le bas sur les salaires et les normes du travail. Les femmes sont majoritaires dans les emplois précaires et mal rémunérés, tandis que les hommes se partagent les postes plus prestigieux et mieux rémunérés. Par exemple, en Afrique sub-saharienne, les femmes travaillant dans l'industrie, les services et le commerce touchent seulement 70 % du salaire de leurs homologues masculins pour le même travail¹⁰⁷. Partout dans le monde, la main-d'œuvre féminine est souvent exposée à des risques pour la santé ou victime de blessures graves et de violences sexuelles sur le lieu de travail¹⁰⁸. Ce même modèle économique néolibéral qui a débouché sur une accumulation de richesses et de pouvoir au profit d'une riche élite exploite les filles et les femmes et viole leurs droits.

Graphique 3 : Les économies du monde entier rétribuent davantage les hommes que les femmes



Il est également démontré que la panoplie de politiques économiques néolibérales dominantes, dont les allègements fiscaux pour les riches, les privatisations et les coupes dans les services publics, affecte davantage les filles et les femmes que les hommes¹⁰⁹. Oxfam a récemment démontré comment les programmes du FMI appliquant cette approche en Tunisie, en Égypte et en Jordanie ont eu des répercussions disproportionnées sur les femmes, menaçant d'exacerber les inégalités déjà à l'œuvre entre les femmes et les hommes et sur le plan économique¹¹⁰. Des coupes budgétaires systématiques et des investissements insuffisants dans les services publics comme la santé et l'éducation augmentent la quantité de travail de soin incombant aux filles et aux femmes.

La persistance de ces problèmes s'explique en partie par le fait qu'aujourd'hui encore, notre monde rétribue davantage les hommes que les femmes. Sur les 149 pays étudiés dans le cadre du rapport Global Gender Gap Report 2018 du Forum économique mondial¹¹¹, seuls 17 ont une femme à leur tête. En moyenne, seulement 18 % des ministres et 24 % des parlementaires à travers le monde sont des femmes. De même, les femmes occupent seulement 34 % des postes à responsabilité dans les pays où des données sont disponibles¹¹². Autrement dit, là où les hommes ont la possibilité de façonner les pratiques et les politiques pour servir leurs propres intérêts, les femmes sont souvent totalement exclues du processus décisionnel ou privées de l'opportunité de demander des comptes aux décideurs. Une forte charge de travail de soin est un facteur de taille limitant la participation des filles et des femmes dans la vie sociale, économique et politique. Par exemple, en Bolivie 42 % des femmes déclarent que le travail de soin est le principal obstacle à leur participation politique¹¹³. Il est impératif de corriger les inégalités dans la prise en charge du travail de soin pour pouvoir lutter contre les inégalités économiques et tendre vers la justice sociale.

BÂTIR UNE ÉCONOMIE CENTRÉE SUR L'HUMAIN

Il ne fait aucun doute que nous avons besoin de toute urgence d'une nouvelle façon de penser et d'un modèle économique plus juste. Les gouvernements du monde entier doivent agir pour bâtir une économie centrée sur l'humain, féministe et au service de toutes et tous pour les générations actuelles et futures, plutôt que de perpétuer un système qui ne bénéficie qu'aux 1 % les plus riches et les plus puissant-e-s et exacerbe la crise climatique.

Une économie centrée sur l'humain se traduirait par des sociétés plus justes, basées sur l'égalité entre les genres. Elle garantirait des emplois sûrs et rémunérés décemment. Personne ne vivrait dans la peur de tomber malade faute de moyens pour se soigner, et chaque enfant aurait l'occasion d'exprimer son plein potentiel. Notre économie prospérerait dans les limites de notre planète, et nous pourrions transmettre un monde meilleur et plus durable aux générations futures.

Depuis des décennies, militant-e-s et économistes féministes font entendre leur voix pour appeler au changement et bâtir ce monde plus juste. La marginalisation des femmes dans les systèmes capitalistes dominants a provoqué une vive critique de la part des économistes féministes, des groupes de défense des droits des femmes et de divers mouvements, selon une perspective affranchie de la pensée économique orthodoxe. Dans un monde où les gouvernements et les institutions économiques conventionnelles sont obnubilés par la croissance, leur action a permis d'étayer le fait que si l'égalité entre les genres soutient la croissance économique, certaines formes de croissance économique ne favorisent pas l'égalité entre les femmes et les hommes¹¹⁴. Leurs interventions ont contribué à remettre en question le produit intérieur brut (PIB) comme étant l'alpha et l'oméga alors qu'il ne mesure pas certains aspects pourtant importants dans la société, notamment les inégalités, la destruction écologique et la contribution du travail de soin non rémunéré.

Une approche féministe est indispensable pour repenser notre modèle économique néolibéral injuste qui cherche à exploiter le travail (rémunéré ou non) des femmes pour générer des revenus considérables pour la société et des richesses pour l'élite en place, principalement masculine. L'économie féministe nous aide surtout à remettre en question ce que nous valorisons dans la société, et pourquoi, en demandant en quoi le fait d'ajouter des millions sur les comptes bancaires des grandes fortunes et de générer toujours plus de gaz à effet de serre est plus important que prendre soin des enfants, des personnes malades et des seniors.

Il ne fait aucun doute que l'injustice du travail de soin peu ou non rémunéré assuré par les filles et les femmes doit être corrigée pour bâtir cette nouvelle économie plus juste et centrée sur l'humain. Nous pouvons bâtir un monde plus égalitaire pour les générations actuelles et futures à la seule condition de changer la façon dont ce travail est réalisé et valorisé.



Lan travaille dans une usine et occupe deux autres emplois dans la province de Dong Nai, au Vietnam. Ses faibles salaires et le coût élevé de la vie l'empêchent de pouvoir vivre tous les jours avec ses enfants. Elle compte sur ses parents, qui s'occupent de ses enfants pendant qu'elle travaille loin d'eux. Photo : Sam Tarling/Oxfam (2017)

2 QUI ASSUME LE TRAVAIL DE SOIN ?



Catalina Sántiz met du bois dans le four avant de cuisiner. Yocwitz, Chiapas, Mexique. Photo : Martiza Lavin

Le travail de soin est un pilier essentiel de nos sociétés et pour l'économie. Il regroupe des tâches diverses, de la garde d'enfants à l'accompagnement des personnes âgées et des personnes en situation de handicap ou atteintes d'une maladie physique ou mentale, en passant par tout un éventail de tâches domestiques (cuisine, ménage, lessive, raccommodage, collecte d'eau et de bois de chauffage). Nous avons toutes et tous eu besoin d'aide à un moment donné de notre vie, ou nous en aurons besoin plus tard¹¹⁵, et si personne ne consacrait du temps à ces tâches quotidiennes, les communautés et les entreprises seraient paralysées. Le soin est un bien social essentiel et un droit humain fondamental. Il est également démontré que la prestation de services de soin aux plus pauvres joue un rôle essentiel dans la lutte contre la pauvreté et les inégalités économiques. De récentes études ont démontré comment des investissements dans les secteurs du soin peuvent réduire davantage la pauvreté¹¹⁶ et combler le fossé entre les femmes et les hommes en matière d'emploi, tout en améliorant les systèmes de soins de santé et d'éducation mieux que toute autre forme d'investissement¹¹⁷.

Partout dans le monde, le travail de soin peu ou non rémunéré est assuré de façon disproportionnée par des filles et des femmes, notamment celles vivant dans la pauvreté ou issues de groupes qui, en plus de la discrimination fondée sur le genre, sont confrontés à des discriminations fondées sur la couleur de peau, l'origine ethnique, la

nationalité, l'orientation sexuelle et la caste. Les femmes réalisent plus des trois quarts du travail de soin non rémunéré et représentent deux tiers de la main-d'œuvre assurant un travail de soin rémunéré¹¹⁸. Cela reflète des inégalités inhérentes au système économique. Alors que les femmes assument des milliards d'heures de travail de soin non rémunéré, pour une contribution estimée à au moins 10 800 milliards de dollars chaque année, soit trois fois la valeur du secteur des technologies¹¹⁹, l'économie de marché néolibérale exempte la riche élite masculine de s'acquitter de sa juste part d'impôt, ce qui leur permet de voir leur fortune croître de façon exponentielle tout en enlisant davantage les filles et les femmes dans la pauvreté.

Encadré 7 : Estimation de la valeur réelle du travail de soin

Qu'il soit rémunéré ou non, le travail de soin contribue à renforcer les capacités humaines et aide les enfants à s'épanouir et à apprendre, les adultes à se reposer, à se nourrir et à être prêt-e-s pour un emploi rémunéré, et les personnes malades à se rétablir et à contribuer à la société et à l'économie. Du fait des retombées importantes de ces contributions, il est difficile de mesurer précisément ou d'affecter une valeur au travail de soin. Le chiffre de 10 800 milliards de dollars est une estimation de la valeur monétaire du travail de soin non rémunéré d'après un élément de mesure : les salaires¹²⁰. Et même dans ce cas, il s'agit d'une sous-estimation car ce chiffre se base sur un salaire minimum et ne tient compte que des pays où des données sur le salaire minimum et le critère temps sont disponibles. Une recherche menée par l'Institute for Public Policy Research révèle que d'après les taux actuels des salaires dans des secteurs équivalents, la valeur salariale du travail de soin et du travail domestique non rémunérés en Grande-Bretagne s'élève à 451 milliards de livres sterling chaque année¹²¹.

Le bien-fondé du projet d'associer une valeur monétaire au travail de soin non rémunéré fait débat, car cela ne reflète pas la véritable valeur du soin mais le résume à une valeur financière dans une économie de marché¹²². Si Oxfam convient que le soin est loin de se limiter à une valeur monétaire, nous pensons qu'il est intéressant d'essayer de le chiffrer, car il sera alors moins susceptible de rester « masqué et mal perçu socialement » malgré sa contribution au bien-être économique¹²³. Cela permet de rendre le poids économique du travail de soin plus clair et plus visible.

Comme le démontre cette section, l'impact du travail de soin sur les filles et les femmes du monde entier est considérable et fondamentalement injuste. C'est pourquoi il est essentiel de lutter contre les inégalités dans la prestation de ce travail de soin et contre la sous-évaluation de ce travail de soin pour bâtir une économie centrée sur l'humain plus juste.

Encadré 8 : Travail de soin et pauvreté en temps – Définition de quelques notions utilisées dans le présent rapport

Le **travail de soin non rémunéré** consiste à prendre soin d'autrui, par exemple en donnant le bain à un enfant ou en soignant des adultes malades ou fragiles, et à réaliser des tâches domestiques (préparation des repas, lessive) sans recevoir de compensation financière explicite. Il s'effectue généralement au sein des ménages et peut également impliquer de prendre soin d'ami-e-s, de voisin-e-s ou d'autres membres de la communauté, notamment de façon bénévole.

Le **travail de soin rémunéré** consiste à prendre soin de personnes ou à réaliser des tâches domestiques contre une rémunération. Il est réalisé dans les secteurs public et privé comme l'éducation, la santé et le travail social, mais également chez des particuliers. Les travailleuses et les travailleurs domestiques peuvent prendre soin d'autres personnes ou réaliser des tâches domestiques (ménage, préparation des repas, lessive)¹²⁴.

Pauvreté en temps : lorsque des personnes n'ont pas suffisamment de temps pour le repos ou les loisirs à cause des longues heures de tâches domestiques ou de travail de soin non rémunéré réalisées¹²⁵.

LA VALEUR DU TRAVAIL DE SOIN

Il n'existe aucun pays dans le monde où les hommes assurent autant de travail de soin que les femmes¹²⁶. Dans le monde, les femmes réalisent plus des trois quarts de l'ensemble du travail de soin non rémunéré et représentent deux tiers de la main-d'œuvre assurant un travail de soin rémunéré. Les femmes assument chaque jour l'équivalent de 12,5 milliards d'heures de travail de soin non rémunéré. Cela correspond à 1,5 milliard de personnes travaillant huit heures par jour sans rémunération¹²⁷. En cumulant travail de soin rémunéré et non rémunéré, les femmes travaillent chaque année l'équivalent de six semaines à temps plein de plus que les hommes. Cela ne veut pas dire que les femmes ne travaillent pas, mais qu'elles travaillent trop, et la majeure partie de leur travail n'est ni rémunéré, ni reconnu, ni visible.

Dans les communautés rurales et dans les pays à bas revenus, les femmes consacrent jusqu'à 14 heures par jour au travail de soin¹²⁸, soit cinq fois plus que les hommes dans ces mêmes communautés. Ces inégalités sont parties pour se perpétuer pendant des générations : si les tendances actuelles se confirment quant à la répartition du travail de soin entre les femmes et les hommes, il faudra 210 ans pour voir une répartition égale du travail de soin non rémunéré entre les femmes et les hommes¹²⁹.

Cela ne doit rien au hasard mais découle d'un modèle économique patriarcal et extractif qui concentre des richesses considérables entre les mains des 1 % les plus riches, qui marginalise les femmes (à cause du sentiment d'absence de valeur) et qui perpétue un sous-investissement chronique dans le soin. Dans ce système économique, les gouvernements continuent de sous-imposer les riches aux dépens des pauvres, surtout des femmes issues de groupes socialement défavorisés qui doivent composer avec des revenus réduits, une plus grande « pauvreté en temps » et une charge lourde et disproportionnée de travail invisible et non rémunéré.

Le travail de soin assuré par les femmes apporte une énorme valeur à la société et à l'économie partout dans le monde, sans le moindre soutien des politiques et des systèmes économiques, et il est considéré comme un coût plutôt qu'un investissement. Au Royaume-Uni, on estime que le travail non rémunéré des aidant-e-s s'occupant de personnes malades, âgées ou handicapées aurait contribué à l'économie à hauteur de

132 milliards de livres sterling en 2015, soit presque autant que les dépenses allouées au National Health Service¹³⁰. Cette main-d'œuvre non rémunérée est majoritairement composée de femmes¹³¹. Aux États-Unis, 16,1 millions de personnes, ici encore surtout des femmes, fournissent des soins non rémunérés aux personnes atteintes de démence, soit l'équivalent de 18,4 milliards d'heures de soin qui coûteraient aux contribuables 232 milliards de dollars si ces services étaient assurés par le gouvernement¹³².

Ce type de travail de soin non rémunéré décharge le gouvernement et les entreprises de leurs obligations. Lorsque les femmes assurent gratuitement des services de soin, les gouvernements n'ont pas à s'en occuper et les familles n'ont pas besoin de consacrer un revenu supplémentaire pour financer ces services. Les gouvernements peuvent réduire l'impôt sur les sociétés, et les entreprises peuvent proposer des salaires inférieurs à leurs employé-e-s¹³³.

La valeur du travail de soin s'étend à l'économie et à la société au sens large. Les enfants qui sont inscrits à des programmes préscolaires (pour les 3-6 ans) sont davantage scolarisés, obtiennent de meilleurs résultats à l'école primaire et risquent moins de redoubler, de quitter l'école ou d'avoir besoin d'un enseignement correctif ou spécial. Cela accroît l'efficacité des systèmes d'éducation¹³⁴. Sans parler des emplois rémunérés générés et du temps libéré pour les filles et les femmes qui devraient sinon s'occuper des enfants.

À l'origine du système économique néolibéral se trouve une structure sociale et économique patriarcale qui diffuse des attitudes et des croyances sexistes, qui accentuent la marginalisation des femmes et la sous-évaluation du travail de soin. Le patriarcat est un système oppressif qui reproduit et exerce une domination sur les femmes et les personnes non binaires. En recourant à une discrimination sexuelle systématique et institutionnalisée, il exploite et assujettit les femmes dans la sphère privée comme dans le secteur public. Le système se nourrit d'attitudes sexistes qui se propagent dans toute la société (État, économie, famille), ainsi que de lois discriminatoires. Le sexisme est l'un des obstacles majeurs qui empêchent les femmes de faire valoir leurs droits et qui entravent leurs libertés. Il a également des effets néfastes sur les hommes lorsque la masculinité devient toxique.

Dans ce système, les filles et les femmes sont subordonnées et dévalorisées par rapport aux garçons et aux hommes. Les femmes en situation de pauvreté, celles issues de minorités ethniques et celles rattachées à certains groupes religieux sont encore plus pénalisées en matière de droits et de dignité et sont donc les plus défavorisées par le système économique¹³⁵. Une étude d'Oxfam réalisée dans des pays d'Amérique latine a révélé comment le racisme structurel incite à croire que les peuples autochtones et les Afro-américains sont des êtres inférieurs et subordonnés, dont les demandes de reconnaissance et de respect des traditions sont un frein au développement. Les femmes autochtones sont confrontées à diverses strates de discrimination et sont souvent désignées comme des « domestiques » ou des « vendeuses de rue », rémunérées des salaires de misère et interdites d'accès dans les lieux publics si elles sont vêtues de leurs tenues traditionnelles¹³⁶.

Selon les normes sociales patriarcales, le travail de soin est considéré comme une tâche qui est naturellement dévolue aux femmes, et qui ne relève pas de la responsabilité de l'État. Dans ce contexte, il ne requiert aucune qualification, n'est pas productif et n'est pas considéré comme un « travail », malgré son rôle essentiel dans le bon fonctionnement de nos sociétés et de notre économie. La plupart des femmes ont été éduquées pour assurer le travail de soin à l'intérieur du ménage, et il est entendu que les femmes autochtones, les

migrantes et celles appartenant à certains groupes ethniques ou religieux réalisent les tâches domestiques pour les ménages les plus aisés. Même lorsque le travail de soin est rémunéré, il a tendance à être sous-rémunéré et réalisé de façon informelle, pour les mêmes raisons. Par exemple, même rémunéré-e-s, les travailleuses et les travailleurs domestiques sont souvent considéré-e-s comme des aidant-e-s, ou pire des « domestiques », plutôt que comme des employé-e-s avec des droits.

ONU Femmes cite des croyances sociales injustes comme principale raison expliquant pourquoi, malgré une hausse de la participation des femmes dans des emplois rémunérés et la plus grande remise en question du modèle de soutien familial masculin dans le monde, la participation des hommes au travail de soin non rémunéré n'a pas augmenté de façon notable¹³⁷. Au lieu de cela, les femmes assument le double fardeau d'un emploi rémunéré et du travail de soin non rémunéré, ce qui étend leurs heures de travail et fait fondre le temps dont elles disposent pour se reposer¹³⁸. Toute transgression de ces normes peut coûter cher, à la fois pour les femmes et pour les hommes. Les violences domestiques sont souvent une réponse socialement acceptable pour les femmes qui ne remplissent pas le rôle qu'on attend d'elles¹³⁹. Quant aux hommes, ils peuvent être tournés en ridicule, humiliés publiquement et stigmatisés sur leur lieu de travail s'ils participent au travail de soin¹⁴⁰.

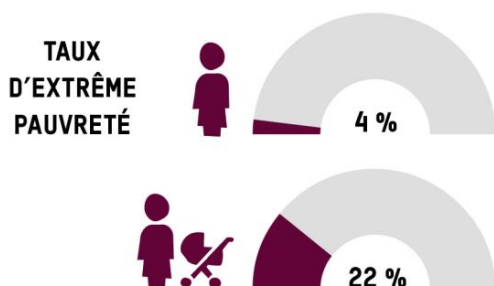
La responsabilité du travail de soin, aussi lourde qu'inégale, qui incombe aux filles et aux femmes a des effets profondément néfastes sur leur vie : elle perpétue les inégalités économiques et entre les genres, fragilise leur santé et leur bien-être, entrave leur prospérité économique, creuse les disparités entre les femmes et les hommes en matière d'emploi et de salaire et accentue les vulnérabilités existantes (Graphique 4). Elle prive également les filles et les femmes de temps, ce qui les empêche de se reposer, de prendre soin d'elles, pour des loisirs ou pour participer pleinement à des activités sociales et politiques, tout en confortant la domination des hommes au niveau des richesses, sur le plan économique et dans la sphère politique.

- Les femmes sont plus vulnérables à la pauvreté de revenu que les hommes. Dans le monde, les taux d'extrême pauvreté sont 4 % plus élevés chez les femmes que chez les hommes. Ces disparités entre les femmes et les hommes atteignent 22 % lorsque les femmes sont au plus haut de la période procréative et productive de leur vie ; en d'autres termes, 122 femmes âgées de 25 à 34 ans pour 100 hommes de la même tranche d'âge vivent dans des ménages extrêmement pauvres, en grande partie parce qu'elles s'occupent des enfants¹⁴¹. L'intégration du facteur temps dans les mesures de pauvreté creuse encore le fossé entre les femmes et les hommes en matière de pauvreté¹⁴².
- Dans le monde, 42 % des femmes en âge de travailler n'occupent pas un emploi rémunéré (contre 6 % des hommes) du fait de leurs responsabilités en matière de travail de soin non rémunéré¹⁴³.
- Là où les hommes, notamment les mieux rémunérés, reçoivent une prime lorsqu'ils deviennent père, les mères sont souvent sanctionnées sur leurs salaires¹⁴⁴.
- Pour les femmes, le choix ou l'obligation de privilégier le travail de soin non rémunéré ou d'accepter des emplois à mi-temps ou dans le secteur informel pour avoir la possibilité d'assumer leurs responsabilités en matière de soin réduit leur capacité à contribuer au système de protection sociale ou à accumuler des richesses, ce qui aggrave leur situation de pauvreté et les rend plus vulnérables quand elles sont plus âgées¹⁴⁵.
- Les filles qui assument une grande partie du travail de soin non rémunéré sont moins scolarisées que les autres filles¹⁴⁶.

Graphique 4 : La lourde responsabilité du travail de soin non rémunéré est assumée de façon disproportionnée par les filles et les femmes

● Femmes ● Hommes

L'écart de revenu entre les femmes et les hommes augmente lorsque les femmes sont dans la période procréative et productive de leur vie. La « pauvreté en temps » accroît encore cet écart entre les femmes et les hommes.



Dans les communautés rurales et dans les pays à bas revenus, les femmes consacrent jusqu'à 14 heures par jour au travail de soin non rémunéré, soit cinq fois plus que les hommes dans ces communautés.



Dans le monde, 42 % des femmes en âge de travailler n'occupent pas un emploi rémunéré (contre 6 % des hommes) du fait de leurs responsabilités en matière de travail de soin non rémunéré.



Les filles qui assument une grande part du travail de soin non rémunéré fréquentent moins l'école que les autres filles.



UN TRAVAIL DE SOIN LOURD ET INÉGAL : LE PIÈGE QUI ENLISE LES FEMMES DANS LA PAUVRETÉ

Concernant le travail de soin non rémunéré, les inégalités entre les genres commencent dès la petite enfance et persistent tout au long de la vie des femmes. Tel un piège, elles enferment les femmes dans une spirale de pauvreté de revenu et de pauvreté en temps. Comme leur dictent les normes de genre, les filles (plutôt que les garçons) ont tendance à assumer le travail de soin non rémunéré ou à remplacer leur mère pour effectuer ces tâches. En moyenne dans le monde, les filles âgées de 5 à 9 ans et de 10 à 14 ans consacrent respectivement 30 % et 50 % plus de leur temps au travail de soin non rémunéré que les garçons des mêmes tranches d'âge¹⁴⁷. Les deux tiers des enfants âgés de 10 à 15 ans qui travaillent de façon excessive (à partir de 21 heures par semaine) sont des filles, souvent en raison de l'absence de services et d'infrastructure de soin¹⁴⁸. Parallèlement, on déplore un ratio de 121 filles privées de leur droit à l'éducation contre 100 garçons en âge d'être au primaire, mais déscolarisés¹⁴⁹. Cela implique moins de temps à accorder aux loisirs et au jeu, ainsi qu'à l'éducation et aux apprentissages, qui font pourtant partie intégrante de l'enfance.

Le fossé se creuse à la fin de l'adolescence, lorsque les filles accèdent à l'enseignement supérieur ou, pour beaucoup, commencent leur vie d'épouse¹⁵⁰. Des responsabilités de soin inégales découlent sur des taux de déscolarisation plus élevés chez les filles que chez les garçons, et les filles qui assument une grande partie du travail de soin non rémunéré sont moins scolarisées que les autres filles¹⁵¹. Cette situation peut briser leurs rêves, compromettre leurs futurs revenus et avoir une forte incidence sur leur précarité à l'avenir.

Lorsque les femmes sont au plus haut de la période procréative et productive de leur vie, les inégalités entre les genres concernant le travail de soin se traduisent également par des inégalités en matière d'emploi, de salaire, ainsi que de choix et de qualité de vie. Les disparités entre les genres en matière de pauvreté de revenu sont les plus fortes pendant cette période, passant de 4 % à 22 %, en grande partie parce qu'elles s'occupent des enfants et en raison de l'absence de service de garde d'enfants ou de structure préscolaire accessible et abordable¹⁵². Là où les hommes, notamment les plus fortunés, reçoivent une prime lorsqu'ils deviennent père, les mères sont souvent sanctionnées sur leurs salaires¹⁵³. Une étude de 2011 réalisée dans 21 pays à faible revenu a révélé que les salaires des mères étaient en moyenne 42 % inférieurs à ceux des autres femmes qui n'avaient pas d'enfants¹⁵⁴. Au Moyen-Orient, 73 % des femmes en âge de travailler n'occuperaient pas un emploi rémunéré du fait de leurs responsabilités en matière de travail de soin non rémunéré, contre seulement 1 % des hommes. Certaines femmes optent pour d'autres formes de travail (faible rémunération, temps partiel, précarité)¹⁵⁵.

Cela n'affecte pas seulement le revenu immédiat des femmes, mais nuit également à leur future sécurité économique. Pour les femmes, le choix ou l'obligation de privilégier le travail de soin ou d'accepter des emplois à mi-temps ou dans le secteur informel pour avoir la possibilité d'assumer leurs responsabilités en matière de soin réduit leur capacité à contribuer au système de protection sociale et à accumuler des ressources et des richesses. Près de 65 % des personnes ayant atteint l'âge de la retraite et ne touchant aucune pension régulière sont des femmes. Seulement 26,4 % des femmes en âge de travailler sont couvertes par un régime de retraite contributif¹⁵⁶. Cela accentue leur pauvreté et les rend plus vulnérables que les hommes à cet âge¹⁵⁷, si bien qu'elles n'ont souvent pas d'autre choix que de travailler plus longtemps pour répondre à leurs besoins fondamentaux. Ici encore, cela s'ajoute à la quantité inégale de travail de soin non rémunéré qui ne s'allège pas avec l'âge. Des études réalisées par Age International et l'Overseas Development Institute révèlent que dans 30 pays dans le monde, les femmes âgées effectuent plus du double du travail de soin non rémunéré que les hommes, alors qu'elles ont elles-mêmes besoin de soin¹⁵⁸.

Quelles catégories de femmes sont les plus affectées ?

Les filles et les femmes en situation de pauvreté consacrent nettement plus de temps au travail de soin non rémunéré que celles issues de familles plus aisées. Elles ont moins les moyens de contracter les services d'une aide domestique ou de se procurer des équipements qui font gagner du temps et requièrent moins d'efforts comme un fourneau à haut rendement énergétique, une machine à laver et des outils de nettoyage, et elles vivent le plus souvent sans accès à l'eau courante, sans électricité et sans autre service ou infrastructure de base. Dans les zones rurales et dans les bidonvilles les plus pauvres, où l'accès aux services de base fait cruellement défaut, les femmes doivent parcourir de longues distances pour collecter du combustible et de l'eau. D'après une recherche d'Oxfam, les femmes des ménages les plus pauvres dans les communautés à

bas revenu d'Ouganda, du Zimbabwe, d'Inde, des Philippines et du Kenya consacrent en moyenne 40 minutes de plus chaque jour au travail de soin non rémunéré que les femmes vivant dans des ménages mieux lotis, soit plus d'une année sur toute leur vie. Il en va de même pour les enfants : les filles des ménages les plus pauvres consacrent en moyenne sept heures de plus par semaine au travail de soin que les filles plus riches. Il est d'autant plus difficile pour les filles des familles les plus pauvres de consacrer du temps aux études : elles y accordent ainsi cinq heures de moins chaque semaine que les filles issues de ménages moins modestes¹⁵⁹.

Les mères isolées, notamment celles vivant loin de leur famille élargie, sont particulièrement vulnérables à la pauvreté de revenu et à la pauvreté en temps, car elles doivent assumer le travail de soin non rémunéré et garantir la survie économique de leur famille. En l'absence d'un réseau de parenté pour les aider, les aînées viennent souvent épauler leur mère au détriment de leur éducation et quitte à compromettre leurs opportunités futures¹⁶⁰. Parallèlement, en cas de conflit mobilisant les hommes, les femmes assument une plus grande proportion du travail de soin non rémunéré tout en endossant le rôle de soutien principal au sein du foyer¹⁶¹.

Il est également démontré que les inégalités et la discrimination basées sur l'appartenance ethnique, la caste et la couleur de peau s'accompagnent de responsabilités plus lourdes en matière de travail de soin non rémunéré et de revenus plus faibles que dans les autres groupes. Au Royaume-Uni par exemple, les femmes noires ou issues de minorités ethniques sont plus enclines à vivre dans un foyer monoparental, à avoir des enfants dépendants au sein du foyer, à vivre en situation de pauvreté, à bénéficier d'un accès réduit aux services appropriés, à être victimes de discriminations sur le lieu de travail et, a fortiori, de consacrer un plus grand nombre d'heures au travail de soin non rémunéré que les femmes blanches¹⁶². Cela met à mal leur santé et accentue encore la pauvreté et l'exclusion sociale. Au Royaume-Uni, les aidant-e-s d'origine pakistanaise et bangladaise font état de niveaux d'isolement plus importants¹⁶³ et celles et ceux d'origine indienne déclarent de plus hauts niveaux d'anxiété et de dépression¹⁶⁴.

Encadré 9 : La pauvreté en temps en Inde – « Je n'ai pas de temps, pas même pour mourir »

Buchhu Devi (le prénom a été changé) vit dans un village Mahadalit (l'un des groupes marginalisés appartenant à la caste des intouchables, qui se trouve tout en bas de la hiérarchie des castes en Inde) dans l'état du Bihar. Elle vit avec son mari, ouvrier agricole, et leurs trois enfants. Son histoire illustre comment les contraintes imposées par le système des castes, la pauvreté et le travail de soin rend la vie des femmes comme elle extrêmement difficile.

Buchhu Devi indique se lever à 3 h 00 du matin pour cuisiner, faire le ménage et préparer le petit déjeuner et le déjeuner pour sa famille. Il y a un puits à proximité, mais elle n'y a pas accès du fait de son appartenance à la caste des intouchables. Elle doit donc parcourir 3 km pour collecter de l'eau. Ce qu'elle fait, trois fois par jour. Elle explique travailler sur un chantier de construction d'une route de 8 h 00 à 17 h 00, puis doit s'occuper des tâches ménagères du soir, à savoir collecter de l'eau et du bois de chauffage, faire des lessives, cuisiner, faire le ménage et aider les enfants avec leurs devoirs. Elle finit ses journées à minuit. Si elle n'a pas le temps de collecter du bois de chauffage, sa famille ne mange pas et il n'est pas rare que son mari la batte pour la punir. « Je n'ai pas de temps, pas même pour mourir, sinon ils vont tous me maudire... Qui prendra soin d'eux et qui ramènera de l'argent dans la famille quand je serai partie ? »

Source : D. Dutta (2019), No Work is Easy! Notes from the Field on Unpaid Care Work for Women. Dans Mind the Gap: The State of Employment in India 2019. Oxfam Inde. <https://www.oxfamindia.org/Mind-Gap-State-of-Employment-in-India>

Le travail de soin non rémunéré contribue grandement à l'économie et à la société, et ce sont les femmes les plus pauvres et les plus marginalisées qui assument les responsabilités les plus lourdes. Celles qui sont rémunérées pour ce travail de soin ne s'en sortent pas vraiment mieux.

L'EXPLOITATION DES TRAVAILLEUSES ET DES TRAVAILLEURS RÉMUNÉRÉ-E-S POUR LEURS ACTIVITÉS DE SOIN

À l'heure actuelle, 11,5 % de la main-d'œuvre mondiale assure un travail de soin rémunéré. Avec le vieillissement de la population mondiale, la demande en soin va considérablement augmenter. Le secteur du soin pourrait donc offrir une formidable réserve d'emplois décents et dignes pour des millions de personnes. D'après la Confédération syndicale internationale (CSI), un investissement public direct dans l'économie du soin de 2 % du PIB dans seulement sept pays à revenu élevé pourrait déboucher sur la création de plus de 21 millions d'emplois, dont 75 à 85 % pour des femmes. D'après l'Organisation internationale du Travail (OIT), 475 millions d'emplois seront à pourvoir à l'horizon 2030 pour répondre aux besoins en matière de soin dans le monde. Cela correspond à 269 millions d'emplois supplémentaires par rapport aux statistiques de 2015¹⁶⁵.

Pourtant, les gouvernements continuent d'ignorer la nécessité (et le potentiel) d'investir dans des emplois décents dans ce secteur. Au lieu de cela, ils confient la prestation des services de soin essentiels aux acteurs du marché, ce qui a pour effet de diminuer les salaires et de détériorer les conditions de travail tout en réduisant l'accessibilité géographique et financière et la qualité des services de soin pour tou-te-s. La crise du secteur du soin dans le monde est latente.

Le travail de soin est essentiel pour nos communautés et notre économie. Il peut en outre se révéler épuisant sur le plan physique et émotionnel et exige de hauts niveaux de motivation et de compétences. La violence et le harcèlement sont monnaie courante dans le secteur formel du soin, où la main-d'œuvre signale des niveaux de violence particulièrement élevés¹⁶⁶. À cause des normes patriarcales en place, de nombreux emplois sont réservés à des personnes peu qualifiées et sont perçus comme une extension du travail de soin non rémunéré des femmes. Par conséquent, les travailleuses et les travailleurs rémunéré-e-s pour leurs activités de soin figurent parmi les employé-e-s les moins bien rémunéré-e-s et les plus sous-évalué-e-s dans l'économie mondiale, et ce sont trop souvent les femmes qui se retrouvent les plus exploitées.

Dans le domaine du soin, les travailleuses et les travailleurs sont nettement moins bien rémunéré-e-s que dans les autres secteurs requérant des compétences et des qualifications similaires. Cette « pénalité »¹⁶⁷ correspond à un écart de salaire horaire de l'ordre de 4 à 40 % entre les travailleuses et les travailleurs rémunéré-e-s pour leurs activités de soin et les personnes travaillant dans d'autres secteurs. Les travailleuses et les travailleurs rémunéré-e-s pour leurs activités de soin ont également tendance à travailler plus longtemps, de façon informelle. En raison de l'absence d'une réglementation et de politiques adéquates sur le travail, la migration et la protection sociale, cette main-d'œuvre est souvent vulnérable et assujettie à des conditions de travail injustes et inacceptables¹⁶⁸. Elle ne bénéficie bien souvent d'aucun statut juridique ni d'aucun droit à la négociation collective, qui pourraient contribuer à améliorer la situation. Les salaires de misère conjugués à des conditions de travail inacceptables

plongent le secteur dans une crise permanente en matière de recrutement et de fidélisation. De nombreuses personnes rémunérées pour leur travail de soin n'ont d'autre choix que de multiplier les emplois pour joindre les deux bouts. Cette situation les épuise et les empêche de fournir des soins de qualité¹⁶⁹.

Encadré 10 : En Inde, les ASHA exigent une plus grande reconnaissance de leur profession¹⁷⁰

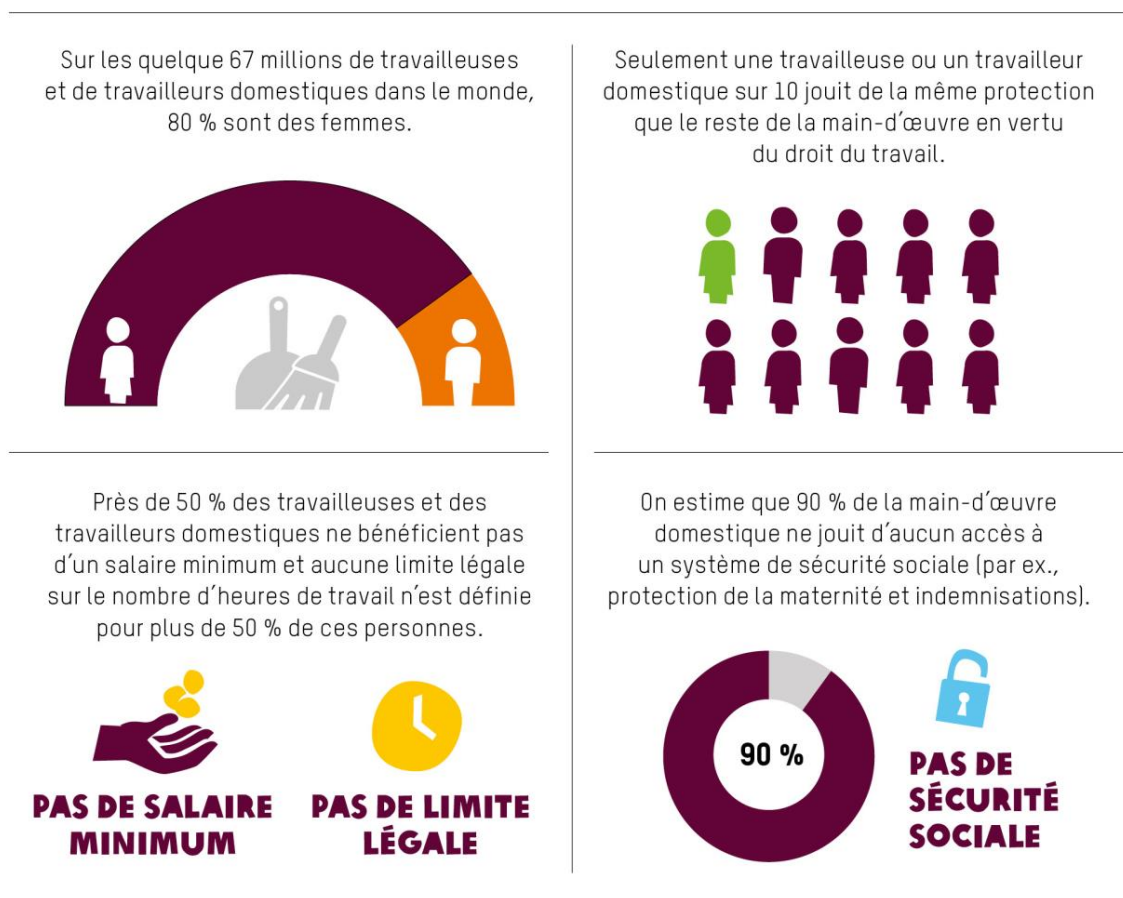
Pour offrir un meilleur accès aux services de santé dans les communautés rurales indiennes, le ministère de la Santé et de la Protection de la famille a mis en place en 2005 une Mission nationale de la santé qui a depuis formé des centaines de milliers d'ASHA (Accredited Social Health Activists, ou militantes accréditées de santé sociale). En Inde, ces travailleuses constituent le pilier du système de santé en milieu rural, relayant les services d'éducation et de santé de base auprès des communautés pauvres et les aidant à accéder à des établissements de soin. Elles travaillent de longues heures et sont confrontées à des situations sanitaires complexes dans des lieux isolés et dans des conditions difficiles.

Malgré leur rôle essentiel, ces travailleuses sont considérées par le gouvernement comme bénévoles. Plutôt que de recevoir un salaire régulier, elles se voient proposer une allocation incitative pour chaque tâche réalisée. La rémunération des services rendus varie d'un État à l'autre : en Andhra Pradesh, 10 000 roupies (140 dollars) par mois, au Telangana 6 000 roupies (85 dollars) et dans des États comme le Punjab et Karnataka, seulement 1 000 roupies (14 dollars), bien en dessous du seuil de pauvreté. Les ASHA se sont organisées dans le pays, demandant un salaire minimum et des prestations de protection sociales, ainsi qu'une reconnaissance de leur profession et les droits et protections qui accompagnent ce statut.

Parmi les travailleuses et les travailleurs du soin, ce sont les travailleuses et les travailleurs domestiques qui les plus sont exposés au risque d'exploitation¹⁷¹. Dans le monde, à peine 10 % des travailleuses et des travailleurs domestiques bénéficient de la même protection que le reste de la main-d'œuvre au titre du droit du travail¹⁷², et près de la moitié ne bénéficient pas d'un salaire minimum. Les lois nationales ne prévoient aucune limite légale sur le nombre d'heures de travail pour plus de la moitié des travailleuses et des travailleurs domestiques, et quelque 45 % n'ont droit à aucune période de repos hebdomadaire, ce qui constitue une violation très répandue du droit au repos¹⁷³. Qui plus est, on estime que 90 % des travailleuses et des travailleurs domestiques n'ont accès à aucune protection sociale¹⁷⁴. Pour les femmes, cela se traduit par l'absence de protection ou de prestations en cas de grossesse, si bien qu'une grossesse entraîne souvent une perte de revenus, voire leur licenciement pur et simple.

- Environ 90 % des travailleuses et des travailleurs domestiques n'ont accès à aucune protection sociale¹⁷⁵.
- En Amérique latine et dans les Caraïbes, 36 % des travailleuses et des travailleurs domestiques vivent sous le seuil de pauvreté, contre 26 % sur l'ensemble de la main-d'œuvre urbaine¹⁷⁶.

Graphique 5 : Main-d'œuvre domestique : parmi les travailleuses et les travailleurs les plus exploités au monde



La main-d'œuvre dont le statut migratoire est précaire est elle aussi particulièrement vulnérable. Un-e travailleuse/travailleur domestique rémunéré-e sur cinq est un-e migrant-e international-e, et beaucoup sont « parrainé-e-s » par les personnes qui les emploient¹⁷⁷. Par exemple, le système de *kafala*, un système de parrainage de la migration intrinsèquement abusif très répandu au Moyen-Orient, lie légalement la travailleuse ou le travailleur à la personne qui l'emploie plutôt qu'au droit du travail¹⁷⁸. Même victime d'abus, la personne ainsi parrainée ne peut pas changer d'employeur sans la permission de celui-ci et risque de perdre son statut migratoire si elle le quitte. Par conséquent, beaucoup de travailleuses et de travailleurs domestiques migrant-e-s ne signalent pas les abus aux autorités, par crainte de perdre leur emploi ou d'être incarcéré-e-s ou expulsé-e-s.

Ce n'est pas une coïncidence si le nombre de travailleuses et de travailleurs domestiques est particulièrement élevé dans les pays affichant de fortes inégalités de revenus, où les ménages les plus aisés ont les moyens d'employer une main-d'œuvre domestique parmi les nombreuses personnes pauvres et migrantes qui n'ont que peu d'autres opportunités d'emploi¹⁷⁹. Le travail des travailleuses et des travailleurs domestiques permet aux ménages plus aisés d'accroître les revenus de leur famille en externalisant leur travail de soin. Cela exacerbe les inégalités à plusieurs niveaux.

Ces injustices touchent un très grand nombre de femmes : sur les quelque 67 millions de travailleuses et de travailleurs domestiques dans le monde¹⁸⁰, 80 % sont des femmes¹⁸¹. Il s'agit pour la plupart de femmes issues de groupes marginalisés, confrontées à des discriminations fondées sur le genre, la couleur de peau, l'origine ethnique, la classe et

la caste. Bon nombre sont contraintes au travail domestique dans des pays plus riches par les hauts niveaux de pauvreté et d'exclusion dans leur propre pays. Cela a créé des chaînes de soin au niveau mondial, transférant le soin entre les pays et des femmes à hauts revenus vers les femmes à bas revenus. Ces chaînes de soin sont parfois encouragées par des gouvernements à court d'argent dans l'espoir d'en tirer des recettes grâce aux transferts de fonds¹⁸². D'autres deviennent domestiques sous la contrainte ou dans le cadre d'une traite, sans percevoir de rémunération et sous étroite surveillance, ou sont carrément emprisonné-e-s par leur employeur¹⁸³. On estime que les 3,4 millions de travailleuses et de travailleurs domestiques victimes de travail forcé à travers le monde sont spolié-e-s de 8 milliards de dollars chaque année, ce qui les prive en moyenne de 60 % des salaires dus¹⁸⁴.

Encadré 11 : Une main-d'œuvre domestique maltraitée : l'histoire de Regina

« Regina » (le prénom a été changé) a fait l'objet d'une traite vers le Royaume-Uni pour travailler dans le logement privé de son riche employeur. À son arrivée à Londres, Regina était contrainte de travailler de 6 h 00 à 23 h 00 tous les jours dans l'appartement de standing de son employeur, au centre-ville. Elle n'a jamais été payée pour son travail là-bas et n'avait pas l'autorisation de contacter sa famille ou de parler avec des personnes extérieures au foyer de son employeur. Elle dormait dans la buanderie et mangeait les restes. Son passeport lui avait été confisqué et elle raconte avoir souvent fait l'objet d'insultes de la part de son employeur, qui la qualifiait de « stupide » et d'« inutile »¹⁸⁵.

Source : Kalayaan: Justice for migrant domestic workers

Malgré le potentiel significatif de l'économie pour soutenir le travail de soin, augmenter le bien-être et contribuer à une société prospère, et lutter contre la pauvreté et les inégalités, les gouvernements continuent d'ignorer et de sous-investir dans le secteur du soin. Pénible, inégalitaire et peu ou pas rémunéré, le travail de soin exacerbe les discriminations à l'encontre des femmes et alimente les inégalités économiques et sociales. Ce type de travail restreint la participation des femmes à la vie sociale, économique et politique¹⁸⁶ et renforce le pouvoir, la richesse et les privilèges des hommes. Les gouvernements doivent reconnaître qu'à défaut de mesures pour bâtir une économie plus équitable centrée sur l'humain, nous allons au-devant d'une crise croissante des inégalités et du soin.



Margarita Garfias est l'aidante principale de son fils, qui souffre d'épilepsie. Ville de Mexico, au Mexique. Photo : Estela Bishop Zermeno/Oxfam Mexico (2018)

3 LE PRIX DE L'INACTION : LA CRISE CROISSANTE DES INÉGALITÉS ET DU SOIN



Ayan va collecter de l'eau dans un puits. Elle vit dans un camp de déplacés internes à Garadag, au Somaliland. En raison de la sécheresse prolongée dans la région, sa famille a perdu son troupeau, qui constituait son moyen de subsistance, et peine à trouver de l'eau et de quoi se nourrir. Photo : Petterik Wiggers/Oxfam (2017)

À travers le monde, des économies injustes alimentent les inégalités extrêmes et tirent profit du travail peu ou pas rémunéré des femmes et des filles marginalisées qui assurent la majeure partie du travail de soin. Pire, il y a un risque bien réel d'une aggravation de la crise des inégalités et du soin encore plus prononcée.

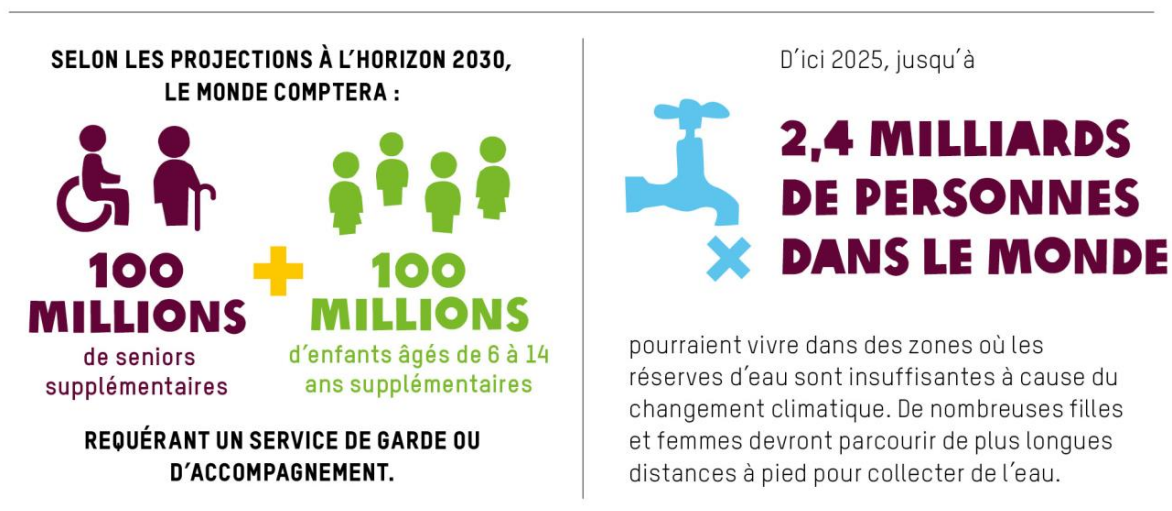
Les aidant-e-s sont confrontés à une diminution du soutien apporté par l'État, dans un contexte de coupes budgétaires gouvernementales, de vieillissement de la population, d'explosion démographique des jeunes, d'urbanisation et de pénurie de travailleuses et de travailleurs du soin. Le spectre du changement climatique nous menace toutes et tous et s'accompagne de graves dangers : populations déstabilisées, conditions de vie dégradées et augmentation du nombre de personnes ayant besoin de soin jusqu'à des niveaux intenable. Une fois encore, les femmes et les filles victimes de discriminations supplémentaires en raison de leur âge, de leur origine ethnique, de leur orientation sexuelle et d'une multitude d'autres caractéristiques sociales seront les plus durement frappées. Sans action immédiate des gouvernements pour construire une économie centrée sur l'humain, ces facteurs menacent d'exacerber encore les inégalités économiques et entre les genres et d'accentuer toujours plus la crise qui frappe le travail de soin et les aidant-e-s.

LA RÉALITÉ DU VIEILLISSEMENT ET DES MOUVEMENTS DE POPULATIONS

Dans les pays à revenu élevé, environ 20 % de la population a 60 ans ou plus. L'indice Global Aging Preparedness Index prévoit que ce taux atteindra 30 % d'ici 2040¹⁸⁷. Parallèlement, deux tiers de la population mondiale la plus âgée vit dans des pays à revenu élevé, une proportion appelée à atteindre 80 % d'ici 2050¹⁸⁸. Les seniors auront besoin de soins plus intensifs et plus longs avec l'âge¹⁸⁹, avec des systèmes de soins de santé qui ne sont pas préparés pour les soutenir¹⁹⁰.

L'OIT estime que 2,3 milliards de personnes, principalement des enfants et des seniors, auront besoin de soins d'ici 2030. Alors que le monde comptera 100 millions de personnes âgées supplémentaires, 100 millions d'enfants entre 6 et 14 ans auront également besoin de soins d'ici à cette même année¹⁹¹. Le coût pour la prestation de ces services de soin pourrait précipiter sous le seuil de pauvreté des familles entières dans les pays à revenus intermédiaires et à faibles revenus¹⁹² et enfoncer toujours plus profondément les femmes, en particulier, dans la pauvreté économique et en temps.

Graphique 6 : La crise latente du secteur du soin



Alors que les femmes ayant le pouvoir social et économique de le faire se détournent de plus en plus des modèles traditionnels du mariage et de l'éducation des enfants, qui supposent qu'elles travailleront gratuitement et sans réelle reconnaissance de leurs efforts¹⁹³, de nombreux pays sont confrontés au défi du vieillissement de leur population dans un contexte de raréfaction des aidant-e-s.

Encadré 12 : Les oubliées du soin

En avançant dans l'âge, les femmes sont plus susceptibles de prendre soin de leurs petits-enfants et de leur époux vieillissant, alors qu'elles-mêmes auraient besoin de soins¹⁹⁴. En l'absence de services de soin abordables et de qualité, cela fait peser sur elles une responsabilité indue, alors même que leurs propres besoins physiques, mentaux, émotionnels et en matière de santé ne sont pas satisfaits. Comme le travail de soin de ces femmes est invisible pour les responsables de l'élaboration des politiques, elles sont souvent considérées comme des « fardeaux » pour l'État, plutôt que comme des prestataires de soins vitaux. Les personnes LGBTI âgées peuvent aussi être particulièrement susceptibles de voir leurs besoins en matière de soin non satisfaits. Elles peuvent avoir des réseaux de soutien plus restreints que les personnes cisgenres et hétérosexuelles ; elles sont plus susceptibles de vivre seules, d'être célibataires, de ne pas avoir d'enfant et de ne pas avoir de contact avec leur famille biologique¹⁹⁵. Elles peuvent aussi être confrontées à des obstacles supplémentaires pour accéder aux services de soin disponibles, par exemple la crainte de discriminations de la part des prestataires.

L'urbanisation modifie également le contexte du soin. De nos jours, plus de gens vivent en ville que jamais auparavant, et les femmes et les filles sont de plus en plus majoritaires dans les populations urbaines de la plupart des pays en développement¹⁹⁶. Si les villes peuvent offrir davantage d'opportunités en matière d'égalité, d'éducation, d'emploi et d'indépendance¹⁹⁷, elles peuvent aussi se transformer en piège de la pauvreté en temps, en particulier pour les femmes.

Historiquement, les villes sont construites par les hommes et l'économie de marché, et autour de leurs besoins, négligeant souvent les infrastructures et les services dont les femmes ont besoin pour trouver l'équilibre entre travail rémunéré et soin non rémunéré. Par exemple, selon une recherche menée par UN-Habitat, la plupart des villes séparent zones résidentielles et lieux de travail et conçoivent les infrastructures de transport public autour des besoins des personnes qui effectuent la navette avec un seul lieu de travail, plutôt que pour les déplacements plus complexes que doivent faire les femmes pour tenir leur double rôle exigeant¹⁹⁸. Dans les villes, les femmes consacrent aussi plus de temps et d'argent pour accéder aux services de base. Elles sont plus susceptibles de devoir attendre longuement dans la queue aux bornes-fontaines publiques ou d'être contraintes d'acheter de l'eau auprès de camions-citernes privés, qui pratiquent des prix jusqu'à dix fois supérieurs à ceux des fournisseurs publics¹⁹⁹. La concurrence autour des ressources et le fait de devoir pallier les carences de services publics et d'infrastructures inappropriés augmentent le temps passé et le stress lié à leur travail de soin²⁰⁰.

Ces tendances menacent d'exacerber encore la crise des inégalités et du soin. Le postulat selon lequel le travail des femmes doit pallier les carences découlant d'une mauvaise planification et d'infrastructures médiocres ne peut qu'amplifier les inégalités économiques et entre les genres. Malheureusement, la réponse actuellement apportée par la plupart des gouvernements est susceptible d'empirer encore la situation.

COUPES DANS LES DÉPENSES PUBLIQUES ET DÉFICIT EN TRAVAILLEUSES ET TRAVAILLEURS DU SOIN

Plutôt que d'étoffer les programmes sociaux et les dépenses pour empêcher la crise du soin qui s'annonce et lutter contre les inégalités, plus des deux tiers des pays réduisent leurs dépenses et privatisent leurs services publics²⁰¹.

Alors qu'il a été démontré que ces mêmes politiques néolibérales augmentent les inégalités économiques²⁰², elles restent au cœur des conseils promulgués par les institutions financières internationales et des conditions qu'elles imposent aux nations pauvres. Des institutions financières telles que le FMI ont incité des gouvernements à la réduction des dépenses publiques, notamment dans la région MENA, sans jamais mesurer l'impact de telles politiques sur les femmes et les filles vivant dans la pauvreté²⁰³.

Il a été démontré que les coupes dans les dépenses publiques diminuent le bien-être physique, économique et émotionnel des femmes. Selon des recherches menées par l'Association for Women's Rights in Development (AWID), à la suite de crises fiscales, les femmes sont davantage exposées aux violences basées sur le genre, plus susceptibles de perdre leur emploi ou d'être contraintes d'en prendre un moins bien rémunéré, mais aussi plus vulnérables à la perte de protections et de prestations sociales, retraite incluse. Les femmes sont par ailleurs plus susceptibles de voir leur charge de travail de soin non rémunéré augmenter lorsque des mesures réduisant les dépenses publiques sont mises en place²⁰⁴.

Les femmes confrontées à plusieurs formes de discrimination et d'oppression structurelle, notamment celles fondées sur la couleur de peau, l'origine ethnique ou la religion, sont les plus susceptibles d'être pauvres, de ne pas avoir accès à des emplois et des salaires décents et d'assumer la plus lourde charge de travail de soin non rémunéré. Elles ont donc tendance à représenter la majorité des bénéficiaires de prestations²⁰⁵ et à être les plus dépendantes des services publics. D'après des recherches menées par le Lobby européen des femmes sur l'impact de la réduction des dépenses publiques en Europe, les mères isolées et les retraitées célibataires sont les plus grandes perdantes de la réduction des prestations et de l'aide sociale²⁰⁶.

La privatisation des services menace également d'amplifier la crise du soin et d'aggraver les inégalités. Les États font de plus en plus appel à des prestataires privés, sous-traitant les services ou fournissant aux familles des bons pour l'achat de services auprès du secteur privé²⁰⁷. Il s'agit toutefois d'un pari risqué. Les prestataires privés sont souvent moins bien régulés et moins efficaces que le secteur public et répercutent les surcoûts sur les usagères et les usagers²⁰⁸. Il est en outre peu probable que les prestataires privés investissent dans les services à destination des populations les plus démunies, comme l'adduction d'eau jusqu'aux zones pauvres²⁰⁹. Il n'y a aucun profit à en tirer, si bien que les femmes et les filles se retrouvent à pallier les carences pour approvisionner leur famille.

La réduction des dépenses publiques, le rétrécissement de la marge de manœuvre budgétaire et la privatisation érodent un secteur du soin déjà sous-financé et surchargé. Menée par *The Lancet* en 2017, l'étude Global Burden of Disease Study révèle que seulement 50 % des pays dans le monde ont suffisamment d'agents de santé pour fournir des services de soin de qualité. On estime que les pires pénuries de main-d'œuvre dans ce domaine frappent les pays d'Afrique subsaharienne, d'Asie du Sud-Est, d'Asie du Sud et d'Océanie²¹⁰. L'OIT estime que la couverture ira en se dégradant et prévoit une détérioration des conditions de travail des travailleuses et des travailleurs du soin à moins d'augmenter de 6 % du PIB mondial les investissements dans les services de soin rémunérés²¹¹. Il faudrait doubler les sommes actuelles pour satisfaire les niveaux de soin requis d'après les ODD. Les coupes opérées dans le secteur public, la baisse des salaires et le sous-investissement ont également contribué à l'exode des travailleuses et des travailleurs de soin rémunérés depuis les pays à bas revenus, exposant encore davantage les populations déjà menacées par une grave crise du soin.

La fiscalité régressive est également source de coupes dans les dépenses publiques et d'inégalités économiques. Au lieu d'augmenter les impôts de celles et ceux qui ont le plus les moyens pour financer les investissements dans le soin et les services publics, les gouvernements recourent de plus en plus aux impôts régressifs comme la taxe sur la valeur ajoutée (TVA). Ces impôts sur les services et les biens de consommation ont un lourd impact sur les femmes, qui consacrent une grande part de leurs revenus à des biens comme la nourriture, les vêtements et les fournitures pour le ménage²¹². Les citoyen-ne-s les plus aisé-e-s ne sont en revanche pas soumis-e-s aux mêmes augmentations d'impôts. Selon un rapport du Women's Budget Group au Royaume-Uni, les personnes les plus riches, principalement des hommes, auront vu leurs impôts baisser de 41 milliards de livres sterling entre 2010 et 2020. Sur la même période, on estime que la réduction des prestations de protection sociale et les réformes fiscales coûteront quelque 37 milliards de livres sterling aux pauvres²¹³.

Enfin, les coupes dans le budget de l'État affaiblissent les organisations de femmes, qui jouent un rôle déterminant dans la défense des droits des femmes et la lutte contre les inégalités entre les genres. En Europe, des recherches menées par le Lobby européen des femmes au lendemain de la crise financière ont révélé que les organisations de femmes, des groupes de plaidoyer aux prestataires de services, peinaient à survivre ou étaient fermées suites à la réduction des financements par les gouvernements et les bailleurs²¹⁴.

En 2015, l'ONU Femmes estimait que les inégalités entre les genres dans les plans d'action nationaux affichaient un sous-financement de près de 90 %, tandis que les dépenses publiques nécessaires pour investir dans ces plans diminuent. Au Brésil, par exemple, les coupes dans les dépenses publiques ont contribué à une baisse de 66 % du financement fédéral alloué aux programmes de défense des droits des femmes dans le budget 2017²¹⁵.

À défaut d'organisations correctement financées pour porter la voix des femmes pauvres et issues de minorités et pour bâtir des coalitions capables de faire contrepoids à l'influence des hommes riches qui monopolisent le pouvoir, il sera de plus en plus difficile de déployer des politiques féministes et un modèle économique centré sur l'humain.

UNE CATASTROPHE CLIMATIQUE IMMINENTE

Les systèmes économiques en place ont déjà amené les aidant-e-s et les personnes dépendantes au bord du gouffre, et la dégradation environnementale qu'ils promeuvent pourrait les précipiter dans l'abîme.

Les preuves sont irréfutables : la planète connaît une catastrophe climatique qui frappe le plus durement les personnes au bas de l'échelle économique. Les catastrophes climatiques coûtent la vie à plus de 60 000 personnes par an. Avec l'amplification de leurs impacts, elles pourraient faire 250 000 victimes de plus chaque année entre 2030 et 2050²¹⁶.

Les engagements nationaux actuels en matière de réduction des émissions placent le monde dans un scénario de réchauffement supérieur à 3 °C. En 2018, la Banque mondiale a estimé que 140 millions de personnes en Afrique subsaharienne, en Asie du Sud et en Amérique latine seraient contraintes au déplacement au sein de leur pays d'ici 2050 si les gouvernements n'adoptaient pas des mesures climatiques plus ambitieuses²¹⁷. Une nouvelle évaluation du nombre de personnes exposées au risque de

déplacement à cause de l'élévation du niveau de la mer, publiée en octobre 2019, porte à 300 millions le nombre de personnes à risque dans le monde avec un scénario d'émissions élevées, soit plus de trois fois plus que les précédentes estimations²¹⁸.

Les populations seront contraintes de s'adapter pour survivre et les ressources seront de plus en plus rares et chères. Pour les personnes vivant dans la pauvreté, dont une grande partie de femmes, cela se traduira par des difficultés toujours plus grandes pour satisfaire leurs besoins et ceux des personnes qui dépendent d'elles. Les aidantes qui vivent déjà dans la pauvreté, en particulier, seront exposées à toujours plus de pauvreté en temps, de vulnérabilité et de violences, mais aussi au démantèlement des réseaux sociaux dont elles dépendent pour obtenir du soutien²¹⁹.

Par exemple, d'ici 2025, jusqu'à 2,4 milliards de personnes le monde pourraient vivre dans des régions connaissant des épisodes de grave pénurie d'eau²²⁰, les ressources en eau étant affectées par les inondations et les sécheresses ou devenant plus saumâtres à cause de l'élévation du niveau de la mer²²¹. Les femmes et les filles n'auront d'autre choix que de parcourir à pied des distances plus longues pour collecter de l'eau, ce qui augmentera les risques de violences sur leur trajet. Elles devront aussi faire la queue plus longtemps aux pompes et aux puits ou consacrer une part plus importante de leurs revenus en raison de l'augmentation des prix. Le manque de disponibilité des combustibles et du bois de chauffage aura les mêmes conséquences, en particulier pour les familles les plus pauvres. Dans les pays en développement, quelque 2,9 milliards de personnes utilisent encore des combustibles solides pour se chauffer et cuisiner²²². Le temps passé à la collecte d'eau, de combustible ou de bois de chauffage augmente le risque de voir les jeunes filles privées d'accès à l'éducation ou déscolarisées trop tôt.

Le changement climatique est aussi susceptible de réduire la productivité agricole, ce qui signifie que les agricultrices et les aidantes devront travailler encore plus dur pour nourrir leur famille²²³ et que les cas de malnutrition et de retard de croissance se multiplieront. On s'attend également à une explosion des cas de malaria, de diarrhée et de stress thermique²²⁴. Les femmes déplacées auront moins accès aux ressources et aux technologies nécessaires pour assurer le travail de soin, notamment les médicaments, les installations pour la lessive, ainsi qu'aux autres ressources requises pour s'occuper des malades chroniques, comme les fauteuils roulants et les équipements médicaux²²⁵. À moins que les responsables de l'élaboration des politiques n'interviennent, les normes sociales entourant le soin sont telles que l'on attendra vraisemblablement des femmes qu'elles assument la plus grande part du travail supplémentaire nécessaire pour faire face à de tels impacts.

Les chocs et les catastrophes climatiques comme les inondations et les sécheresses se multiplient²²⁶, voyant la charge de travail des femmes doubler et parfois même tripler tandis que les conditions génératrices de revenus se dégradent²²⁷. Par exemple, lorsque les services d'assainissement sont inaccessibles ou inappropriés suite à une catastrophe, les enfants et les autres personnes dépendantes tombent davantage malades et la charge de travail des aidant-e-s augmente²²⁸. Un avenir avec toujours plus de chocs climatiques fera peser une pression énorme sur les femmes et les filles pour assurer le travail de soin dans un monde dangereux et changeant. Un tel avenir les prive de toute opportunité d'échapper à la pauvreté et creuse toujours plus le fossé entre les riches et les personnes au bas de l'échelle économique qui assument pourtant le travail vital indispensable pour répondre à ces tendances.

4 UN AVENIR QUI PREND SOIN DE TOUTES ET TOUS

Les gouvernements sont obnubilés par la croissance et se montrent la plupart du temps insensibles aux difficultés rencontrées par les citoyen-ne-s les plus marginalisé-e-s. Cela fait des décennies qu'ils mènent des politiques permettant aux élites d'accumuler pouvoir, richesse et influence de manière exponentielle tout en laissant pour compte celles et ceux au bas de l'échelle. Une telle approche a conduit nos sociétés à un point critique en matière d'inégalités économiques et de soin. Mais cette situation n'a rien d'une fatalité. Il est possible de s'attaquer à la fois au niveau spectaculaire des inégalités économiques et à la crise latente du secteur du soin, mais cela requerra des efforts concertés et des décisions politiques concrètes pour réparer les dégâts et construire des systèmes économiques soucieux de l'ensemble des citoyen-ne-s. Les solutions existent, mais la première étape doit être d'écouter les voix de celles et ceux qui ont jusqu'alors été négligé-e-s.

DES MOUVEMENTS POUR LE CHANGEMENT : DES MESSAGES D'ESPOIR

Malgré l'ampleur des défis associés à la transformation de notre économie, le travail inlassable d'économistes féministes, et notamment parmi les aidant-e-s et les communautés, porte ses fruits et donne des raisons d'espérer. Divers mouvements féministes et sociaux contribuent à la reconnaissance, à la fierté et à l'optimisme des aidant-e-s et des travailleuses et travailleurs domestiques à travers le monde. Des espaces critiques s'ouvrent, de nouvelles voix se font entendre et de nouveaux discours gagnent du terrain. On observe des avancées incrémentielles mais néanmoins importantes, et le consensus économique néolibéral et patriarcal dominant commence à se fissurer.

Les travailleuses et les travailleurs domestiques, en particulier, s'organisent, créent des réseaux, font campagne et exigent un changement d'envergure partout dans le monde, qu'ils aient ou non la possibilité d'adhérer ou de créer des syndicats. Au Liban, un groupe communautaire mené par des femmes, Engna Legna Besdet, réunit des militant-e-s et des travailleuses et travailleurs domestiques éthiopien-ne-s²²⁹, tandis qu'en Afrique du Sud, des femmes se battent pour un traitement égal devant la loi et un meilleur accès à la protection juridique et sociale dans le cadre de la campagne Domestic Workers Rising²³⁰. Au-delà de ces pays, différentes organisations de travailleuses et de travailleurs domestiques parviennent à pousser de puissantes institutions et des intérêts privés à agir pour le bien commun plutôt que pour l'exploitation.

Partout dans le monde, des travailleuses et des travailleurs du soin montent au créneau et prennent pied dans la sphère politique et la vie publique. C'est notamment le cas d'Aijen Poo, directrice de la US National Domestic Workers Alliance et co-directrice de Caring Across Generations, une campagne qui réunit des travailleuses et travailleurs du soin en vue de créer des emplois de qualité et d'améliorer la prise en charge d'une population vieillissante. Un véritable exemple de mobilisation des aidant-e-s pour le changement politique et réglementaire.

Graphique 7 : Des mouvements pour le changement, des messages d'espoir



La force et la portée du travail en réseau et du travail de campagne ont un impact, et les responsables de l'élaboration des politiques en prennent acte. Au niveau mondial, l'année 2019 a vu la Fédération Internationale des Travailleurs Domestiques (FITD), la première organisation syndicale menée par des femmes, remporter une victoire de taille. Suite à son travail de campagne, l'OIT a adopté une nouvelle convention pour l'élimination de la violence et du harcèlement dans le monde du travail (Convention n° 190 de l'OIT) qui couvre également les espaces privés.²³¹ De nombreuses autres victoires ont été remportées au niveau national, notamment au Mexique, au Paraguay, en Uruguay et en Indonésie, avec bien souvent l'extension (quand bien même limitée) du droit du travail aux travailleuses et travailleurs du soin. En Afrique du Sud, où le travail domestique emploie une femme adulte sur cinq, la campagne à parties prenantes multiples Domestic Workers Rising mobilise les travailleuses et travailleurs domestiques pour exiger un salaire minimum national égal et des conditions de travail dignes, s'appuyant pour ce faire sur l'action collective, le plaidoyer et les litiges stratégiques. En Europe, on peut saluer les améliorations apportées à la réglementation sur le congé parental, notamment une nouvelle directive de l'UE en 2019 visant à améliorer l'équilibre vie privée/vie professionnelle des parents et des aidant-e-s tout en encourageant un partage plus égalitaire des congés parentaux entre les femmes et les hommes²³².

Des avancées en matière de prestation de soin et d'économie centrée sur l'humain se révèlent bel et bien possibles. Plusieurs gouvernements se sont montrés intéressés par des réformes plus vastes. En Uruguay, le très novateur système national de soin intégré fait figure de pionnier, inscrivant dans la loi le droit à donner des soins et à en bénéficier

et entérinant le droit du travail des aidant-e-s²³³. Les budgets publics sont également réorientés, comme en témoignent le Wellbeing Budget (budget pour le bien-être)²³⁴ mis en place en 2019 par la Nouvelle-Zélande, la nouvelle loi promulguée dans la municipalité de Cercado à Cochabamba (Bolivie) pour garantir la prestation publique de services de soin pour différentes populations²³⁵ ou encore les ordonnances locales aux Philippines, notamment dans la ville de Tacloban et dans la municipalité de Salcedo dans le Samar Oriental, qui exigent l'inclusion du travail de soin non rémunéré dans les processus de planification et d'élaboration des budgets et améliorent l'accès à l'eau salubre et aux garderies²³⁶.

Outre les actions militantes et les avancées propres au secteur du soin, un mouvement toujours plus fort contre les inégalités au sens large (notamment dans le cadre de l'alliance mondiale Fight Inequality Alliance) vient appuyer et amplifier les efforts, avec des résultats. Les militant-e-s demandent des comptes à leur gouvernement et plaident pour des réformes toujours plus progressistes afin de lutter contre les injustices économiques, environnementales et de genre²³⁷. Au cours de la décennie écoulée, des femmes ont mené des manifestations contre les exemptions fiscales accordées aux entreprises et contre les politiques de réduction des dépenses publiques dans de nombreux pays, dont le Royaume-Uni²³⁸, la France, l'Allemagne, la Grèce, le Mexique et l'Argentine²³⁹. Plus récemment, nous avons assisté à une explosion des mouvements sociaux de masse, descendant parfois dans la rue comme au Chili, en Colombie, en Équateur et en Haïti, face à l'augmentation des prix des transports ou du carburant, à la baisse des salaires, aux réductions des taux d'imposition sur les sociétés ou à la privatisation des retraites et du secteur de la santé, mais aussi en réaction aux attaques sur le droit de manifester qui se sont multipliées dans la région, mais aussi dans le monde entier²⁴⁰.

VISIBILISER ET VALORISER LE SOIN : LES 4R

Depuis des décennies, économistes féministes, société civile et défenseur-e-s du travail de soin proposent une série de solutions claires qui pourraient contribuer à bâtir une économie plus juste, centrée sur l'humain et qui suit des principes féministes. Les 4R (Reconnaître, Réduire, Répartir et Représenter (le travail de soin)) constituent un cadre pour l'établissement de priorités radicalement nouvelles dans nos économies et nos sociétés.

Encadré 13 : Les 4R pour le travail de soin ²⁴¹

Les 4R s'inspirent des 3R identifiés par Diane Elson . Oxfam, ActionAid et l'Institute of Development Studies (IDS) ont ajouté un quatrième « R » (pour « représenter »). Un cinquième « R » (pour « récompenser ») proposé par l'OIT afin de promouvoir des conditions plus décentes pour les aidant-e-s est en cours de discussion parmi les militant-e-s et les économistes féministes.



Les 4R en détails :

RECONNAÎTRE le travail de soin peu ou non rémunéré effectué principalement par les filles et les femmes comme une forme de travail ou de production apportant une vraie valeur.



RÉDUIRE le nombre total d'heures consacrées au travail de soin non rémunéré grâce à un meilleur accès à des équipements de qualité et synonymes de gain de temps, ainsi qu'à une infrastructure propice à la bonne réalisation de ce travail de soin.



RÉPARTIR plus équitablement le travail de soin non rémunéré au sein des ménages et transférer dans le même temps la responsabilité du travail de soin non rémunéré à l'État et au secteur privé.



RÉPRÉSENTER les aidant-e-s et veiller à ce que leurs voix soient entendues dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques, des services et des systèmes qui affectent leur vie.

La reconnaissance des milliards d'heures consacrées chaque jour par des femmes au travail de soin peu ou non rémunéré et de l'impact de celui-ci pour le bien-être et la prospérité des sociétés et des économies est une étape importante pour définir de nouvelles priorités quant à ce qui devrait être valorisé et pris en compte. Le fait de considérer le travail de soin comme un investissement est une première étape essentielle et plaide clairement en faveur de politiques plus progressistes et féministes, à l'image des salaires équitables, de l'assouplissement des conditions de travail et des transferts monétaires liés au travail soin, sans oublier les congés favorables à la famille. S'il n'y avait personne pour prendre soin des enfants, des personnes âgées et des malades au sein de la famille, ou pour assurer les tâches quotidiennes essentielles pour subvenir aux besoins des ménages et des communautés, des pays entiers et des entreprises internationales seraient paralysés. L'Uruguay et d'autres pays progressistes cherchent à développer des systèmes nationaux de prise en charge qui contribuent à repenser les services de soin comme une problématique collective et sociétale et garantissent le droit de l'ensemble des enfants, des personnes handicapées et des personnes âgées à bénéficier de services de soin²⁴².

Il est également essentiel de réduire le travail de soin. Les personnes les plus pauvres au monde et les groupes les plus marginalisés ont tendance à manquer d'infrastructures, de soutien des politiques et de technologies susceptibles de réduire le nombre d'heures consacrées au travail de soin. Le fait d'investir dans des infrastructures propices à la bonne réalisation du travail de soin, comme l'accès à l'eau, l'assainissement et l'électricité, peut avoir un effet considérable. Par exemple, des recherches menées par

Oxfam dans des communautés à faible revenu en Inde révèlent qu'au sein des ménages ayant accès à l'électricité, les filles consacrent chaque jour une demi-heure de moins au travail de soin et dorment 47 minutes de plus. Par ailleurs, l'accès à l'électricité profite particulièrement aux familles vivant dans la pauvreté : dans les ménages les plus pauvres ayant accès à l'électricité, les femmes consacrent une heure de moins au travail de soin que les femmes dans des ménages plus aisés²⁴³.

En particulier, les congés parentaux payés et les services de garde d'enfants peuvent réduire la vulnérabilité des femmes à la pénalité salariale liée à la maternité et promouvoir une responsabilité partagée des soins entre les hommes et les femmes. L'allongement de la durée de congé paternité s'accompagne d'une participation accrue des hommes au travail de soin et d'une évolution des normes et des attitudes. Les hommes optent plus souvent pour le congé parental payé lorsque celui-ci couvre une part importante de leurs précédents revenus et lorsqu'il est proposé sous la forme « à prendre ou à laisser »²⁴⁴. En 2016, seuls 77 pays sur 184 répondaient aux critères de l'OIT dans ce domaine avec au moins 14 semaines de congé maternité²⁴⁵ et seuls 32 pays proposaient des congés paternité de deux semaines ou plus. Par ailleurs, les services de garde d'enfants restent insuffisants, en particulier dans les pays à bas revenus²⁴⁶. Les données factuelles montrent que dans les pays où l'État propose une aide à la garde d'enfants, soit par prestation directe, soit par le biais de subventions, 30 % des femmes occupent un emploi salarié, contre seulement 12 % dans les pays n'appliquant aucune politique de ce genre.

Encadré 14 : Les services publics de garde d'enfants peuvent transformer la vie des femmes et les communautés

Le manque d'accès à des services de garde d'enfants abordables et de qualité est un obstacle majeur à l'emploi décent et à l'éducation de qualité pour les femmes. À travers le monde, des familles peinent à s'acquitter des frais de garde d'enfants ou n'ont pas du tout accès à des services de soin. Les services publics universels de garde d'enfants sont essentiels pour l'autonomisation économique des femmes et contribuent à la croissance économique. Les investissements dans les services publics de garde d'enfants augmentent la participation des femmes dans la main-d'œuvre et donc les recettes fiscales, ce qui rend l'opération neutre en termes de coûts²⁴⁷. Quatre éléments clés sont essentiels pour les services publics de garde d'enfants : l'accessibilité géographique et financière, la qualité et l'universalité. Ceux-ci doivent être abordés simultanément pour garantir un accès égal à toutes et tous. La qualité dépend en grande partie des conditions de travail des personnes assurant la garde des enfants. Les services publics universels de garde d'enfants sont un instrument politique décisif pour lutter contre les inégalités en ceci qu'ils préviennent l'exclusion sociale et garantissent un soin de qualité pour toutes et tous.

L'urgence ne se limite pas à réduire le travail de soin, mais porte également sur sa répartition au sein des familles (de sorte que les femmes et les hommes partagent le travail de soin de manière plus égalitaire) et entre les familles, l'État et le secteur privé. Il s'agit là d'un point crucial pour libérer les femmes et les filles les plus marginalisées du poids injuste et inégal du travail de soin qui leur incombe actuellement. Les mesures visant à répartir le travail de soin doivent s'inscrire dans un programme plus vaste de politiques redistributives cherchant à combler le fossé entre les riches et les pauvres, à l'image d'une fiscalité progressive, de systèmes de protection sociale et de services publics gratuits, et de politiques destinées à limiter l'influence des entreprises et des grandes fortunes.

Enfin, rien de tout cela ne sera possible sans des mesures supplémentaires pour s'assurer que les aidant-e-s sont représenté-e-s et entendu-e-s et ont un véritable poids politique, y compris les personnes dont les voix sont les plus marginalisées et discriminées dans notre discours public actuel. Les gouvernements doivent en faire plus pour permettre aux aidant-e-s de faire valoir leurs opinions et leurs besoins à tous les niveaux afin d'éclairer au mieux l'élaboration d'une économie centrée sur l'humain qui suit des principes féministes et valorise le travail de soin. Nous savons que cela est possible : par exemple, en Ouganda, des aidant-e-s ont participé aux réunions de planification budgétaire du ministère de la Santé ; dans la province indonésienne de Papouasie, les réunions de planification du développement villageois comptent maintenant 50 % de femmes, alors qu'il leur était tout bonnement interdit d'y participer auparavant.

Reconnaître, réduire, répartir et représenter le travail de soin exige des mesures audacieuses et exhaustives de la part des gouvernements afin de bâtir des systèmes de soin nationaux. Ceux-ci doivent être développés avec la pleine participation de la société civile et en particulier des groupes de défense des droits des femmes. La création de systèmes de soin nationaux exigera une certaine coordination entre les différents organes gouvernementaux, notamment toutes les principales parties prenantes et l'ensemble des ministères concernés, par exemple la santé, l'éducation ou l'eau. Les ministères des finances devront également être étroitement impliqués afin de s'assurer que l'impact macro-économique du travail de soin est correctement pris en compte et que les politiques fiscales soient conçues de sorte à intégrer la dimension du travail de soin. Les syndicats et les ministères du travail doivent également être impliqués afin de garantir que le travail de soin rémunéré le soit de manière équitable, et que la législation protège les travailleuses et les travailleurs du soin au sein de l'économie. Cela permettra de veiller à ce que l'ensemble du gouvernement se saisisse véritablement de la question du travail de soin rémunéré ou non rémunéré.

IMPÔTS ET SERVICES PUBLICS : LUTTER CONTRE LES INÉGALITÉS ET LES CRISES DU SECTEUR DU SOIN

Le soin est un droit universel et ne doit pas être un privilège réservé à une minorité. Des services publics de qualité, financés par une fiscalité progressive qui tient compte des moyens de chaque contribuable, sont le fondement même des efforts visant à réduire et à répartir le travail de soin et à déployer les 4R. Un consensus académique et politique croissant suggère que les systèmes fiscaux progressifs et des dépenses publiques appropriées au profit de services publics gratuits et de systèmes de protection sociale sont essentiels pour lutter contre les inégalités économiques et de genre et constituent une bouée de sauvetage pour les femmes et les filles vivant dans la pauvreté²⁴⁸.

Des systèmes fiscaux plus équitables sont essentiels pour lutter contre la crise du travail de soin en augmentant les recettes nécessaires pour investir dans un système de soin qui répond aux besoins de toutes et de tous, sans s'appuyer sur le travail peu ou pas rémunéré des femmes. Les impôts financent la prestation par l'État de services de garde d'enfants, de santé, d'éducation et de protection sociale, ainsi que les infrastructures dont les sociétés ont besoin pour vivre et soutenir l'activité économique. Les services publics comme la santé et l'éducation peuvent contribuer à répartir et à réduire la charge du travail de soin et donner aux femmes l'opportunité de choisir le futur et l'emploi qu'elles veulent. Par ailleurs, en plus d'être une source de recettes, les impôts sont un levier de redistribution qui contribue à lutter de front contre les inégalités. En revanche, lorsque les gouvernements font le choix de ne pas investir dans ces politiques

redistributives pourtant indispensables, ils contraignent les femmes et les filles marginalisées à combler ce manque, en les contraignant à davantage de travail de soin non rémunéré, moins de temps disponible pour leurs opportunités personnelles, avec un risque in fine de les faire basculer dans la pauvreté.

La manière dont les systèmes fiscaux sont structurés est également cruciale. Comme le demandent les militant-e-s pour les droits des femmes depuis une dizaine d'années²⁴⁹, les États peuvent mobiliser des recettes budgétaires de façon équitable pour financer cet investissement majeur et tenir leur engagement vis-à-vis de l'ODD 5 (« Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles ») concernant le travail de soin non rémunéré, par le biais d'une fiscalité progressive²⁵⁰. Mais trop de gouvernements rechignent à taxer les hauts revenus et les grandes fortunes, ce qui garantirait pourtant une contribution plus équitable de la part des personnes qui en ont le plus les moyens. Une imposition de 0,5 % supplémentaire sur la fortune des 1 % les plus riches sur une période de 10 ans permettrait de collecter autant que les investissements requis pour créer 117 millions d'emplois dans l'éducation, la santé et l'accompagnement des seniors, entre autres secteurs, et comblerait la carence dans ces domaines²⁵¹.

Les grands perdants en matière de fiscalité des entreprises sont les pays à bas revenus. Avec l'aide d'une armada de conseillers fiscaux, les multinationales exploitent les échappatoires fiscales pour transférer les bénéfices vers des paradis fiscaux, échappant ainsi à l'impôt. On estime que de telles pratiques d'évasion fiscale représenteraient chaque année quelque 100 milliards de dollars de manque à gagner sur les impôts sur les sociétés pour les pays en développement²⁵². Ces recettes financières sont indispensables pour investir dans les services publics et les infrastructures liées au soin.

Au lieu de cela, les gouvernements s'appuient de manière excessive sur des impôts régressifs sur la consommation, comme la TVA, qui font peser un fardeau injuste sur les aidant-e-s et sur toutes les personnes vivant dans la pauvreté. Comme ces personnes ont tendance à occuper des emplois informels, elles sont susceptibles de payer davantage d'impôts sur la consommation²⁵³, d'impôts locaux et d'impôts forfaitaires²⁵⁴ que d'impôts sur le revenu²⁵⁵, ce qui signifie qu'elles paient un montant disproportionné. Ce sont aussi ces mêmes personnes qui ne bénéficient d'aucun accès ou seulement d'un accès limité aux services publics financés par leur contribution fiscale²⁵⁶, surtout lorsque ces services sont privatisés ou payants.

Les États doivent en faire davantage pour utiliser leur politique fiscale de sorte à soutenir activement les aidant-e-s, conformément aux 4R. En adoptant un cadre pour la justice fiscale, les États peuvent réduire les inégalités en finançant les services publics de soin et de protection sociale, dont les retraites, pour les travailleuses et les travailleurs domestiques²⁵⁷ pour s'assurer de répondre aux besoins de toutes et tous, mais surtout des femmes, dans toute leur diversité²⁵⁸. Des services de base accessibles, abordables et de bonne qualité comme la santé, l'éducation, la garde d'enfants et les infrastructures peuvent constituer une forme de « revenus » pour les personnes qui en ont le plus besoin. Cela permet d'atténuer une distribution biaisée des revenus et de répartir et réduire de manière significative le travail actuellement assuré par les femmes.

Les femmes en ont assez de payer la facture pour tout le monde. Chacun-e- devrait contribuer à hauteur de ses moyens, y compris les entreprises et les plus riches dans notre société. Cela exigera que les États s'engagent à y veiller.

DES SOLUTIONS CONCRÈTES À UN PROBLÈME D'ORIGINE HUMAINE

Le moment est venu de réorienter les priorités économiques et les gouvernements doivent investir en faveur d'une économie plus humaine et féministe, une économie au service de l'ensemble des citoyen-ne-s, y compris les femmes les plus pauvres et les groupes marginalisés. Les gouvernements et les entreprises doivent prendre des mesures pour privilégier le bien-être de l'ensemble des citoyen-ne-s au lieu d'encourager une croissance et des profits débridés. Cela permettra d'éviter un monde qui ne répond qu'aux besoins d'une minorité de privilégié-e-s et expose des millions de personnes à la pauvreté.

S'appuyant sur les contributions et l'analyse d'économistes féministes et de mouvements de femmes, Oxfam propose les six actions suivantes pour combler l'écart entre les riches et les pauvres et pour faire valoir les droits des aidant-e-s en reconnaissant l'importance du soin pour le bien-être des sociétés et des économies.

- 1. Investir dans les services publics pour rééquilibrer la responsabilité du travail de soin qui incombe de façon disproportionnée aux filles et aux femmes.** Les gouvernements doivent investir dans des systèmes nationaux de prise en charge intergouvernementaux tout en investissant et en transformant les infrastructures et les services publics existants. Ces systèmes doivent inclure l'accès universel à de l'eau salubre, à un réseau d'assainissement et à des systèmes énergétiques nationaux, ainsi que des investissements pour proposer des services universels de garde d'enfants, d'accompagnement des seniors et de soins aux personnes handicapées. Ils doivent également inclure l'accès à une éducation et à des soins de santé de qualité, ainsi que la création d'un régime de protection sociale universelle (par ex. retraites, allocations pour les enfants). Dans le cadre de ces systèmes nationaux de prise en charge, les gouvernements doivent proposer au minimum 14 semaines de congé maternité payé et mettre progressivement en place une année de congé parental indemnisé, y compris un congé paternité à prendre ou à laisser.
- 2. Mettre un terme à l'extrême richesse pour éradiquer l'extrême pauvreté.** L'extrême richesse est symptomatique d'un système économique défaillant²⁵⁹. Les gouvernements doivent prendre des mesures pour combler radicalement le fossé entre les riches et le reste de la société et privilégier le bien-être de l'ensemble de leurs citoyen-ne-s au lieu d'encourager une croissance et des profits débridés. Cela permettra d'éviter un monde qui ne répond qu'aux besoins d'une minorité de privilégiés et expose des millions de personnes à la pauvreté. Les gouvernements doivent prendre des mesures décisives et audacieuses en taxant la fortune et les hauts revenus et en sanctionnant l'évasion fiscale et les règles fiscales inadéquates au niveau mondial qui permettent aux multinationales et aux plus riches de se soustraire à leurs obligations fiscales.
- 3. Légiférer pour protéger les droits de l'ensemble des aidant-e-s et garantir des salaires décents pour les travailleuses et les travailleurs rémunérés pour leurs activités de soin.** Dans le cadre de leur système national de prise en charge, les gouvernements doivent mettre en place et veiller à la mise en œuvre de politiques sur les plans juridiques, économiques et sur le marché du travail pour protéger les droits des aidant-e-s et des travailleuses et des travailleurs rémunérés pour leurs activités de soin. Cela implique notamment de ratifier la convention 189 de l'OIT sur les travailleuses et travailleurs domestiques, d'adopter des politiques garantissant que toutes les personnes aidantes reçoivent un salaire décent et d'œuvrer à éliminer les écarts salariaux entre les femmes et les hommes.

4. **S'assurer que les aidant-e-s influent sur les processus décisionnels.** Les gouvernements doivent faciliter la participation des aidant-e-s et des travailleuses et des travailleurs non rémunérés pour leurs activités de soin à l'élaboration des politiques et aux processus à tous les niveaux. Ils doivent également investir pour recueillir des données complètes susceptibles de mieux éclairer l'élaboration des politiques et de permettre l'évaluation de l'impact de ces politiques sur les aidant-e-s. Il convient en parallèle de consulter les groupes de défense des droits des femmes, les économistes féministes et des expert-e-s de la société civile sur les questions de soin, et d'accroître le financement octroyé aux mouvements et aux organisations de femmes cherchant à participer au processus décisionnel. Ces mesures sont des piliers importants des systèmes nationaux de prise en charge.
5. **Remettre en question les normes nuisibles et les croyances sexistes.** Les normes nuisibles et les croyances sexistes qui font endosser la responsabilité du travail de soin aux filles et aux femmes engendrent une répartition inégale et genrée du travail de soin et perpétuent les inégalités économiques et entre les genres. Dans le cadre de leur système national de prise en charge, les gouvernements doivent investir des ressources pour contester ces normes nuisibles et ces croyances sexistes, notamment par le biais de campagnes et de communications publiques, ainsi que par voie législative. Par ailleurs, les hommes doivent passer à la vitesse supérieure pour assumer leurs responsabilités en matière de travail de soin afin de rééquilibrer la part disproportionnée incombant actuellement aux femmes au sein des ménages et dans les communautés.
6. **Valoriser le travail de soin dans les pratiques et les politiques commerciales.** Les entreprises doivent reconnaître la valeur du travail de soin et participer au bien-être de la main-d'œuvre. En outre, elles doivent soutenir la redistribution du travail de soin en proposant des indemnités et des services comme des crèches et des chèques-services pour la garde d'enfants, et proposer des salaires décents aux personnes assurant ce travail de soin. Les entreprises et les sociétés doivent assumer leur responsabilité et contribuer à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) en s'acquittant de leur juste part d'impôts, en déployant des pratiques d'embauche qui tiennent compte des besoins des familles (souplesse au niveau des heures de travail, congé payé), en menant des campagnes de communication publique pour remettre en cause la répartition genrée du travail de soin.



Lucas Aldana est un paysan qui vit avec sa femme et ses 5 enfants à Caparrosa, au Guatemala. La famille se consacre à plusieurs cultures, mais la récolte a été compromise par le manque de pluies. Photo : Pablo Tosco/Oxfam Intermón (2019)

NOTES

Les sources en ligne ont été consultées le 12 décembre 2019.

- 1 P. Espinoza Revollo (2020), Celles qui comptent : Note méthodologique. Oxfam. <http://dx.doi.org/10.21201/2020.5419>
- 2 P. Espinoza Revollo (2020), Celles qui comptent : Note méthodologique. Oxfam. <http://dx.doi.org/10.21201/2020.5419>
- 3 Banque mondiale (2018), Poverty and Shared Prosperity 2018. Dernière visite le 16 septembre 2019 sur <https://www.worldbank.org/en/publication/poverty-and-shared-prosperity>
- 4 L. Addati, U. Cattaneo, V. Esquivel et I. Valarino (2018). Un travail et des emplois pour l'avenir du travail décent. Genève : Organisation internationale du Travail. https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---gender/documents/publication/wcms_712833.pdf
- 5 P. Espinoza Revollo (2020). Celles qui comptent : Note méthodologique d'Oxfam <http://dx.doi.org/10.21201/2020.5419>
- 6 Pour les calculs correspondants, voir la note méthodologique d'Oxfam
- 7 P. Espinoza Revollo (2020), Celles qui comptent : Note méthodologique. Op. cit.
- 8 Credit Suisse annual reports: Global Wealth Report. <https://www.credit-suisse.com/about-us/en/reports-research/global-wealth-report.html>
- 9 Les trois sources utilisées par le Credit Suisse sont : les bilans des ménages au niveau national, les données sur l'examen des richesses et le classement des milliardaires de Forbes (pour évaluer plus précisément la fortune des personnes au sommet de la pyramide). Il est démontré que ces trois sources sous-estiment l'ampleur des richesses des personnes les plus fortunées dans la société, surtout parce que ces dernières sont réticentes à répondre aux enquêtes ou communiquent des données imprécises.
- 10 Fairbank Center for Chinese Studies (2018). Strongman Politics in the 21st Century. <https://fairbank.fas.harvard.edu/events/panel-discussion-strong-man-politics-in-the-21st-century/>
- 11 J. Nunns, L. Burman, J. Rohaly et J. Rosenberg (2016), An Analysis of Donald Trump's revised Tax Plan. <https://www.taxpolicycenter.org/publications/analysis-donald-trumps-revised-tax-plan>
- 12 K. Lum (janvier 2019), The Effects of Bolsonaro's Hate Speech on Brazil. Racism Monitor.
- 13 J. Lange (16 octobre 2018), 61 Things Donald Trump Has Said About Women. The Week. <https://theweek.com/articles/655770/61-things-donald-trump-said-about-women>
- 14 G. Epps (13 octobre 2016). Donald Trump's Attacks on the Rights of Minority Voters. The Atlantic. <https://www.theatlantic.com/politics/archive/2016/10/trump-election-intimidation-minority-voters/504014/> ; M. Savarese (3 janvier 2019). Jair Bolsonaro: Brazil's far-right President targets minorities on first day in office. The Independent. <https://www.independent.co.uk/news/world/americas/jair-bolsonaro-brazil-first-day-executive-orders-indigenous-lands-lgbt-privatisation-gun-control-a8709801.html>
- 15 F. Manjoo (6 février 2019), Abolish Billionaires: A Radical Idea is Gaining Adherents on the Left. It's the Perfect Way to Blunt Tech-driven Inequality. The New York Times. <https://www.nytimes.com/2019/02/06/opinion/abolish-billionaires-tax.html>
- 16 D. Jacobs (2015), Extreme Wealth is not Merited. Disponible sur https://www-cdn.oxfam.org/s3fs-public/file_attachments/dp-extreme-wealth-is-not-merited-241115-en.pdf
- 17 Calculs d'Oxfam, voir la note méthodologique. P. Espinoza Revollo (2020). Op. cit.
- 18 M. Lawson et al (2019), Services publics ou fortunes privées ? Quand les multinationales et les grandes fortunes ne payent pas leur juste part d'impôt, elles privent les états de ressources pour financer les services publics essentiels, comme la santé ou l'éducation. Les gouvernements doivent agir contre les inégalités avec des mesures de justice fiscale. Oxfam. <https://oxfamilibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/620599/bp-public-good-or-private-wealth-210119-summ-fr.pdf?sequence=17>
- 19 A. Alstadsaeter, J. Niels et G. Zucman (2017), Tax Evasion and Inequality. National Bureau of Economic Research. DOI: 10.3386/w23772 <https://www.nber.org/papers/w23772>
- 20 C. Mariotti (2019), Les sept péchés capitaux du G7. Comment le G7 favorise la crise des inégalités. Oxfam. <https://www.oxfam.org/fr/publications/les-sept-peches-capitaux-du-g7>
- 21 Credit Suisse (2018). Global Wealth Report 2018 <https://www.credit-suisse.com/about-us-news/en/articles/news-and-expertise/global-wealth-report-2018->

us-and-china-in-the-lead-201810.html

- 22 Forum économique mondial (2018), The Global Gender Gap Report 2018. http://www3.weforum.org/docs/WEF_GGGR_2018.pdf
- 23 Max Lawson, et al. (2019). Services publics ou fortunes privées ? Op. cit.
- 24 Banque mondiale (2018), Poverty and Shared Prosperity 2018. Dernière visite le 16 septembre 2019 sur <https://www.worldbank.org/en/publication/poverty-and-shared-prosperity>
- 25 Rapport sur les inégalités mondiales (2018), Dernière visite le 7 novembre 2019 sur <https://wir2018.wid.world/>
- 26 Rapport sur les inégalités mondiales (2018), Dernière visite le 7 novembre 2019 sur <https://wir2018.wid.world/>
- 27 Les chiffres sur les inégalités de revenus sont les plus précis pour une telle approche historique. Il est également possible de suivre une approche historique similaire concernant l'évolution des inégalités de richesses, mais les données ne sont pas aussi précises et fiables.
- 28 C. Larkner, D. Mahler, M. Negre et E. Prydz (2019). How Much Does Reducing Inequality Matter for Global Poverty? World Bank Policy Research Working Paper 8869. <http://documents.worldbank.org/curated/en/328651559243659214/pdf/How-Much-Does-Reducing-Inequality-Matter-for-Global-Poverty.pdf>
- 29 K. Raworth (2017), A Doughnut for the Anthropocene: humanity's compass in the 21st century ([https://www.thelancet.com/journals/lanplh/article/PIIS2542-5196\(17\)30028-1/fulltext#articleInformation](https://www.thelancet.com/journals/lanplh/article/PIIS2542-5196(17)30028-1/fulltext#articleInformation))
- 30 L. Addati, U. Cattaneo, V. Esquivel et I. Valarino (2018). Un travail et des emplois pour l'avenir du travail décent. Genève : Organisation internationale du Travail. https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---gender/documents/publication/wcms_712833.pdf
- 31 C. Arruzza, T. Bhattacharya et N. Fraser (2019), Feminism for the 99%: A Manifesto. London: Verso. <https://www.versobooks.com/books/2924-feminism-for-the-99> et S. Federici (2004), Caliban and the Witch Autonomedia Publishing
- 32 L. Addati, U. Cattaneo, V. Esquivel et I. Valarino (2018), Un travail et des emplois pour l'avenir du travail décent. Op. Cit.
- 33 L. Addati, U. Cattaneo, V. Esquivel et I. Valarino (2018), Un travail et des emplois pour l'avenir du travail décent. Op. Cit
- 34 L. Addati, U. Cattaneo, V. Esquivel et I. Valarino (2018), Un travail et des emplois pour l'avenir du travail décent. Op. Cit
- 35 L'OIT définit le travail domestique comme une activité réalisée dans ou pour un ou plusieurs ménages. Cela peut inclure les personnes qui logent sur place ou non, celles qui travaillent à l'heure ou à la journée pour divers employeurs, celles qui passent par un intermédiaire (public ou privé) et celles qui effectuent un éventail de travail de soin direct et indirect : garde d'enfants et accompagnement des seniors, ménage, cuisine, lessive, etc.
- 36 Organisation internationale du Travail (2013), Domestic Workers Across the World: Global and Regional Statistics and the Extent of Legal Protection. Genève : Bureau international du Travail.
- 37 Organisation internationale du Travail (2013), Domestic Workers Across the World: Global and Regional Statistics and the Extent of Legal Protection. Genève : Bureau international du Travail.
- 38 L. Addati, U. Cattaneo, V. Esquivel et I. Valarino (2018), Un travail et des emplois pour l'avenir du travail décent. Op. Cit
- 39 Organisation internationale du Travail (2013), Domestic Workers Across the World: Global and Regional Statistics and the Extent of Legal Protection. Op. Cit.
- 40 OIT (2014), Profits et pauvreté : l'économie du travail forcé. Genève : OIT. <https://www.ilo.org/global/topics/forced-labour/publications/profits-of-forced-labour-2014/lang--fr/index.htm>
- 41 Kalayan. Étude de cas. <http://www.kalayaan.org.uk/case-study/case-study-1-trafficked/>
- 42 Tiempo para cuidar. Site internet. <https://actions.oxfam.org/bolivia/CUIDADO2019/petition/>
- 43 L. Addati, U. Cattaneo, V. Esquivel et I. Valarino (2018), Un travail et des emplois pour l'avenir du travail décent. Op. Cit
- 44 R. Jackson, N. Howe et T. Peter (2013), The Global Aging Preparedness Index. Second Edition. Center for Strategic and International Studies (CSIS). https://csis-prod.s3.amazonaws.com/s3fs-public/legacy_files/files/publication/131010_Jackson_GlobalAgingPreparednessIndex2E_Web.pdf

- 45 Population Reference Bureau (1^{er} avril 2016), Health Care Challenges for Developing Countries with Aging Populations. <https://www.prb.org/healthcarechallengesfordevelopingcountrieswithagingpopulations/>
- 46 N. Abdo (2019), The Gendered Impact of IMF Policies in Middle East and North Africa. Note d'information d'Oxfam. Dernière visite le 19 novembre 2019 <https://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/the-gendered-impact-of-imf-policies-in-mena-the-case-of-egypt-jordan-and-tunisia-620878>
- 47 Programme promouvant l'égalité des sexes et les droits des femmes. Why Care About Taxation and Gender Equality. GTZ <https://www.oecd.org/dac/gender-development/44896295.pdf>
- 48 Nations Unies. (2018). Effects of foreign debt and other related financial obligations of States on the full enjoyment of all human rights, particularly economic, social and cultural rights. Note to UN General Assembly. <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N18/229/04/PDF/N1822904.pdf?OpenElement>
- 49 Centre for Economics and Social Rights (14 décembre 2017), Brazil's Austerity Cap Stunting Rights to Food, Health and Education. Communiqué de presse <http://www.cesr.org/brazils-austerity-cap-stunting-rights-food-health-and-education>
- 50 CARE Danmark (2016), Fleeing Climate Change: Impacts on Migration and Displacement. https://careclimatechange.org/wp-content/uploads/2016/11/FleeingClimateChange_report.pdf
- 51 D. Hardoon (2017), Une économie au service des 99 %. Il est temps de construire une économie centrée sur l'humain qui profite à tous, et non à quelques privilégiés. Oxfam. <https://www.oxfam.org/fr/publications/une-economie-au-service-des-99>
- 52 Oxfam GB et Unilever (2019). Business Briefing on Unpaid Care and Domestic Work: Why unpaid care by women and girls matters to business, and how companies can address it. Oxfam GB et Unilever. <https://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/business-briefing-on-unpaid-care-and-domestic-work-why-unpaid-care-by-women-and-620764>. DOI : <http://dx.doi.org/10.21201/2019.4405>.
- 53 P. Espinoza Revollo (2020), Celles qui comptent : Note méthodologique. Oxfam. <http://dx.doi.org/10.21201/2020.5419>
- 54 M. Lawson et M. Martin (2018), Indice de l'engagement à la réduction des inégalités 2018 : Classement mondial des États selon leurs actions concrètes pour s'attaquer à l'écart entre riches et pauvres. Oxfam et Development Finance International. www.inequalityindex.org. DOI : 10.21201/2018.3415
- 55 J. Nunns, L. Burman, J. Rohaly et J. Rosenberg (2016), An Analysis of Donald Trump's Revised Tax Plan. Tax Policy Center. <https://www.taxpolicycenter.org/publications/analysis-donald-trumps-revised-tax-plan>
- 56 K. Lum (janvier 2019), The Effects of Bolsonaro's Hate Speech on Brazil. Racism Monitor. <http://monitorracism.eu/the-rise-of-bolsonaro/>
- 57 J. Lange (16 octobre 2018), 61 Things Donald Trump Has Said About Women. *The Week*. <https://theweek.com/articles/655770/61-things-donald-trump-said-about-women>
- 58 G. Epps (13 octobre 2016). Donald Trump's Attacks on the Rights of Minority Voters. *The Atlantic*. <https://www.theatlantic.com/politics/archive/2016/10/trump-election-intimidation-minority-voters/504014/> ; M. Savarese (3 janvier 2019). Jair Bolsonaro: Brazil's far-right President targets minorities on first day in office. *The Independent*. <https://www.independent.co.uk/news/world/americas/jair-bolsonaro-brazil-first-day-executive-orders-indigenous-lands-lgbt-privatisation-gun-control-a8709801.html>
- 59 Chiffre basé sur le calcul du pourcentage du nombre total d'heures de soin réalisées par les femmes : 76,2 % de la totalité des 16,4 milliards d'heures de soin. Page xxxi dans L. Addati, U. Cattaneo, V. Esquivel et I. Valarino (2018), Un travail et des emplois pour l'avenir du travail décent. Genève : Organisation internationale du Travail (OIT). https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---gender/documents/publication/wcms_712833.pdf
- 60 P. Espinoza Revollo (2020), Celles qui comptent : Note méthodologique. Op. cit.
- 61 P. Espinoza Revollo (2020), Celles qui comptent : Note méthodologique. Op. cit.
- 62 Credit Suisse (2018), Annual Report 2018. <https://www.credit-suisse.com/about-us/en/reports-research/annual-reports.html>
- 63 P. Espinoza Revollo (2020), Celles qui comptent : Note méthodologique. Op. cit.
- 64 P. Espinoza Revollo (2020), Celles qui comptent : Note méthodologique. Op. cit.
- 65 Credit Suisse (2019), Global Wealth Report 2019. <https://www.credit-suisse.com/about-us/en/reports-research/global-wealth-report.html>
- 66 F. Manjoo (6 février 2019), Abolish Billionaires: A Radical Idea is Gaining Adherents on the Left. It's the Perfect Way to Blunt Tech-driven Inequality. *The New York Times*. <https://www.nytimes.com/2019/02/06/opinion/abolish-billionaires-tax.html>

- 67 D. Jacobs (2015), Extreme Wealth is not Merited. Disponible sur : https://www-cdn.oxfam.org/s3fs-public/file_attachments/dp-extreme-wealth-is-not-merited-241115-en.pdf
- 68 Voir par exemple : O. Merkle et P. Wong (2019), It Is All about Power: Corruption, Patriarchy and the Political Participation of Women. Dans : M. Konte et N. Tirivayi (eds), Women and Sustainable Human Development. Gender, Development and Social Change. Palgrave Macmillan, Cham, pp. 353–368. https://link.springer.com/chapter/10.1007/978-3-030-14935-2_20 ; et H. Pepinsky (1992), Corruption, bribery and patriarchy in Tanzania. Crime, Law and Social Change, 17(1), 25-51. <https://link.springer.com/article/10.1007/BF00190170>
- 69 Pour simplifier, nous avons choisi le terme « monopole ». On constate dans les faits différents types de concentration extrême du marché, notamment des oligopoles où la mainmise sur un marché revient de facto à quelques entreprises.
- 70 N. Shaxson (2018), The Finance Curse: How Global Finance is Making Us All Poorer. London: The Bodley Head Ltd.
- 71 N. Shaxson, (2018), The Finance Curse: How Global Finance is Making Us All Poorer. Op. cit.
- 72 C. Mariotti (2019), Les péchés capitaux du G7 : Comment le G7 favorise la crise des inégalités. Oxfam. <https://www.oxfam.org/fr/publications/les-sept-peches-capitaux-du-g7>
- 73 G. Monbiot (26 juillet 2019), From Trump to Johnson, Nationalists are on the Rise – Backed by Billionaire Oligarchs. *The Guardian*. <https://www.theguardian.com/commentisfree/2019/jul/26/trump-johnson-nationalists-billionaire-oligarchs>
- 74 D. Jacobs (2015), Extreme Wealth is not Merited. Op. cit.
- 75 D. Barston, S. Craige et R. Buettner (2018), Trump Engaged in Suspect Tax Scheme as He Reaped Riches from His Father. <https://www.nytimes.com/interactive/2018/10/02/us/politics/donald-trump-tax-schemes-fred-trump.html?searchResultPosition=2>
- 76 P. Espinoza Revollo (2020), Celles qui comptent : Note méthodologique. Op. cit.
- 77 Listes Forbes des milliardaires de 2006 (valeur nette de 50 milliards de dollars) et de 2019 (96,5 milliards de dollars). https://www.forbes.com/lists/2006/10/Rank_1.html et <https://www.forbes.com/billionaires/#b91420e251c7>
- 78 Calculs d'Oxfam sur les retours pour les milliardaires 2009-2019. Voir P. Espinoza Revollo (2020), Celles qui comptent : Note méthodologique. Op. cit.
- 79 International Consortium of Investigative Journalists (31 janvier 2017), The Panama Papers: Exposing the Rogue Offshore Finance Industry. <https://www.icij.org/investigations/panama-papers/>
- 80 A. Alstadsaeter, N. Johannesen et G. Zucman (2017), Tax Evasion and Inequality. National Bureau of Economic Research. DOI : 10.3386/w23772 <https://pdfs.semanticscholar.org/9d6c/6bed6d99c4d1bea61def204b135f6ea6134a.pdf>
- 81 Max Lawson et al. (2019), Services publics ou fortunes privées ? Quand les multinationales et les grandes fortunes ne payent pas leur juste part d'impôt, elles privent les États de ressources pour financer les services publics essentiels, comme la santé ou l'éducation. Les gouvernements doivent agir contre les inégalités avec des mesures de justice fiscale. Oxfam. <https://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/public-good-or-private-wealth-universal-health-education-and-other-public-servi-620599>. DOI : <http://dx.doi.org/10.21201/2019.3651>
- 82 E. Saez et G. Zucman (2019), The Triumph of Injustice: How the Rich Dodge Taxes and How to Make Them Pay. New York : WW Norton & Co.
- 83 J. Mayer (2016), Dark Money: The Hidden History of the Billionaires Behind the Rise of the Radical Right. New York : Doubleday.
- 84 J. Mayer (2016), Dark Money. Op. cit.
- 85 J. Mayer (2016), Dark Money. Op. cit.
- 86 R.Canete et al. (2018), Captured Democracies: Government for the Few. Oxfam. <https://oxfamlibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/620600/rr-captured-democracies-161118-summ-en.pdf>
- 87 I.Robeyns (2019), What, if anything, is wrong with extreme wealth? *Journal of Human Development and Capabilities*. Vol. 20. <https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/19452829.2019.1633734?scroll=top&needAccess=true>
- 88 T. Rogers (16 juin 2019), The AOC adviser behind the 'Every billionaire is a policy failure' slogan says there's a critical issue with depending on the richest people to fix the world's biggest problems. Business Insider. <https://www.pulse.ng/bi/lifestyle/the-aoc-adviser-behind-the-every-billionaire-is-a-policy-failure-slogan-says-theres-a/3854wsf>

- 89 Banque mondiale (2018), Poverty and Shared Prosperity 2018: Piecing Together the Poverty Puzzle. <https://www.worldbank.org/en/publication/poverty-and-shared-prosperity>
- 90 Brookings. World Poverty Clock. <https://worldpoverty.io/>
- 91 Des recherches menées par ONU Femmes révèlent que les filles et les femmes sont représentées de manière disproportionnée dans les ménages les plus pauvres, et que cette part augmente (d'après les données recueillies dans les pays où des données sont disponibles sur la durée). ONU Femmes : (2015), Le progrès des femmes dans le monde 2015–2016 : Transformer les économies, réaliser les droits, p. 45. <https://www.unwomen.org/-/media/headquarters/attachments/sections/library/publications/2015/poww-2015-2016-fr.pdf?la=fr&vs=1639>
- 92 P. Espinoza Revollo (2020), Celles qui comptent : Note méthodologique. Op. cit.
- 93 Organisation mondiale de la Santé (15 juillet 2019), La faim ne diminue toujours pas dans le monde depuis trois ans et l'obésité est toujours à la hausse. Rapport des Nations unies. <https://www.who.int/fr/news-room/detail/15-07-2019-world-hunger-is-still-not-going-down-after-three-years-and-obesity-is-still-growing-un-report>
- 94 R. Aguilar, T. Fujus, C. Lakner, M. Nguye et E. Prydz (24 septembre 2019), September 2019 Global Poverty Update from the World Bank. Blogs de la Banque mondiale. <http://blogs.worldbank.org/opendata/september-2019-global-poverty-update-world-bank>
- 95 A. Wagstaff (2003), Child health on a dollar a day: some tentative cross-country comparisons. Social Science and Medicine. <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pubmed/12948564>
- 96 Banque mondiale (2018), Poverty and Shared Prosperity 2018: Piecing Together the Poverty Puzzle, p. 69. <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/30418/9781464813306.pdf>
- 97 Banque mondiale (2018), Poverty and Shared Prosperity 2018: Piecing Together the Poverty Puzzle, p. 69. <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/30418/9781464813306.pdf>
- 98 Les chiffres sur les inégalités de revenus sont les plus précis pour une telle approche historique. Il est également possible de suivre une approche historique similaire concernant l'évolution des inégalités de richesses, mais les données ne seraient pas aussi précises et fiables.
- 99 World Inequality Lab (2019), Rapport sur les inégalités mondiales 2018. <https://wir2018.wid.world/>
- ¹⁰⁰ C. Larkner, D. Mahler, M. Negre et E. Prydz (2019). How Much Does Reducing Inequality Matter for Global Poverty? World Bank Policy Research Working Paper 8869. <http://documents.worldbank.org/curated/en/328651559243659214/pdf/How-Much-Does-Reducing-Inequality-Matter-for-Global-Poverty.pdf>
- 101 K. Raworth (2017), A Doughnut for the Anthropocene: humanity's compass in the 21st century. The Lancet: Planetary Health. DOI: [https://doi.org/10.1016/S2542-5196\(17\)30028-1](https://doi.org/10.1016/S2542-5196(17)30028-1) [https://www.thelancet.com/journals/lanplh/article/PIIS2542-5196\(17\)30028-1/fulltext#articleInformation](https://www.thelancet.com/journals/lanplh/article/PIIS2542-5196(17)30028-1/fulltext#articleInformation)
- 102 C. Larkner, D. Mahler, M. Negre et E. Prydz (2019), How Much Does Reducing Inequality Matter for Global Poverty? Document de travail de la Banque mondiale sur la recherche sur les politiques 8869. <http://documents.worldbank.org/curated/en/328651559243659214/pdf/How-Much-Does-Reducing-Inequality-Matter-for-Global-Poverty.pdf>
- 103 C. Larkner, D. Mahler, M. Negre et E. Prydz (2019), How Much Does Reducing Inequality Matter for Global Poverty? Op. cit.
- 104 M. Ravallion (2017), Poverty Reduction Strategies. Présentation liminaire devant la Commission du développement social, Nations unies, New York, 1^{er} février 2017. <https://www.un.org/esa/socdev/csocd/2017/Ravallion.pdf>
- 105 C. Arruzza, T. Bhattacharya et N. Fraser (2019), Feminism for the 99%: A Manifesto. London: Verso. <https://www.versobooks.com/books/2924-feminism-for-the-99> et S. Federici (1998), Caliban and the Witch. London: Verso Books.
- 106 Credit Suisse Research Institute (2018), Global Wealth Report 2018. <https://www.credit-suisse.com/about-us-news/en/articles/news-and-expertise/global-wealth-report-2018-us-and-china-in-the-lead-201810.html>
- 107 PNUD (2016), Rapport sur le développement humain en Afrique 2016 : Accélérer les progrès en faveur de l'égalité des genres et de l'autonomisation des femmes en Afrique. <https://www.undp.org/content/undp/fr/home/librarypage/hdr/2016-africa-human-development-report.html>
- 108 OIT (2005), Journée Mondiale sur la sécurité et la santé au travail 2005 : Document

- d'information. Programme InFocus sur la sécurité et la santé au travail et sur l'environnement (SafeWork)
- 109 D. Hardoon (2017), Une économie au service des 99 %. Il est temps de construire une économie centrée sur l'humain qui profite à tous, et non à quelques privilégiés. Oxfam. <https://www.oxfam.org/fr/rapports/une-economie-au-service-des-99>. DOI : <http://dx.doi.org/10.21201/2017.8616>
 - 110 N. Abdo (2019), The Gendered Impact of IMF Policies in MENA: The Case of Egypt, Jordan and Tunisia. Oxfam. <https://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/the-gendered-impact-of-imf-policies-in-mena-the-case-of-egypt-jordan-and-tunisia-620878>
 - 111 Forum économique mondial (2018), The Global Gender Gap Report 2018. http://www3.weforum.org/docs/WEF_GGGR_2018.pdf
 - 112 Forum économique mondial (2018), The Global Gender Gap Report 2018. Op. cit.
 - 113 Tiempo para cuidar. Site Web. <https://actions.oxfam.org/bolivia/CUIDADO2019/petition/>
 - 114 N. Kabeer et L. Natali (2013), Gender Equality and Economic Growth: Is there a Win-Win? Institute of Development Studies. <http://www.lse.ac.uk/gender/assets/documents/research/choice-constraints-and-the-gender-dynamics-of-lab/Gender-Equality-and-Economic-Growth.pdf>
 - 115 R. Connelly et E. Kongar (eds) (2017), Gender and Time Use in a Global Context: The Economics of Employment and Unpaid Labor. Palgrave Macmillan.
 - 116 R. Connelly et E. Kongar (eds) (2017), Gender and Time Use in a Global Context. Op.cit.
 - 117 Confédération syndicale internationale (CSI) (2017), Investing in the Care Economy: Simulating employment effects by gender in countries in emerging economies. https://www.ituc-csi.org/IMG/pdf/care_economy_2_en_web.pdf
 - 118 L. Addati, U. Cattaneo, V. Esquivel et I. Valarino (2018), Un travail et des emplois pour l'avenir du travail décent. Genève : Organisation internationale du Travail (OIT). https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---gender/documents/publication/wcms_712833.pdf
 - 119 P. Espinoza Revollo (2020), Celles qui comptent : Note méthodologique. Oxfam. <http://dx.doi.org/10.21201/2020.5419>
 - 120 P. Espinoza Revollo (2020), Celles qui comptent : Note méthodologique. Op. cit.
 - 121 Rapport de recherche à paraître en 2020 sur le travail de soin et la pauvreté en Grande-Bretagne, Oxfam GB
 - 122 N. Folbre (2006), Measuring Care: Gender, Empowerment, and the Care Economy. *Journal of Human Development and Capabilities*. Taylor & Francis Journals. Vol. 7(2), pp. 183–199.
 - 123 G. Thiry (2011), Beyond GDP: Conceptual grounds of quantification, the case of the Index of Economic Well-Being (IEWB). Discussion Paper 2011-48. Institut de Recherches Économiques et Sociales de l'Université catholique de Louvain.
 - 124 L. Addati, U. Cattaneo, V. Esquivel et I. Valarino (2018), Un travail et des emplois pour l'avenir du travail décent. Genève : Organisation internationale du Travail (OIT). https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---gender/documents/publication/wcms_712833.pdf
 - 125 L. Qi et X.-Y. Dong (2017), Gender, Low-Paid Status, and Time Poverty in Urban China. <https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/13545701.2017.1404621>
 - 126 J. Charmes (2020, à paraître), Unpaid Care Work and the Labour Market: An analysis of time-use data based on the latest compilation of Time-Use Surveys.
 - 127 Chiffre basé sur le calcul du pourcentage du nombre total d'heures de soin réalisées par les femmes : 76,2 % des 16,4 milliards d'heures de soin au total. Voir page xxxi dans L. Addati, U. Cattaneo, V. Esquivel et I. Valarino (2018), Un travail et des emplois pour l'avenir du travail décent. Genève : Organisation internationale du Travail (OIT). https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---gender/documents/publication/wcms_712833.pdf
 - 128 Ces chiffres correspondent à la totalité du travail de soin, y compris lorsque le travail de soin non rémunéré est réalisé parallèlement à d'autres activités. L. Karimli, E. Samman, L. Rost et T. Kidder (2016), Factors and Norms Influencing Unpaid Care Work: Household survey evidence from five rural communities in Colombia, Ethiopia, the Philippines, Uganda and Zimbabwe. Oxfam. <https://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/factors-and-norms-influencing-unpaid-care-work-household-survey-evidence-from-f-620145>
 - 129 L. Addati, U. Cattaneo, V. Esquivel et I. Valarino (2018), Un travail et des emplois pour l'avenir du travail décent. Genève : Organisation internationale du Travail (OIT). https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---gender/documents/publication/wcms_712833.pdf

- 130 J. Glasby et S. Thomas (2018), Understanding and Responding to the Needs of the Carers of People with Dementia in the UK, the US and Beyond. University of Birmingham, Royaume-Uni. <https://ix.iriss.org.uk/sites/default/files/carers-of-people-with-dementia.pdf>
- 131 Carers UK (2019), Facts about carers. Policy briefing. Carers UK. https://www.carersuk.org/for-professionals/policy/policy-library?task=download&file=policy_file&id=6775
- 132 J. Glasby et S. Thomes (2018), Understanding and responding to the needs of the carers of people with dementia in the UK, US and beyond. Op. cit.
- 133 D. Elson (2005), Unpaid Work: Creating Social Wealth or Subsidizing Patriarchy and Private Profit? Presentation to Forum on Social Wealth, Political Economy Research Institute, University of Massachusetts, Amherst. Disponible à l'adresse : <https://www.peri.umass.edu/media/k2/attachments/Elson.doc>
- 134 Groupe de la Banque mondiale (2018), Learning to Realize Education's Promise: Rapport sur le développement dans le monde 2018. Washington DC : Banque mondiale. P.116.
- 135 Voir : C. Bennett, The Intersectionality of Patriarchy and Neoliberalism in Women's Lives. Disponible sur : https://www.academia.edu/30652765/The_Intersectionality_of_Patriarchy_and_Neoliberalism_in_Womens_Lives
- 136 D. Ruiz et A. Garrido (2018), Breaking the Mould: Changing belief systems and gender norms to eliminate violence against women in Latin America and the Caribbean. DOI : 10.21201/2018.3064. <https://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/breaking-the-mould-changing-belief-systems-and-gender-norms-to-eliminate-violence-620524>
- 137 ONU Femmes (2015), Le progrès des femmes dans le monde 2015–2016 : Transformer les économies, réaliser les droits. <https://www.unwomen.org/-/media/headquarters/attachments/sections/library/publications/2015/poww-2015-2016-fr.pdf?la=fr&vs=1639>
- 138 ONU Femmes (2015), Le progrès des femmes dans le monde 2015–2016. Op. cit.
- 139 L.W. Maina et E. Kimani (2019), Gendered Patterns of Unpaid Care and Domestic Work in the Urban Informal Settlements of Nairobi, Kenya: Findings from a Household Care Survey. Oxfam. <http://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/gendered-patterns-of-unpaid-care-and-domestic-work-in-the-urban-informal-settle-620910>
- 140 N. van der Gaag, B. Heilman, T. Gupta, C. Nembhard et G. Barker (2019), State of the World's Fathers: Unlocking the Power of Men's Care. Washington, DC : Promundo-US. <https://stateoftheworldsfathers.org/report/state-of-the-worlds-fathers-helping-men-step-up-to-care/>
- 141 ONU Femmes (2018), Traduire les promesses en actions : l'égalité des sexes dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030. New York : ONU Femmes :
- 142 A. Zacharias (2017), How Time Deficits and Hidden Poverty Undermine the Sustainable Development Goals. Economics Policy Note Archive 17-4. Levy Economics Institute. Disponible à l'adresse : http://www.levyinstitute.org/pubs/pn_17_4.pdf
- 143 L. Addati, U. Cattaneo, V. Esquivel et I. Valarino (2018), Un travail et des emplois pour l'avenir du travail décent. Genève : Organisation internationale du Travail. https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---gender/documents/publication/wcms_712833.pdf
- 144 ONU Femmes (2015), Le progrès des femmes dans le monde 2015–2016. Op. cit.
- 145 C. Criado-Perez (2019), Invisible Women: Data Bias in a World Designed for Men. New York : Abrams Press.
- 146 A. Marphatia et R. Moussié (2013), A question of gender justice: Exploring the linkages between women's unpaid carework, education and gender equality. *International Journal of Educational Development*. Vol. 33.
- 147 UNICEF (2016), Égalité des sexes : Accélérer les progrès et assurer une vraie chance pour tous. <https://www.unicef.org/fr/egalite-des-sexes>
- 148 ONU Femmes (2015), Le progrès des femmes dans le monde 2015–2016. Op. cit.
- 149 UNESCO (2018), Nouvelles données de l'éducation pour l'ODD 4 et plus. <http://uis.unesco.org/fr/news/nouvelles-donnees-de-leducation-pour-lodd-4-et-plus>
- 150 R. Rosen et K. Twamley (eds) (2018), Feminism and the Politics of Childhood: Friends or Foes? London: UCL Press. <http://discovery.ucl.ac.uk/10043827/1/Feminism-and-the-Politics-of-Childhood.pdf>
- 151 A. Marphatia et R. Moussié (2013), A Question of Gender Justice: Exploring the linkages between women's unpaid care work, education, and gender equality. *International Journal of Educational Development*. Vol. 33, Numéro 6,

- novembre 2013, pp. 585–594.
<https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0738059313000618>
- 152 A.M. Munoz Boudet et al. (2018), Gender Differences in Poverty and Household Composition through the Life-cycle: A Global Perspective. Document de travail de la Banque mondiale sur la recherche sur les politiques 8360.
<http://documents.worldbank.org/curated/en/135731520343670750/pdf/WPS8360.pdf>
- 153 ONU Femmes (2019), Le progrès des femmes dans le monde 2019–2020 : Les familles dans un monde en changement. <https://www.unwomen.org/fr/digital-library/progress-of-the-worlds-women>
- 154 J.M. Agüero et M.S. Marks (2011), Motherhood and female labor supply in the developing world: Evidence from infertility shocks. *Journal of Human Resources*. Vol. 46, n° 4, pp. 800–826.
- 155 Figure 2.23 dans L. Addati, U. Cattaneo, V. Esquivel et I. Valarino (2018), Un travail et des emplois pour l'avenir du travail décent. Genève : Organisation internationale du Travail (OIT). https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---gender/documents/publication/wcms_712833.pdf
- 156 Confédération syndicale internationale (2018), Rapport sur les politiques sociales et économiques : Différences entre hommes et femmes en matière de protection sociale. Disponible sur : https://www.ituc-csi.org/IMG/pdf/policy_brief_gender_gaps_social_protection_fr.pdf
- 157 C. Criado Perez (2019), *Invisible Women: Exposing Data Bias in a World Designed for Men*. London: Chatto & Windus.
- 158 F. Samuels, E. Samman, A. Hunt, L. Rost et G. Plank (2018), *Between Care and Work: Older women's economic empowerment*. Overseas Development Institute. <https://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/resource-documents/12509.pdf> ; et K. Horstead et K. Bluestone (2018), *Who Cares? Why older women's economic empowerment matters for the Sustainable Development Goals*. Age International. <https://www.ageinternational.org.uk/contentassets/b73c56b5662f44c2988f4018f1acb679/who-cares---age-international---nov18.pdf>
- 159 Ces calculs se basent sur les données extraites d'une enquête HCS (Household Care Survey) réalisée dans les communautés à bas revenu en Ouganda, au Zimbabwe et aux Philippines en 2017 et d'une autre enquête HCS réalisée au Kenya et en Inde en 2018, avec des questions sur les éventuels programmes gouvernementaux. Pour tous les pays, les échantillons ont été sélectionnés à l'aide de techniques d'échantillonnage aléatoire appliquées dans des lieux différents, couvrant 6 256 personnes au total (dont plus de la moitié de filles et de femmes). Les conclusions ne reflètent qu'un instantané à l'échelle locale. A. Parvez Butt, M. Savani, D. Dutta et L. Rost (à paraître), *Unpaid Care, Intersectionality and the Power of Public Services*. Oxfam. Notre définition de la pauvreté s'appuie sur un indice de richesse. Différentes variables d'actifs ont été utilisées selon les pays. Il a été demandé aux répondant-e-s si elles ou ils possédaient chaque actif, et le nombre de ceux-ci. Pour créer l'indice de richesse, nous avons résumé le nombre total d'actifs et réparti les répondant-e-s dans des quintiles d'après le nombre d'actifs détenus. Pour l'analyse dans tous les pays en dehors de l'Inde, nous avons utilisé une variable binaire qui prend la valeur 1 si les ménages se trouvent dans la moitié la plus pauvre et la valeur 0 si les ménages se trouvent dans la moitié la mieux lotie d'après l'indice de richesse. Pour l'Inde, nous avons utilisé une variable indiquant si un ménage se trouve au-dessus ou en dessous du seuil de pauvreté.
- 160 ONU Femmes (2019), Le progrès des femmes dans le monde 2019–2020 : Les familles dans un monde en changement. <https://www.unwomen.org/fr/digital-library/progress-of-the-worlds-women>
- 161 A. Abu Mezieb, B. Mizyed et I. de Champlain-Bringué (2019), *Rapid Care Analysis: A contextualized tool for the Occupied Palestinian Territory*. Oxfam. <https://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/rapid-care-analysis-a-contextualized-tool-for-the-occupied-palestinian-territory-620911>
- 162 S. M. Hall et al. (2017), *Intersecting Inequalities: The impact of austerity on Black and Minority Ethnic women in the UK*. Women's Budget Group and Runnymede Trust. <http://wbg.org.uk/wp-content/uploads/2018/08/Intersecting-Inequalities-October-2017-Full-Report.pdf>
- 163 Carers UK (2011), *Half a million voices: Improving support for minority ethnic carers*. www.carersuk.org/forprofessionals/policy/policy-library/half-a-million-voicesimproving-support-for-bame-carers
- 164 L. Manning, S. Katbamna, M. Johnson, A. Mistri et T.G. Robinson (2014), British Indian carers of stroke survivors experience higher levels of anxiety and depression than white British carers: Findings of a prospective observational study. *Diversity and Equality in Health and Care*, 11(3–4), pp. 187–200.
- 165 L. Addati, U. Cattaneo, V. Esquivel et I. Valarino (2018), *Un travail et des emplois pour l'avenir du travail décent*. Genève : Organisation internationale du Travail (OIT). https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---gender/documents/publication/wcms_712833.pdf

- 166 K. Lippel (2016), Addressing Occupational Violence: An overview of conceptual and policy considerations viewed through a gender lens. Document de travail du GED n 5/2016. Genève : OIT.
https://www.ilo.org/gender/Informationresources/Publications/WCMS_535656/lang--en/index.htm
- 167 P. England, M. Budig et N. Folbre (2002), Wages of Virtue: The Relative Pay of Care Work. *Gender & Society* 49(4): 455-473.
https://www.researchgate.net/publication/259694576_Wages_of_Virtue_The_Relative_Pay_of_Care_Work
- 168 L. Addati, U. Cattaneo, V. Esquivel et I. Valarino (2018), Un travail et des emplois pour l'avenir du travail décent. Op. cit.
- 169 L. Addati, U. Cattaneo, V. Esquivel et I. Valarino (2018), Un travail et des emplois pour l'avenir du travail décent. Op. cit.
- 170 S. Matthew (4 janvier 2018), ASHA workers: The backbone of India's primary health care are demanding salary for their work. New Delhi: The Indian Express.
<https://indianexpress.com/article/gender/genderand-asha-workers-the-backbone-of-indias-primary-health-care-are-demanding-salary-for-their-work-4997728/> ; Newsclick (22 août 2017), ASHA Workers March to Demand Minimum Wages and Recognition as Workers. <https://www.newsclick.in/asha-workers-march-demand-minimum-wages-and-recognition-workers>
- 171 L'OIT définit le travail domestique comme une activité réalisée dans ou pour un ou plusieurs ménages. Cela peut inclure les personnes qui logent sur place ou non, celles qui travaillent à l'heure ou à la journée pour divers employeurs, celles qui passent par un intermédiaire (public ou privé) et celles qui effectuent un éventail de travail de soin direct et indirect : garde d'enfants et accompagnement des seniors, ménage, cuisine, lessive, etc.
- 172 Organisation internationale du Travail (2013), Les travailleurs domestiques dans le monde : statistiques mondiales et régionales et étendue de la protection juridique. Genève : Bureau international du Travail. https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/-dgreports/-dcomm/-publ/documents/publication/wcms_173363.pdf
- 173 L. Addati, U. Cattaneo, V. Esquivel et I. Valarino (2018), Un travail et des emplois pour l'avenir du travail décent. Op. cit.
- 174 L. Addati, U. Cattaneo, V. Esquivel et I. Valarino (2018), Un travail et des emplois pour l'avenir du travail décent. Op. cit.
- 175 L. Addati, U. Cattaneo, V. Esquivel et I. Valarino (2018), Un travail et des emplois pour l'avenir du travail décent. Op. cit.
- 176 V. Tokman (2010), Domestic Workers in Latin America: Statistics for New Policies. <http://www.wiego.org/informal-economy/occupational-groups/domestic-workers>
- 177 M. Galotti (2015), Faire du travail décent une réalité pour les travailleurs domestiques migrants. Genève : OIT. https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/-ed_protect/-protrav/-travail/documents/publication/wcms_436977.pdf
- 178 Amnesty International (2019), Liban : 'Leur maison, c'est ma prison' L'exploitation des travailleuses domestiques migrantes au Liban. Londres, Royaume-Uni : Amnesty International Ltd. <https://www.amnesty.org/fr/documents/mde18/0022/2019/fr/>
- 179 Organisation internationale du Travail (2013), Les travailleurs domestiques dans le monde : statistiques mondiales et régionales et étendue de la protection juridique. Genève : Bureau international du Travail. https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/-dgreports/-dcomm/-publ/documents/publication/wcms_173363.pdf
- 180 Ce nombre n'inclut pas les enfants travailleurs domestiques.
- 181 OIT Qui sont les travailleurs domestiques https://www.ilo.org/global/topics/domestic-workers/WCMS_211090/lang--fr/index.htm
- 182 N. Yeates (2005), Global care chains: a critical introduction. Global Migration Perspectives No. 44. Royaume-Uni : Open University/Genève : Commission mondiale sur les migrations internationales. <https://www.refworld.org/pdfid/435f85a84.pdf>
- 183 Organisation internationale du Travail (2013), Les travailleurs domestiques dans le monde : statistiques mondiales et régionales et étendue de la protection juridique. Op. cit.
- 184 OIT (2014), Profits et pauvreté : l'économie du travail forcé. Genève : OIT.
<https://www.ilo.org/global/topics/forced-labour/publications/profits-of-forced-labour-2014/lang--fr/index.htm>
- 185 Kalayaan (2014), Case Study 1: Trafficked. <http://www.kalayaan.org.uk/case-study/case-study-1-trafficked/>
- 186 C. Coffey et K. Staszewska (2017), Incorporation of Women's Economic Empowerment and Unpaid Care Work into Regional Policies: Africa. ActionAid.
https://www.actionaid.org.uk/sites/default/files/publications/policy_brief_on_unpaid_care_work_-_africa_0.pdf

- 187 R. Jackson, N. Howe et T. Peter (2013), The Global Aging Preparedness Index. Second Edition. Center for Strategic and International Studies (CSIS). https://csis-prod.s3.amazonaws.com/s3fs-public/legacy_files/files/publication/131010_Jackson_GlobalAgingPreparednessIndex2E_Web.pdf
- 188 Gender and Development Network (2018), Submission to the Independent Expert on foreign debt and human rights on the links and the impact of economic reforms and austerity measures on women's human rights. <https://static1.squarespace.com/static/536c4ee8e4b0b60bc6ca7c74/t/5ac4d94470a6a6dfc8c898db6/1522850118055/Submission+to+IE+on+austerity+Gender+%26+Development+Network.pdf>
- 189 R. Jackson, N. Howe et T. Peter (2013), The Global Aging Preparedness Index. Op. cit.
- 190 Population Reference Bureau (2006), Health Care Challenges for Developing Countries with Aging Populations. <https://www.prb.org/healthcarechallengesfordevelopingcountrieswithagingpopulations/>
- 191 L. Addati, U. Cattaneo, V. Esquivel et I. Valarino (2018), Un travail et des emplois pour l'avenir du travail décent. Op. cit.
- 192 L. Addati, U. Cattaneo, V. Esquivel et I. Valarino (2018), Un travail et des emplois pour l'avenir du travail décent. Op. cit.
- 193 M. Roser (2017), Fertility Rate. Our World in Data. <https://ourworldindata.org/fertility-rate>
- 194 G. Zanella (2017), How Does Grandparent Childcare Affect Labour Supply? IZA World of Labor. <https://wol.iza.org/articles/how-does-grandparent-childcare-affect-labor-supply/long>
- 195 A. Stinchcombe, J. Smallbone, K. Wilson et K. Kortess-Miller (2017), Healthcare and End-of-Life Needs of Lesbian, Gay, Bisexual, and Transgender (LGBT) Older Adults: A Scoping Review. *Geriatrics*. Mars 2017, 2(1) : 13. Bâle. <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC6371094/>
- 196 Ce n'est pas le cas en Asie du Sud, où le nombre d'hommes dans les villes dépasse généralement le nombre de femmes. S. Chant (2013), Cities through a "gender lens": a golden "urban age" for women in the global South? *Environment and Urbanization*. Sage. <https://journals.sagepub.com/doi/full/10.1177/0956247813477809>
- 197 A. Evans (non daté), How Cities Erode Gender Inequality: A new theory and evidence from Cambodia. King's College, Londres, Royaume-Uni. https://docs.wixstatic.com/ugd/2e7ace_c5440c630b634a119c05cd7a752879e2.pdf
- 198 G. Alber (2011), Gender, Cities and Climate Change. Thematic report prepared for Cities and Climate Change Global Report on Human Settlements 2011. <https://unhabitat.org/wp-content/uploads/2012/06/GRHS2011ThematicStudyGender.pdf>
- 199 C. Tacoli (2012), Urbanization, Gender and Urban Poverty: Paid work and unpaid care work in the city. International Institute for Environment and Development, Fonds des Nations unies pour la population. <https://www.unfpa.org/sites/default/files/resource-pdf/UEPI%207%20Tacoli%20Mar%202012.pdf>
- 200 S. Chant (2013), Cities through a "gender lens": a golden "urban age" for women in the global South? *Environment and Urbanization*. Sage. <https://journals.sagepub.com/doi/full/10.1177/0956247813477809>
- 201 Center for Women's Global Leadership (2009), The Impact of Economic Reforms and Austerity Measures on Women's Human Rights <https://www.cwgl.rutgers.edu/docman/reports/832-the-impact-of-economic-reforms-and-austerity-measures-on-women-s-human-rights/file>
- 202 E. Seery (2014), Au service de la majorité : Des services publics pour combattre les inégalités. Oxfam. <https://www.oxfam.org/fr/publications/au-service-de-la-majorite>
- 203 N. Abdo (2019), The Gendered Impact of IMF Policies in MENA: The Case of Egypt, Jordan and Tunisia. Oxfam. <https://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/the-gendered-impact-of-imf-policies-in-mena-the-case-of-egypt-jordan-and-tunisia-620878>
- 204 Association for Women's Rights in Development (AWID) (2011), Impacts of the Global Financial Crisis on Women's Rights: Sub regional perspectives. <https://www.awid.org/publications/impacts-global-financial-crisis-womens-rights-sub-regional-perspectives>
- 205 CESR (2016), Redistributing Unpaid Care Work: Why Tax Matters for Women's Rights. Note de Politique. Disponible sur : http://www.cesr.org/sites/default/files/UnpaidCare_IDS_CESR.pdf
- 206 A. Elomäki (2012), The Price of Austerity: The impact on women's rights and gender equality in Europe. Lobby européen des femmes. https://www.womenlobby.org/IMG/pdf/the_price_of_austerity_-_web_edition.pdf

- 207 F. Williams (2018), A Global Crisis in Care? COMPAS.
<https://www.compas.ox.ac.uk/2018/a-global-crisis-in-care/>
- 208 F. Williams (2018), A Global Crisis in Care? Op. cit.
- 209 P. R. Hunter, A. M. MacDonald et R. C. Carter (2010), Water supply and health. *PLoS medicine*, 7(11), e1000361. Doi :10.1371/journal.pmed.1000361
- 210 The Lancet (10 novembre 2018), GBD 2017: a fragile world.
[https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736\(18\)32858-7/fulltext](https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736(18)32858-7/fulltext)
- 211 L. Addati, U. Cattaneo, V. Esquivel et I. Valarino (2018), Un travail et des emplois pour l'avenir du travail décent. Genève : Organisation internationale du Travail (OIT).
https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---gender/documents/publication/wcms_712833.pdf
- 212 GTZ (non daté), Gender & Taxation: Why Care about Taxation and Gender Equality?
<https://www.oecd.org/dac/gender-development/44896295.pdf>
- 213 S-M Hall, K. McIntosh, E. Neitzert, L. Pottinger, K. Sandhu, M-A. Stephenson, H. Reed et L. Taylor (2017), Intersecting Inequalities: The impact of austerity on Black and Minority Ethnic women in the UK. Women's Budget Group and Runnymede Trust.
<http://wbg.org.uk/wp-content/uploads/2018/08/Intersecting-Inequalities-October-2017-Full-Report.pdf>
- 214 A. Elomäki (2012), The Price of Austerity: The impact on women's rights and gender equality in Europe. Lobby européen des femmes.
https://www.womenlobby.org/IMG/pdf/the_price_of_austerity_-_web_edition.pdf
- 215 Center for Economic and Social Rights (non daté), Brazil's Austerity Cap Stunting Rights to Food, Health and Education. <http://www.cesr.org/brazils-austerity-cap-stunting-rights-food-health-and-education>
- 216 Organisation mondiale de la Santé (2018), Changement climatique et santé.
<https://www.who.int/fr/news-room/fact-sheets/detail/climate-change-and-health>
- 217 K. K. Rigaud, et al. (2018), Groundswell : Se préparer aux migrations climatiques internes. Washington, DC : Banque mondiale, <http://hdl.handle.net/10986/29461>
- 218 S. Kulp et B. Strauss (2019), New elevation data triple estimates of global vulnerability to sea-level rise and coastal flooding. *Nature Communications* 10, 4844 (2019). <https://doi.org/10.1038/s41467-019-12808-z>
- 219 C. Nellemann, R. Verma et L. Hislop (eds) (2011), Women at the Frontline of Climate Change: Gender risks and hopes. A Rapid Response Assessment. Programme des Nations unies pour l'environnement, GRID-Arendal.
https://www.ipcc.ch/apps/njlite/ar5wg2/njlite_download2.php?id=9719
- 220 CARE Danmark (2016), Fleeing Climate Change: Impacts on Migration and Displacement. https://careclimatechange.org/wp-content/uploads/2016/11/FleeingClimateChange_report.pdf
- 221 G. Alber (2011), Gender, Cities and Climate Change. Thematic report prepared for Cities and Climate Change Global Report on Human Settlements 2011.
<https://unhabitat.org/wp-content/uploads/2012/06/GRHS2011ThematicStudyGender.pdf>
- 222 Deliver for Good (2018), Invest in Girls and Women to Tackle Climate Change and Conserve the Environment: Facts, Solutions, Case Studies, and Calls to Action.
https://womendeliver.org/wp-content/uploads/2017/09/Deliver_For_Good_Brief_10_09.17.17.pdf
- 223 R. Bailey (2011), Cultiver un avenir meilleur : La justice alimentaire dans un monde aux ressources limitées. Oxfam.
<https://oxfamlibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/132373/cr-growing-better-future-170611-fr.pdf;jsessionid=978FC203789919D0818E3A75BDA56D1C?sequence=25>
- 224 Organisation mondiale de la Santé (2018), Changement climatique et santé.
<https://www.who.int/fr/news-room/fact-sheets/detail/climate-change-and-health>
- 225 S. Grech et K. Soldatic (eds) (2016), Disability in the Global South: The Critical Handbook. <https://www.springer.com/gp/book/9783319424866>
- 226 Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) (2019), Changement climatique et terres émergées : rapport spécial du GIEC sur le changement climatique, la désertification, la dégradation des sols, la gestion durable des terres, la sécurité alimentaire et les flux de gaz à effet de serre dans les écosystèmes terrestres. Résumé à l'intention des décideurs.
https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/2019/08/4.-SPM_Approved_Microsite_FINAL.pdf
- 227 U. Röhr (2007), Gender, Climate Change and Adaptation. Introduction to the gender dimensions. genanet – Focal Point Gender, Environment, Sustainability.
http://americalatinagenera.org/es/documentos/taller_cc/roehr_gender_climate.pdf
- 228 G. Alber (2011), Gender, Cities and Climate Change. Thematic report prepared for

- Cities and Climate Change Global Report on Human Settlements 2011.
<https://unhabitat.org/wp-content/uploads/2012/06/GRHS2011ThematicStudyGender.pdf>
- 229 Site Web d'Engna Legna. <https://engnalegna.org/>
- 230 S. Smit (2019), New hope for domestic workers' rights with landmark court ruling. Mail & Guardian. <https://mg.co.za/article/2019-05-27-new-hope-for-domestic-workers-rights-with-landmark-court-ruling>
- 231 OIT (2019), Convention (n° 190) sur la violence et le harcèlement, 2019. Organisation internationale du Travail. https://www.ilo.org/dyn/normlex/fr/f?p=NORMLEXPUB:12100:0::NO::P12100_ILO_CODE:C190
- 232 Union européenne (2019), DIRECTIVE DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL concernant l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée des parents et des aidants et abrogeant la directive 2010/18/UE du Conseil <https://data.consilium.europa.eu/doc/document/PE-20-2019-INIT/fr/pdf>
- 233 OIT (2018), Comment une loi uruguayenne a renforcé les services de soins sans stéréotypes sexistes. Organisation internationale du Travail. https://www.ilo.org/global/about-the-ilo/newsroom/features/WCMS_643927/lang--fr/index.htm
- 234 Forum économique mondial (2019), New Zealand has unveiled its first 'well-being' budget. <https://www.weforum.org/agenda/2019/05/new-zealand-is-publishing-its-first-well-being-budget/>
- 235 Plataforma de Justicia Fiscal Desde Las Mujeres (2019), Ey de "corresponsabilidad en el trabajo del cuidado no remunerado, para la igualdad de oportunidades". <http://mujeresyjusticiafiscal.org/noticiasplataforma/item/184-ley-de-corresponsabilidad-en-el-trabajo-del-cuidado-no-remunerado-para-la-igualdad-de-oportunidades>
- 236 Ce dernier exemple fait suite à un programme WE-Care impliquant Oxfam, Pambansang Koalisyon ng Kababaihan sa Kanayunan (coalition nationale des femmes rurales), le Philippine Rural Reconstruction Movement (PRRM), SIKAT Philippines, Community Organizers Multiversity, SIAD Initiatives in Mindanao Convergence for Asset Reform and Regional Development (SIMCARRD) et le Rural Development Institute of Sultan Kudarat.
- 237 M. Miller-Dawkins (2019), The State of the Growing Movement Fighting Inequality. Fight Inequality Alliance. <https://www.fightinequality.org/movementreport/>
- 238 N. Archer (2018), "This story rarely gets told": 10 years of women's resistance to austerity across Europe. openDemocracy. <https://www.opendemocracy.net/en/5050/10-years-womens-resistance-to-austerity-europe/>
- 239 D. Broggi (2019), Argentina's Popular Feminism. Jacobin. <https://jacobinmag.com/2019/03/argentina-feminist-movement-womens-strike>
- 240 Civicus (2019), People Power Under Attack. Civicus. <https://civicus.contentfiles.net/media/assets/file/GlobalReport2019.pdf>
- 241 A. Fälth et M. Blackden (2009), Services de soins non rémunérés. Note de Politique. Égalité de Genre et Réduction de la Pauvreté, Numéro 1. PNUD. <https://www.undp.org/content/dam/undp/library/gender/Gender%20and%20Poverty%20Reduction/Unpaid%20care%20work%20French.pdf>
- 242 OCDE (2017), Uruguay's national care policy: A virtuous cycle in data, advocacy and policy. https://data2x.org/wp-content/uploads/2019/08/UruguayCaseStudy_OECDCCR2017.pdf
- 243 Ces résultats s'appuient sur des données issues de l'enquête menée en 2018 sur le travail de soin dans les ménages indiens. A. Parvez Butt, M. Savani, D. Dutta et L. Rost (à paraître), Unpaid Care, Intersectionality and the Power of Public Services. Oxfam.
- 244 Conseil nordique des ministres (2019), State of Nordic fathers. <http://norden.diva-portal.org/smash/get/diva2:1367228/FULLTEXT01.pdf>
- 245 L. Addati, U. Cattaneo, V. Esquivel et I. Valarino (2018), Un travail et des emplois pour l'avenir du travail décent. Op. cit. https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---gender/documents/publication/wcms_712833.pdf pp. 129 et suivantes
- 246 L. Addati, U. Cattaneo, V. Esquivel et I. Valarino (2018), Un travail et des emplois pour l'avenir du travail décent. Op. cit. Graphique 3,8.
- 247 Les recettes fiscales proviennent des impôts sur le revenu, lesquels augmentent avec une participation accrue des femmes dans la main-d'œuvre, mais aussi grâce à l'augmentation des taxes sur les ventes ou de la TVA en raison de la hausse de la consommation.
- 248 C. Rodriguez et D. Itriago (2019), Do Taxes Influence Inequality between Women

- and Men? Oxfam.
<https://oxfamlibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/620852/rr-taxes-influence-gender-inequality-lac-200819-summ-en.pdf>
- 249 Les retombées du plaidoyer pour la défense des droits des femmes sont manifestes dans la « Résolution du Parlement européen du 15 janvier 2019 sur l'égalité des genres et les politiques fiscales dans l'Union européenne », qui décrit clairement la base normative pour l'adoption d'une fiscalité juste. EU 2018/2095(INI).
http://www.europarl.europa.eu/doceo/document/TA-8-2019-0014_FR.html
- 250 CESR (2016), Redistributing Unpaid Care Work: Why Tax Matters for Women's Rights. Note de Politique. <http://www.cesr.org/redistributing-unpaid-care-work-why-tax-matters-womens-rights%E2%80%A8>
- 251 P. Espinoza Revollo (2020), Celles qui comptent : Note méthodologique. Oxfam.
<http://dx.doi.org/10.21201/2020.5419>
- 252 Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) (2015), Rapport sur l'investissement dans le monde 2015 : réformer la gouvernance de l'investissement international.
http://unctad.org/en/PublicationsLibrary/wir2015_en.pdf. D'autres estimations du coût de l'évasion fiscale des entreprises pour les pays en développement vont de 47 à 200 milliards de dollars. E. Crivelli, R. De Mooij et M. Keen (2015), Base Erosion, Profit Shifting and Developing Countries. Document de travail du FMI, WP/15/118. <https://www.imf.org/external/pubs/ft/wp/2015/wp15118.pdf> ; T. R. Tørsløv, L. S. Wier et G. Zucman (2018), The Missing Profits of Nations. Document de travail du NBER n° 24701. <http://www.nber.org/papers/w24701>. Voir en particulier l'annexe C.4d : <http://gabriel-zucman.eu/files/TWZ2018Appendix.pdf>. Les estimations portent sur l'année 2015.
- 253 S. Seguino (2015), Inequality Matters: Austerity, Gender, and Race. London School of Economics Commission on Gender Inequality and Power. Présentation, Londres, mai 2015. <http://www.lse.ac.uk/publicEvents/pdf/2015-ST/2015-Stephanie-Seguino-PPT-FINAL.pdf>
- 254 ActionAid (2018), Taxation of the Informal Sector. ActionAid International Briefing, p. 2. https://actionaid.org/sites/default/files/publications/informal_sector_taxes.pdf
- 255 M. Gomes (2015), As distorções de uma carga tributária regressiva. IPEA, Rio de Janeiro. Ano 12. Edição 86.
http://www.ipea.gov.br/desafios/index.php?option=com_content&id=3233
- 256 R. Saalbrink (2019), Working towards a just feminist economy. Womankind Worldwide Report, p. 3. <https://world-psi.org/uncsw/wordpress/wp-content/uploads/2019/03/working-towards-a-just-feminist-economy-final-web.pdf>
- 257 ONU Femmes (non daté), ODD 5 : Parvenir à l'égalité des sexes et à autonomiser toutes les femmes et les filles. <https://www.unwomen.org/fr/news/in-focus/women-and-the-sdgs/sdg-5-gender-equality>
- 258 ONU Femmes (non daté), ODD 5 : Parvenir à l'égalité des sexes et à autonomiser toutes les femmes et les filles. <https://www.unwomen.org/fr/news/in-focus/women-and-the-sdgs/sdg-5-gender-equality>
- 259 D. Hardoon (2017), Une économie au service des 99 %. Il est temps de construire une économie centrée sur l'humain qui profite à tous, et non à quelques privilégiés. Oxfam. <https://www.oxfam.org/fr/rapports/une-economie-au-service-des-99>. DOI : <http://dx.doi.org/10.21201/2017.8616>

OXFAM

Oxfam est une confédération internationale de 20 organisations qui, dans le cadre d'un mouvement mondial pour le changement, travaillent en réseau plus de 90 pays à la construction d'un avenir libéré de l'injustice qu'est la pauvreté. Pour de plus amples informations, veuillez contacter les différents affiliés ou visiter www.oxfam.org

Oxfam Amérique (www.oxfamamerica.org)	Oxfam Inde (www.oxfamindia.org)
Oxfam Australie (www.oxfam.org.au)	Oxfam Intermón (Espagne) (www.oxfamintermon.org)
Oxfam-en-Belgique (www.oxfamsol.be)	Oxfam Irlande (www.oxfamireland.org)
Oxfam Brésil (www.oxfam.org.br)	Oxfam Italie (www.oxfamitalia.org)
Oxfam Canada (www.oxfam.ca)	Oxfam Mexique (www.oxfammexico.org)
Oxfam France (www.oxfamfrance.org)	Oxfam Nouvelle-Zélande (www.oxfam.org.nz)
Oxfam Allemagne (www.oxfam.de)	Oxfam Novib (Pays-Bas) (www.oxfamnovib.nl)
Oxfam Grande-Bretagne (www.oxfam.org.uk)	Oxfam Québec (www.oxfam.qc.ca)
Oxfam Hong Kong (www.oxfam.org.hk)	Oxfam Afrique du Sud (www.oxfam.org.za)
Oxfam IBIS (Danemark) (www.oxfamibis.dk)	KEDV (Oxfam Turquie) (https://www.kedv.org.tr/)

www.oxfam.org

